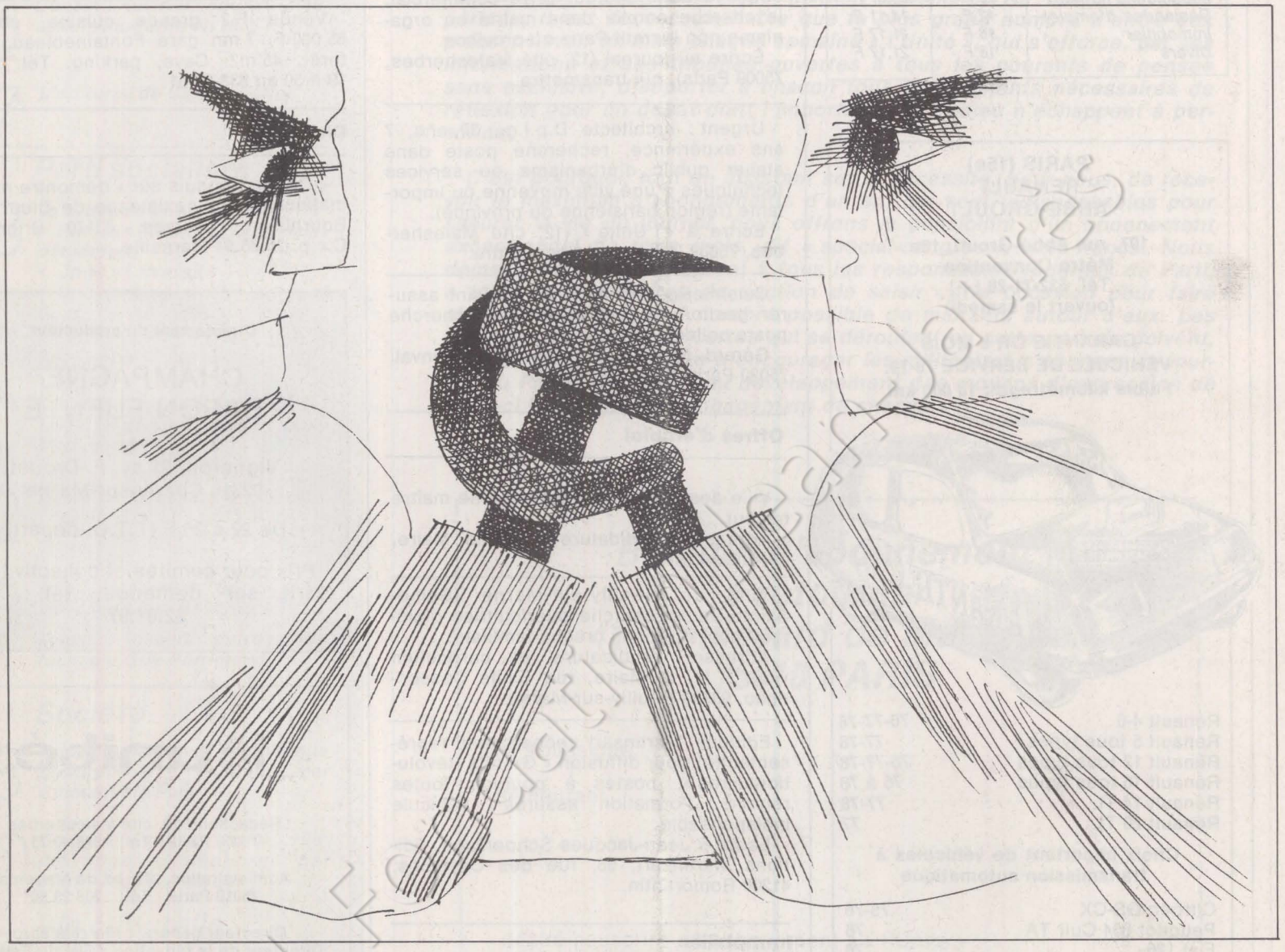
# l'unité

N° 329 – 5F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 2–8 Mars 1979

# CHINE-U.R.S.S.: LE BRAS DE FER IDEOLOGIQUE

## Faut-il remplacer Raymond Barre ?

# PETITES ANNONCES

*Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.*

**Tarifs petites annonces**

| | La ligne H.T. | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| Offres d'emploi (minimum 5 lignes) | 22 F | 25,87 F |
| Demandes d'emploi | 12 F | 14,11 F |
| Immobilier | 18 F | 21,17 F |
| Divers | 18 F | 21,17 F |


**PARIS (15e)**
**RENAULT**
**ABBÉ-GROULT**

**107, rue Abbé-Groult, 15e**
**Métro Convention**
**Tél. 532-71-20 (+)**
**(ouvert le samedi)**

**GARANTIE OR 6 MOIS**
**VÉHICULE DE SERVICE 78-79.**
**Faible kilométrage : 10 000 km**




| | |
|---|---|
| Renault 4-6 | 76-77-78 |
| Renault 5 tous types | 77-78 |
| Renault 12 tous types | 76-77-78 |
| Renault 16 tous types | 75 à 78 |
| Renault 14 TL | 77-78 |
| Renault 20 TL | 77 |

**Choix important de véhicules à transmission automatique**

| | |
|---|---|
| Citroën GS-CX | 75-76 |
| Peugeot 604 Cuir TA | 76 |
| Fiat 126 | 76 |
| Princess 2200 automatique | 77 |

**Pour les véhicules utilitaires, nous consulter.**
**Recommandez-vous de « l'Unité ».**


## Demandes d'emploi

23 ans, licence allemand-anglais, formation juridique de base, libéré O.m., employé dans secteur privé commercial, je cherche emploi dans mairie ou organisme non lucratif Paris ou province.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Urgent : architecte D.p.l.g., 30 ans, 7 ans expérience, recherche poste dans atelier public d'urbanisme ou services techniques d'une ville moyenne ou importante (région parisienne ou province).

Ecrire à « l'Unité » (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Cuisinier-gérant cantine, pouvant assurer gestion et responsabilité, recherche poste collectivité.

Gérard Meleuc, 58, rue de Buzenval, 75020 Paris. Tél. : 371-55-72.

## Offres d'emploi

Ville des Ulis (Essonne) cherche maître nageur.

Adresser candidature à M. le Maire, 91440 Les Ulis.

Ville de Neuilly-sur-Marne (Seine-Sainte-Denis) cherche puéricultrice diplômée pour direction crèche familiale.

Adresser candidature et curriculum vitae à M. le Maire, rue Emile Cossonneau, 93330 Neuilly-sur-Marne.

Editions Martinsart recherchent représentant(e) pour diffusion « Grands Révolutionnaires », postes à pourvoir toutes régions. Formation assurée ; véhicule indispensable.

Ecrire à Jean-Jacques Schoemann, Editions Martinsart, 58, rue des Capucins, 41200 Romorantin.

## Immobilier

Achète F 3 ou F 2. Location-vente avec apport. Confort, calme. Cannes, Le Cannet, Rocheville. Urgent.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Vieux socialiste achète maison 3-4 pièces, plain pied, dépendances, 1 000 m2 terrain ou plus, localité toutes commodités. Prix modéré. 100/200 km ouest ou sud Paris.

Vends F 2 grande cuisine, confort. 85 000 F. 7 mn gare Fontainebleau. Orée forêt. 45 m2. Cave, parking. Tél. après 19 h 30 au 833-83-51.

## Divers

« Ce dont je suis sûr » démontre mathématiquement l'inexistence de Dieu. 10 F. Bournisien, Tourves, 83170 Brignoles. C.c.p. 25.85.94 Marseille.


**Directement du producteur**

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97



l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

**Directeur général :** Pierre Mauroy
**Directeur de la rédaction :** Claude Estier

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot


# BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

**NOM :** .....
**PRENOM :** .....
**ADRESSE :** .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

**TEXTE DE L'ANNONCE :** voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

# sommaire


## Social

4 *Sidérurgie : la détermination face au cynisme, par Michèle Kespi*

6 *Denain : Usinor voulait une aciérie moderne en 1975 !*

7 *L'éditorial de Claude Estier*

## Parti socialiste

8 *La tribune du congrès*
- *Refuser la tentation sociale-démocrate*
- *Unité et diversité*
- *Une femme avertie en vaut deux*

## Monde

10 *Chine-U.r.s.s. : le bras de fer idéologique, par Guy Perrimond*

12 *Sacre et massacre en Centrafrique*

13 *Iran : l'ayatollah se dévoile, par Jean-Loup Reverier*

*Tchad : Giscard entre deux feux, par Guy Perrimond*

## Société

18 *Aude : priorité à la politique culturelle et... occitane, par Emmanuèle Plas*

20 *Bourg-en-Bresse : une ville moyenne exemplaire, par Marie-José Bernardot*

## Vie culturelle

23 *Télévision : la revanche de Madame Chrysanthème, par Gabrielle Rolin*

*La chronique de Piem*

26 *Les entretiens de « l'Unité »*

*Cette semaine Jean-Paul Liégeois s'entretient avec Daniel Viglietti, chanteur uruguayen*

32 *Livres*

*Histoire d'un crime, par Gilbert Sans.*



*Photos et dessins*

*Barrigue (pages 6, 16), Bordeclerc (pages 19, 22), Coureuil (page 1), Démoulin (pages 23, 24), Keystone (page 17), Pascal Lebrun (pages 20, 21, 26, 27, 32), Pym (pages 4, 11, 13, 17), Solo (pages 25, 28, 29, 30), Sygma (pages 5, 10, 12, 14).*


# ABONNEMENT SPECIAL-CONGRES

***La préparation du congrès de Metz est l'occasion d'une intense discussion qui concerne chaque militant socialiste. Au cours de cette période, il est donc souhaitable que le plus grand nombre d'entre eux puissent avoir en main chaque semaine « l'Unité », qui s'efforce, par ses informations et ses tribunes ouvertes à tous les courants de pensée sans exclusive, d'apporter à chacun tous les éléments nécessaires de réflexion pour un débat dont l'importance et l'enjeu n'échappent à personne.***

***C'est pourquoi, tout en insistant sur la nécessité, pour nous, de recevoir le maximum d'abonnements d'un an, qui sont indispensables pour assurer la vie du journal, nous offrons la possibilité d'un abonnement exceptionnel de trois mois, dit « spécial-congrès », à 60 francs. Nous demandons particulièrement à tous les responsables fédéraux du Parti, à tous les secrétaires de section de saisir cette occasion pour faire abonner le plus grand nombre possible de militants autour d'eux. Les réunions de reprise de cartes qui se déroulent en cette période doivent, en particulier, permettre d'encourager les militants à s'abonner au journal du Parti. Contribuer au développement des moyens d'expression de celui-ci fait partie de l'engagement de chacun.***

**Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS**

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐
- abonnement « spécial-congrès » de trois mois (60 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Coll. Fondation Jean Jaurès




Coll. Fondation Jean Jaurès

# Sidérurgie : la détermination face au cynisme

Oh ! Qu'en termes galants ces choses là sont dites : « En 1979, comme en 1980, tous les salariés de la sidérurgie seront couverts par des mesures sociales ou auront une continuité avec de nouveaux emplois. » D'ailleurs, l'un des objectifs du gouvernement est de « ne pas créer de nouvelles situations de chômage d'ici à 1980 » (sic).

Des déclarations du ministre de l'Industrie, André Giraud, au lendemain de sa rencontre du 23 février avec les fédérations syndicales de la métallurgie, on peut retenir une chose : la volonté expresse... de ne pas prononcer le mot de licenciement. Subtile jonglerie de vocabulaire, qui n'a pas provoqué l'apaisement souhaité. Car qu'est-ce qu'un salarié couvert par des mesures sociales, sinon un chômeur ? Et pour être en continuité avec un nouvel emploi, ne faut-il pas avoir perdu le premier ?

Les trente-huit membres des délégations syndicales qui ont participé à la journée de négociation ne s'y sont pas trompés. Nombreux étaient ceux qui concluaient à la sortie : « Dix heures pour rien. » La question de fond posée par les syndicalistes était, en effet, simple : le plan sidérurgique de restructuration et de licenciements peut-il être discuté ? Quand il ne s'empêtre pas dans des justifications à usage externe, quand il ne s'attelle pas à la tâche — oh combien ardue ! — de convaincre l'opinion publique qu'une poignée d'esprits chagrins lui prêtent de mauvaises intentions, le ministre de l'Industrie sait aussi être simple. Il l'a dit aux négociateurs : il ne remet pas en question le plan de restructuration. Certes, il n'est pas opposé à des « améliorations ». A condition qu'elles n'aillent pas à l'encontre de l'« assainissement ». On ne saurait être plus clair.

On est loin aussi de ce que demandent les sidérurgistes. Les cinq fédérations de la métallurgie — C.g.t., C.f.d.t., F.o., C.g.c. et C.f.t.c. — étaient arrivées à la réunion avec des revendications précises et communes. « Le réexamen à fond du dossier industriel de toute la sidérurgie s'impose préalablement à toute définition et à la mise en œuvre des mesures sociales découlant des décisions industrielles. » Une discussion réelle implique « l'abandon par le gouvernement du préalable que constitue l'affirmation du maintien, en toute hypothèse, des restructurations annoncées en décembre dernier, la suspension immédiate de tout licenciement et de tout arrêt d'installation dans l'ensemble de la sidérurgie. »

La réouverture du dossier, André Giraud ne l'envisage pas. Il propose un certain nombre de mesures sociales destinées, en fait, à faire passer la pilule.

Trois mesures ont été proposées. La fixation négociée d'une « prime substantielle de départ volontaire ». La mise à la retraite anticipée de plusieurs milliers de personnes dès cinquante-cinq ans, et même dès cinquante ans pour les salariés ayant un travail particulièrement dur. La mise en place de « sociétés de reconversion ». Ces sociétés, filiales des firmes sidérurgiques, serviraient de relais entre le moment où les emplois seraient supprimés, et celui où de nouvelles industries seraient implantées : elles garantiraient aux salariés leurs revenus, leur statut ainsi qu'une formation ou un emploi temporaire. « Des ghettos de chômeurs », estiment les syndicalistes. Sur les nouvelles industries qui doivent s'implanter, le projet gouvernemental reste flou, très flou, se contentant d'évoquer la création de nouveaux emplois par la modernisation de la sidérurgie.

Pour plus de précision, André Giraud a renvoyé les syndicats devant les P.-d.g. des groupes sidérurgiques, en déclarant : « Ce sont eux qui ont pris les décisions industrielles, et ce sont eux qui peuvent éventuellement les infléchir... » Le calendrier des prochaines semaines comporte donc des rendez-vous entre les syndicats et les patrons sidérurgistes, puis une nouvelle entrevue avec le ministre de l'Industrie — qui ne s'est pas engagé sur la réunion tripartite demandée par ses interlocuteurs —, pour finir par une rencontre avec Robert Boulin, ministre du Travail.

Dans les endroits les plus touchés par le « plan acier », les réactions ne se sont pas fait attendre.

A Longwy, de violents incidents ont émaillé la journée du samedi 24 février. La cause directe n'en était pas uniquement les minces propositions d'André Giraud. L'intervention de la police a aussi joué. A 2 heures du matin, les « forces de l'ordre » ont entrepris de déloger les sidérurgistes qui occupaient depuis trois jours le centre de télévision de la ville. Dès 7 heures du matin, des manifestants commençaient à se regrouper au centre de Longwy, avant d'aller attaquer le commissariat. Quelques heures plus tard, des milliers de personnes s'étaient jointes à cette manifestation. Vers 14 heures, le calme revenait près du commissariat. Et c'était au tour du siège de l'Union patronale d'être envahie, des meubles et des dossiers étaient brûlés sur la place. Ces « graves événements », a estimé François Mitterrand — qui est retourné cette semaine en Lorraine —, marquent « les échecs d'une politique... Le tissu industriel de la France se déchire... L'anxiété devenue l'angoisse, l'angoisse transformée en colère n'est désormais plus très contrôlable »... dans la mesure où « il n'y a pas d'autres perspectives à la négociation que des licenciements ».

Le dimanche, Longwy s'est calmé — momentanément. A l'appel de l'intersyndicale, un cortège de 1 500 personnes a



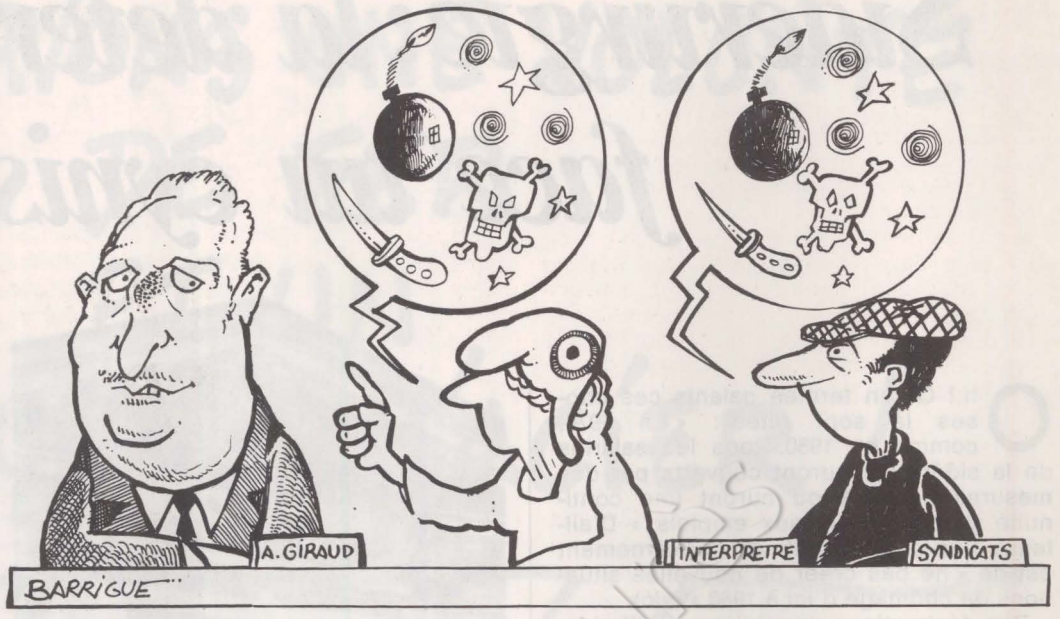

*Le siège de l'Union patronale à Longwy, samedi 24 février.*

manifesté en se rendant au relais de télévision (réoccupé). Et le lundi 26, un débrayage de deux heures était observé dans toutes les usines du bassin.

Dans le Nord également, les actions de mécontentement se multiplient. Routes bloquées autour de Denain, gares occupées, manifestations à Cambrai où des sidérurgistes assiègent durant une heure l'hôtel de ville.

## *La ferraille, ça rouille...*

Tout en souhaitant la poursuite de négociations, les fédérations de la métallurgie, qui se sont réunies le mardi 27, ont fait le point sur la poursuite de l'action. F.o. a refusé de participer à cette réunion intersyndicale. C'est aux syndicats, et non au sommet, de déterminer les modalités d'action, estime cette organisation qui, par ailleurs, s'élève contre « toute violence et manifestation dans les




# *Denain : Usinor voulait une aciérie moderne en 1975 !*

La proposition du Parti socialiste de construire une aciérie moderne à Denain pour y maintenir l'emploi et la capacité de production a été qualifiée par Raymond Barre de « politique bâtie sur le sable ».

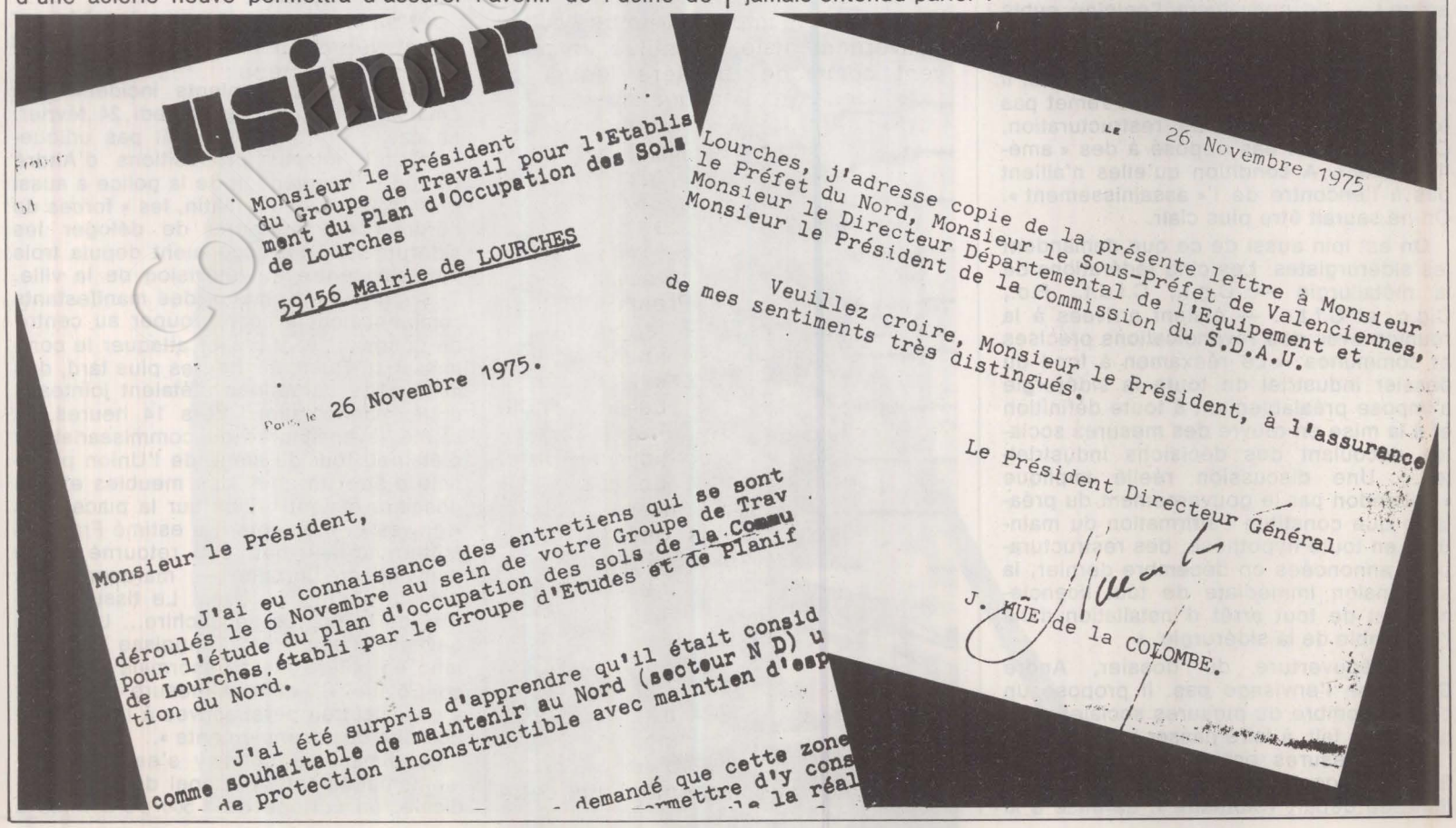
C'est pourtant une proposition parfaitement sérieuse et tout à fait conforme à ce qu'étaient, il y a seulement trois ans, les intentions d'Usinor. Le 26 novembre 1975, le P.-d.g. de cette entreprise, qui était à l'époque M. J. Hüe de La Colombe, écrivait, en effet, à la mairie de Lourches, commune limitrophe de Denain, pour protester contre le maintien dans le plan d'occupation des sols de cette commune d'une zone de protection inconstructible. Et il ajoutait :

« Notre société a toujours demandé que cette zone soit classée en « industrielle » pour permettre d'y construire ultérieurement une aciérie. En effet, seule la réalisation, le moment venu, d'une aciérie neuve permettra d'assurer l'avenir de l'usine de Denain ; faute de quoi, c'est l'existence même de celle-ci qui serait compromise.

« Je me permets donc d'insister auprès de vous pour que le groupe de travail reconsidère sa position sur ce point et adopte la solution préconisée par notre société et qui conditionne le développement de cette usine souhaitée par toutes les instances locales.

« Etant donné l'importance extrême de cette question pour l'avenir industriel de la région Denain-Escaudain-Lourches, j'adresse copie de la présente lettre à M. le Préfet du Nord, M. le Sous-Préfet de Valenciennes, M. le Directeur départemental de l'Equipement et M. le président de la commission du S.d.a.u. »

Voilà donc une lettre qui avait dû faire quelque bruit à l'époque dans les milieux gouvernementaux. M. Barre n'en avait-il jamais entendu parler ?


usinor

Monsieur le Président
du Groupe de Travail pour l'Etablis
ment du Plan d'Occupation des Sols
de Lourches

59156 Mairie de LOURCHES

Paris, le 26 Novembre 1975.

Monsieur le Président,

J'ai eu connaissance des entretiens qui se sont
déroulés le 6 Novembre au sein de votre Groupe de Trav
pour l'étude du plan d'occupation des sols de la Commu
de Lourches, établi par le Groupe d'Etudes et de Planif
tion du Nord.

J'ai été surpris d'apprendre qu'il était consid
comme souhaitable de maintenir au Nord (secteur N D) u
de protection inconstructible avec maintien d'esp

demandé que cette zone
mettre d'y cons
la réal

Le 26 Novembre 1975

Lourches, j'adresse copie de la présente lettre à Monsieur
le Préfet du Nord, Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes,
Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement et
Monsieur le Président de la Commission du S.D.A.U.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance
de mes sentiments très distingués.

Le Président Directeur Général

J. HÜE de la COLOMBE.

édifices publics ». Son secrétaire général, André Bergeron, préfère la voie de la négociation et précise que « l'objectif doit être d'abord de redonner confiance aux populations du Nord et de la Lorraine, de les convaincre de la volonté du gouvernement de maintenir en France une industrie sidérurgique dynamique... »

Une affirmation devant laquelle les autres fédérations syndicales se contentent de hausser les épaules. La discussion de mardi a permis un échange de vues précis entre les différentes actions possibles pour contraindre les patrons sidérurgistes à négocier sérieusement. La C.g.t. propose une marche sur Paris à la fin mars, précédée d'un nouvel arrêt de travail national au milieu du mois. La marche pourrait coïncider avec une action de l'ensemble de la métallurgie. La C.f.d.t. propose une série de débrayages d'ici au 10 mars, une grève nationale la semaine prochaine, et une marche des sidérurgistes sur la capitale. Ces initiatives nationales seront décidées le 6 mars, au cours d'une nouvelle réunion des syndicats de la métallurgie. Mais, d'ores et déjà, les fédérations appellent à l'élargissement des luttes.

Dans les régions touchées, nul besoin d'appel : l'action est devenue une réalité quasi quotidienne. Comme le disait un syndicaliste de Longwy en milieu de semaine : « On ne va pas rester à se croiser les bras. La ferraille, ça rouille, autrement... »

MICHELE KESPI







## l'éditorial de Claude Estier

# Faut-il remplacer Raymond Barre ?

RAYMOND Barre est-il menacé de perdre ses fonctions ? On le suggère de plus en plus dans certains milieux dits « bien informés ». Ce n'est, certes, pas parce que des députés R.p.r., au soleil de la Guadeloupe, ont exprimé le souhait de son départ que le Premier ministre se trouve au bord de la disgrâce. Mais plusieurs indications laissent penser que l'on commence à s'inquiéter sérieusement à l'Elysée de l'obstination, pour ne pas dire de la brutalité, avec laquelle Barre continue à s'opposer à la montée de la colère contre la politique économique et sociale du Pouvoir.

La plupart des observateurs ont toujours pensé que l'actuel chef du gouvernement ne demeurerait pas à l'Hôtel Matignon au-delà du printemps ou de l'automne de 1980. A l'approche de l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing, selon l'avis général, choisirait un Premier ministre plus avenant, plus ouvert, mieux accepté par l'opinion publique. Mais d'ici là, Raymond Barre, drainant vers lui l'impopularité de l'action gouvernementale, constitue un paravent commode, derrière lequel on peut mener à bien quelques opérations chirurgicales et supprimer plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans un certain nombre de secteurs industriels, à commencer par la sidérurgie du Nord et de la Lorraine.

Deux ou trois récents sondages sont venus déranger ce savant calcul. Ils ont montré que le Premier ministre n'était plus seul à supporter le mécontentement des Français mais que la « cote » du président de la République était, elle aussi, en chute libre, comme si les Français réalisaient enfin que la politique de Barre est aussi et surtout celle de Giscard d'Estaing, responsable depuis bien plus longtemps que lui, puisque, avant d'être élu à la tête de l'Etat, il a été pendant de longues années ministre de l'Economie et des Finances, d'une longue série d'échecs dont les travailleurs font aujourd'hui cruellement les frais.

Giscard d'Estaing a donné ces jours derniers l'impression, au détour de telle ou telle phrase, de souhaiter un certain infléchissement de cette politique. Mais s'agit-il d'autre chose que de cette éternelle jonglerie avec les mots qui tient lieu de doctrine au président de la République ? Pour qu'on le croie, il ne suffit pas qu'il exprime sa « compréhension », pour le moins tardive, à l'égard des ouvriers sidérurgistes en colère. Encore faudrait-il qu'il oppose un démenti clair aux propos de Raymond Barre lorsque celui-ci affirme, provocateur, que les salariés français sont trop payés et qu'il pourfend devant des cercles aussi prolétaires que celui des convives du déjeuner-anniversaire de la « Revue des Deux Mondes » les « idées fausses dont souffre le pays ». Ces idées fausses ce sont, bien entendu, celles de la gauche lorsqu'elle propose la réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, la création d'emplois dans certains services publics, le maintien de la capacité de production de la sidérurgie française, etc.

Idées fausses ? Mais qu'est-ce qui qualifie Raymond Barre pour en décider ainsi souverainement ? Serait-il le seul détenteur de la vérité économique, lui qui, depuis près de trois ans, s'est révélé incapable de réduire l'inflation tout en laissant le chômage s'aggraver dans des proportions dramatiques ?

Alors, changer Barre ? Le remplacer par quelqu'un qui saurait se montrer plus conciliant ? C'est peut-être aujourd'hui la pensée secrète de Giscard d'Estaing. Mais qu'est-ce que cela changerait au fond des choses ? Encore une fois, Barre n'est que le porteur d'une politique qui est d'abord celle de Giscard. Que cette politique soit appliquée moins durement n'enlèverait rien à sa nocivité. Il ne s'agit pas de se montrer plus compréhensif mais d'accepter enfin d'autres choix que ceux qui ont conduit la France de Giscard et de Barre à se situer désormais dans le peloton de queue des pays de la Communauté européenne. Or, ces choix sont possibles, ils sont réalistes, ils s'imposeront le jour où la majorité des Français rejetteront enfin les « idées fausses » que, depuis si longtemps, le pouvoir actuel impose au pays.

# Une femme avertie en vaut deux

« POURQUOI présenter une motion féministe ? Vous allez vous marginaliser au lieu de vous intégrer à part entière dans le Parti... »

Chers et charitables camarades des divers courants, tant hommes que femmes, rassurez-vous, cette place à part entière qui nous revient en effet, nous sommes en train de la gagner. Mais cela justement grâce à notre réflexion et à notre action enfin collectives.

Un exemple vous ouvrira les yeux. Relisez le numéro 327 de « l'Unité » où sont présentées les sept motions pour le congrès. Sans la nôtre, « l'Autre Moitié du chemin », aucun lecteur ne saurait que des femmes participent tant soit peu à l'élaboration de la politique du Parti. Dans chacune des six autres motions, il y a bien sûr un couplet sur les femmes. Mais, dans la liste des présentateurs, aucune de nos camarades des autres courants n'est mentionnée. Mieux vaut notre « marginalisation » que leur totale disparition.

Il y a beaucoup à dire sur ce reproche qui nous est fait de nous marginaliser.

— Et d'abord que nous ne pensions pas entendre ce genre de critique dans un parti autogestionnaire. Jamais personne ne choisit de propos délibéré de se marginaliser. Ce sont toujours les autres, les adversaires ou les détracteurs, qui vous marginalisent, c'est-à-dire qui vous ôtent, de manière insidieuse, le droit à l'expression à travers la non-reconnaissance de ce que vous représentez. Affirmer que nous marginalisons les femmes au sein du Parti socialiste en déposant une motion féministe, c'est affirmer que le féminisme ne peut être reconnu comme force d'expression politique, et que son existence ne saurait modifier ni l'analyse, ni les structures, ni le comportement du Parti.

— Car, somme toute, nous ne faisons que ce que font les autres camarades des courants traditionnels : nous organiser sur la base d'une analyse politique. D'une analyse que nous sommes seules à faire. Lisez bien les petits chapitres des autres motions sur les femmes : on y trouve des affirmations de principe sur le mouvement des femmes, mouvement révolutionnaire de notre temps, sur la lutte des femmes inséparable de la lutte des classes. C'est un progrès dans le Parti, et nous nous en réjouissons (nous y sommes bien pour quelque chose). Certains ont même fait, sans vergogne, de larges emprunts à notre contribution ; nous nous en réjouissons aussi.

**Mais aucune des six autres motions ne retient ce qui est l'essence même du féminisme socialiste :** c'est l'oppression sociale des femmes qui freine la lutte des classes, qui empêche l'arrivée de la gauche au pouvoir, et qui, dans le cas où malgré tout la gauche y arriverait de justesse, constituerait le blocage à la rupture dont par ailleurs on parle tant. Car cette oppression permet l'aliénation des femmes... et des hommes par l'idéologie dominante, y compris dans le mouvement ouvrier. Si nos camarades des autres motions avaient réellement compris l'importance du féminisme pour la gauche, ils auraient eu à cœur de faire du Parti l'outil du changement qu'ils proposent, et ils auraient alors inscrit 50 % de femmes sur leurs listes. Comment un parti dirigé à plus de 80 % par des hommes pourrait-il, en effet, mener une telle politique ?

Puisqu'ils ne l'ont pas fait, c'est que leur analyse est encore défectueuse. Et notre motion se justifie. Ou alors c'est qu'en période de congrès les voix sont chères. Il convient donc de ne pas négliger celles des femmes : un petit chapitre de plus ou de moins ne coûte rien. Et toutes ces professions de foi sur les femmes n'aboutiront, au mieux, qu'à faire passer le quota de 15 à 20 % (... pas plus que Giscard et après lui...). Notre motion se justifie alors encore plus.

— Sur la base de notre analyse, dont toutes les femmes du P.s. (et de plus en plus d'hommes) sentent bien la vérité profonde, nous sommes appelées à devenir un grand courant. Il vous faudra bien un jour être logiques, camarades : si la gauche est bloquée par les femmes, à quoi servent vos querelles sur le Plan et le marché, la rupture, l'Europe des travailleurs ? Vous pourriez bien perdre encore les prochaines élections et n'être jamais à même de nationaliser ni de planifier. Depuis des décennies, dans le mouvement ouvrier on discute, on se déchire sur la rupture (autrefois, on disait la transition). Vous continuez, incorrigibles, à vous quereller sur votre programme de gouvernement, sans même vous demander pourquoi vous n'accédez jamais au pouvoir.

Notre motion se veut une alternative à vos analyses. Et nous sommes convaincus d'être plus sérieusement politiques que vous.

— Il est vrai qu'en agissant ainsi nous prenons le risque d'être exclues des responsabilités que les hommes du Parti ont coutume et aujourd'hui nécessité (quota oblige !) d'accorder à quelques femmes isolées. Mais c'est un risque facile à lever : que toutes les femmes du P.s. viennent avec nous et nous représenterons 25 % des mandats.

— Plus encore, exister en tant que courant, c'est retenir les femmes dans le Parti et les y voir entrer nombreuses. C'est se donner les moyens de défendre notre analyse. Pour que les femmes cessent d'être marginales dans le Parti et la gauche dans le pays.

Femmes du P.s., cessez donc de voler au secours de vos grands hommes ! Jusqu'ici ils ont bien su tout seuls assurer la défaite de la gauche !

DANIELLE COLOMBO (Yvelines)
DENISE JOUSSELIN (Grenoble)
LUCETTE SIRKIS (Hauts-de-Seine)
SIMONE VIDAL (Val-d'Oise)

# Unité et diversité

L'EXAMEN des principaux textes révèle que chacun d'eux se réclame de la ligne d'Epinay.

Cela étant, nous considérons que, d'ores et déjà, existent les bases qui doivent permettre la réalisation d'une synthèse.

Si toutefois la lecture ou l'interprétation de tel ou tel point du programme d'Epinay devait faire apparaître des divergences entre les courants, c'est à l'effort d'un courant d'aller vers un autre ou vers les autres que nous jugerions de sa capacité à rassembler les militants. Cet effort vers l'unité est une condition jugée nécessaire par les militants pour la fixation de leur choix par le vote.

Nous nions, dans tous les cas, qu'un courant puisse prétendre à lui seul détenir la vérité du Parti et de son devenir.

Nous ferons nôtres les paroles de Léon Blum : « L'unité... c'est simplement un équilibre entre les mouvements diver-

gents, c'est la détermination d'une sorte de résultante de forces. C'est la recherche de formules qui, d'après l'état momentané des tendances, de la doctrine, des circonstances ambiantes, pourra fournir ses lignes directrices à l'action du Parti, à l'action commune, collective du Parti... » (Extrait de l'intervention de Léon Blum au congrès extraordinaire du 21 avril 1919.)

Cette définition de l'unité, qui contient en elle-même la reconnaissance du pluralisme, reconnaît en même temps que c'est par lui et grâce à sa diversité équilibrée que le Parti sera à même de trouver, dans un effort collectif, le chemin qu'il doit suivre. Elle nous paraît convenir particulièrement à la situation que connaît le Parti à la veille du congrès de Metz.

Section P.s.
du Lavandou

# Refuser la tentation sociale-démocrate

L'ECHEC de la gauche en mars 1978 a jeté une chape de plomb sur les travailleurs.

Que l'on se souvienne de cette sinistre soirée du 19 mars. Les silences, les figures allongées, les mouvements de colère et de dégoût à l'annonce des résultats et à l'écoute des commentaires montraient clairement, mais a contrario, tout l'espoir qu'avaient fait naître l'union de la gauche, et la perspective de pouvoir enfin servir à quelque chose, ne pas travailler pour rien, en un mot : vivre dignement.

Pourtant, nous avions vécu impuissants jour après jour l'attente des travailleurs et, simultanément, cette lente montée progressive de l'échec et devant les déclarations maximalistes des uns comme devant les positions affadies des autres, restait au fond de nous cette petite lueur de confiance tempérée par l'incrédulité. Nous en voulions au P.c. de mener sa campagne « d'explication » à coup d'affirmations travesties, assorties d'injures contre notre parti. Si tout le monde s'accorde à reconnaître que le P.c. porte la responsabilité historique de la rupture, nous reprochions à notre parti de ne pas se donner et nous donner les moyens d'aller vers les travailleurs avec des propositions cohérentes, logiques, qui seules auraient pu leur permettre d'intervenir pour imposer le véritable enjeu. Mais, depuis Nantes, cela n'était pas pour nous une surprise, puisque la priorité d'intervention du Parti n'était plus le secteur entreprises.

Loin d'être un pôle de rassemblement, la section socialiste dans les entreprises fut fortement contestée. Ce fut le refus dans un premier temps du S.m.i.c. à 2 400 F. L'édulcoration des nationalisations (filiales stratégiques sur le plan industriel laissées au capital privé). Ce furent aussi les réserves devant les propositions des conseils d'atelier.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que le Programme commun a échoué. Le Parti socialiste, en surestimant l'importance du rapport de forces électoral, a eu tendance à oublier les propositions anticapitalistes, novatrices du P.c.g. et du programme du Parti.

Démarche que le Parti communiste a utilisée à fond pour faire de la référence au Programme commun une arme de guerre contre le Parti socialiste, pour aller jusqu'à quitter la table des négociations.

Et voilà : les forces de la division avaient fait leur œuvre. Mais il fallait continuer à vivre, ou tout au moins à survivre, sachant que cela serait encore plus dur dorénavant.

Petit à petit s'est fait ressentir la nécessité de l'amorce d'une analyse plus approfondie et d'un débat plus large, permettant d'aborder toutes les questions qui, depuis longtemps, auraient dû avoir une réponse.

— A quoi sert l'union ? Rôle des partis et syndicats dans ce processus ?

— Quel contenu pour amorcer une rupture réelle avec le capitalisme et l'impérialisme en vue de quel changement profond et durable ?

— Rôle et type du Parti pour rassembler, conduire cette ligne politique ?

Et, une fois de plus, nous ne comprenions pas que cette réflexion ne soit lancée rapidement dans tout le Parti, laissant s'instaurer un climat où le débat s'apparente à un affrontement de personnes, image soigneusement entretenue et amplifiée par la droite et ses médias.

Les luttes syndicales, pendant ce temps, se poursuivent, et là aussi nous avons pu nous rendre compte des conséquences de mars. Nous sommes intervenus pour tenter de clarifier et impulser une autre logique plus offensive ; afin de leur assurer des perspectives en rapport avec la véritable situation ; contre laquelle il faut :

— Dénoncer plus vigoureusement l'exploitation capitaliste ;
— Lutter pour la défense du service public et de l'emploi ;
— Reconstruire les P.t.t. : respect du statut, création d'emplois, réduction du temps de travail, maintien de l'unité des P.t.t., respect et extension du monopole ;
— Lutter pour la progression du pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, à la veille du congrès de Metz, qui sera lourd de conséquences pour les travailleurs, le socialisme en France et dans le monde, ce que nous voulons, c'est : la réaffirmation de la ligne d'Epinay.

Mais cette réaffirmation ne doit pas rester incantatoire et vide de contenu ; au contraire, elle doit s'assortir de plusieurs décisions concrètes :

— Une vie plus démocratique ;
— Une représentation plus importante du monde du travail ;
— Des moyens importants pour le secteur entreprises : des moyens financiers (notamment un permanent par G.s.e. national), un local, formation.

Cela pour notre parti.

Ensuite pour la gauche tout entière.

Un ensemble de propositions immédiates d'action à tous les niveaux, avec tous ceux qui le voudront, notamment sur l'emploi.

La relance de la dynamique unitaire passe nécessairement par une action consciente des travailleurs et de leurs organisations.

Le moment venu, sur la base du programme socialiste, il faudra aller vers une reprise des discussions avec le P.c.f. assorties à un débat sur les problèmes de pouvoir (partage et fonctionnement).

En conclusion, nous pensons que seule une union dynamique sur une base claire et cohérente, faisant ressortir les véritables enjeux de changement par la rupture avec le capitalisme, est de nature à mobiliser notre peuple et, par voie de conséquence, à balayer définitivement la droite arrogante et malfaisante au pouvoir.

Nous refusons et nous invitons tout le Parti à refuser la tentation sociale-démocrate sur laquelle veulent nous engager certains responsables socialistes.

C'est dans cet état d'esprit que nous nous battrons au congrès et que nous le souhaitons décisif pour les travailleurs.

Le G.s.e. national P.t.t.



# CHINE-U.R.S.S.: LE BRAS DE FER IDEOLOGIQUE

La Chine est vraiment entrée à l'Onu ! Après un round d'observation, elle a, très vite, pris les habitudes des autres grands : « réalisme », utilisation extérieure des forces armées, volonté de se tailler une zone d'influence de taille respectable. Elle a appris également le cynisme (« donner une bonne leçon au Vietnam ») et l'art du marchandage sous la contrainte. Bref, la Chine n'est plus un pays à part. Dans le concert des quelques nations qui peuvent avoir une politique extérieure — régionale ou mondiale —, la Chine ne détonne plus.

Et, pendant que les troupes chinoises et vietnamiennes en décousent — le nombre de morts chinois annoncé par les Vietnamiens est de 20 000 ! —, la diplomatie a repris le dessus. Côté chinois, les intentions jusqu'ici mal perçues commencent à être connues. Tout d'abord et au-delà du problème cambodgien, la Chine souhaite mettre un terme à l'alignement du Vietnam sur l'U.r.s.s. Concrètement, cela signifie « geler » le territoire voisin, faire en sorte que si Hanoï suit Moscou, ce soit avec discrétion, sans initiative.

En un mot, si Pékin admet que les Vietnamiens ne les suivent pas, c'est à une condition : que leur afiliation à Moscou soit discrète, qu'ils n'aient aucune autonomie, aucune initiative. Ce qui est une drôle de façon de concevoir l'indépendance nationale des autres...

A l'égard de Moscou, la tactique chinoise est évidente. Le scénario de base sur lequel les Chinois se sont appuyés part de l'idée que les Soviétiques n'interviendront qu'à la dernière extrémité. Certes, qu'ils apportent aux Vietnamiens aide matérielle et diplomatique a été admis par les Chinois ; mais ils veulent démontrer à l'ensemble des pays asiatiques qu'ils ne peuvent pas vraiment compter sur l'U.r.s.s. Tout au moins sur le plan militaire.

Les Soviétiques, en effet, ont une marge de manœuvre réduite. Pour l'instant, en dehors d'instructeurs, de techniciens, il est difficile aux Soviétiques d'intervenir aux côtés d'Hanoï. Ils peuvent fournir aux Vietnamiens armes, renseignements — les satellites américains et russes doivent prouver leur efficacité — et, au mieux, faire intervenir leur marine qui se rassemble dans la mer de Chine. Mais il leur est difficile, compte tenu de leurs responsabilités et de leur « respectabilité », d'intervenir sur la frontière sino-soviétique, d'autant qu'il n'est pas évident qu'une telle intervention, à moins qu'elle soit massive et « sérieuse », ait un effet, c'est-à-dire soulage les Vietnamiens ou contraigne les Chinois à baisser le ton.

L'Union soviétique se voit donc obligée de limiter son intervention au domaine matériel et diplomatique. Et en ce domaine, les Russes ont su, depuis une semaine, mettre en œuvre un véritable rouleau compresseur. Leur thème favori est l'irresponsabilité chinoise, le danger que Pékin fait courir au monde : en durant, ce qui n'était qu'une guerre de frontière tend à « s'élargir », prend des






*La délégation chinoise au Conseil de sécurité de l'Onu.*

dimensions nouvelles. Depuis près de dix ans, la menace chinoise a été intégrée par les Soviétiques. Depuis une semaine, ils tentent de convaincre les autres Etats et les autres peuples que leur inquiétude était légitime et qu'il convenait que la communauté mondiale s'inquiète à son tour. Et la résistance des Vietnamiens, qui sans faire intervenir leurs unités d'élite ont sérieusement freiné l'avance chinoise, tend à installer la guerre dans la longue durée, donc à accroître le danger potentiel.

## *Une grande première*

Ces derniers jours, la ligne de front semble s'être brisée, les deux armées s'imbriquant, mêlant la guerre de guérilla à la guerre tout court. Pour l'instant, il semble qu'à l'exception d'une partie de l'aviation les Vietnamiens n'aient pas éprouvé le besoin de retirer trop de troupes du Cambodge. Ce qui explique le marchandage offert par Deng Xiaoping : « Négocions sur les problèmes frontaliers. » Manière de ne pas perdre la face et de ne pas la faire perdre aux Vietnamiens. Une négociation « sur les frontières » pouvant toujours être suivie de négociations plus sérieuses. A condition, toutefois, que la « leçon » donnée soit suffisante, que le prix payé soit assez lourd, et pour le Vietnam et pour l'ensemble du camp soviétique qui va s'employer à soutenir son allié sur tous les terrains : militaire, alimentaire, économique. La stratégie chinoise a des limites précises : la « leçon » doit être réelle et suffisamment bien dosée. Ce qui est plus facile à dire qu'à faire.

Dans ce concert désaccordé, les Etats-Unis tirent fort bien leur épingle du jeu. Pour la première fois depuis des décennies, ils ne sont « pour rien » dans un conflit. Ils peuvent conseiller, proposer, faire la morale ; bref, retrouver une virginité. Ils peuvent même faire preuve d'un brin d'inquiétude...

Jimmy Carter n'en demandait visiblement pas autant : oubliés, les avatars iraniens, la mini-crise du pétrole, la gifle mexicaine. Au Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats-Unis et les pays occidentaux se retrouvent avec l'ensemble des pays du tiers monde. En un mot, Deng Xiaoping a rendu à Carter la politesse. Et, au bout du compte, les Etats-Unis savent que l'effort de guerre chinois, s'il reste dans les limites actuelles, ne gênera pas la volonté d'industrialisation de Pékin. Bien au contraire.

Il est toujours difficile de mesurer sur la suite des événements les conséquences des grandes premières. Car la guerre sino-vietnamienne, plus que l'invasion du Cambodge, est une première : jusqu'à présent, les régimes communistes n'avaient pas eu besoin d'en venir à de telles extrémités. Or, les guerres entre de tels régimes ont plusieurs motifs. Comme pour tous les autres conflits, il y a les contradictions — économiques ou politiques — entre les différents hégémonismes. Mais s'ajoute à cela l'aspect idéologique. Il serait imprudent, sous prétexte de réalisme, de faire l'impasse sur ce qui sera l'une des constantes de la rivalité sino-soviétique des prochaines années. Que la politique de grande puissance dirige les actes des deux gouvernements ne fait aucun doute. Mais s'ajoute à cela la version moderne des guerres de religion.

GUY PERRIMOND

# Sacre et massacre en Centrafrique

*Nous venons de recevoir de Bangui le témoignage suivant sur les événements survenus les 19 et 20 janvier dernier dans la capitale de l'Empire centrafricain*

LE sacre de l'empereur Bokassa Ier se déroulait le 4 septembre 1977 dans le faste d'une cérémonie qui a coûté, selon les estimations les plus sérieuses, de 7 à 8 milliards de francs C.F.A. (1 F C.F.A. = 2 centimes français), dans un pays exsangue, dont les finances publiques sont au plus mal et où le revenu des paysans, qui représentent plus de 90 % de la population, n'atteint pas une moyenne annuelle de 15 000 F C.F.A. par tête — lorsque le prix de leur récolte peut leur être payé. Cette année, par exemple, le coton n'a pas pu être acheté sur tous les marchés, faute de disponibilité financière de l'organisme d'Etat qui a en charge la commercialisation. Dans le même temps, les travaux d'urbanisme somptuaire, dans la ville de Bangui, qui ne maîtrise pas du tout la croissance de son urbanisme, ont englouti des budgets importants : des avenues triomphales trop larges, avec, partout, la marque de la glorification de l'empereur et de l'impératrice, alors que les quartiers populaires sont privés d'eau et d'électricité.

L'empereur n'établit pas de séparation entre ses biens personnels et ceux de l'Etat. Mais il est vrai qu'il identifie l'Etat à sa personne. Les « entreprises Bokassa » poussent partout : immobilier, textile, diamants et pierres précieuses, chaîne commerciale « le Paysan » (l'empereur se pose comme « soldat laboureur) », plantations de café impériales, sans compter les quelque deux mille cinq cents bœufs « donnés par le peuple » à l'empereur dans sa ferme de Bérengo où réside la Cour, sans compter aussi les investissements à l'étranger, qui représentent la partie cachée de l'iceberg.

Un jour, l'empereur, peut-être en lisant les Mémoires de Napoléon, a l'idée d'imposer à tous les élèves et étudiants de tous les établissements de l'Empire le port d'un uniforme qu'ils devront acquérir à leurs frais. Cela fait l'objet d'un décret impérial. Le mois dernier, dans le temps où le décret devient exécutoire, les bourses des étudiants n'ont pas été payées depuis un an, les salaires des fonctionnaires n'ont pas été payés depuis trois mois. La colère des étudiants monte, et pour la première fois s'organise une manifestation de protestation. Près de neuf mille étudiants parcourent la ville en portant des pancartes : « Payez nos parents » - « Payez nos bourses » - « Non à l'uniforme »... Le cortège se rend sur la place où est installée l'une des statues de Bokassa Ier, en buste, faisant face à celle de Boganda, fondateur de la République, mort tragiquement en 1959 dans un accident d'avion. La foule des étudiants s'enhardit. Quelques-uns montent sur les épaules de l'empereur de bronze et haranguent leurs camarades : « Ça ne peut pas durer !... L'empereur tyrannise le peuple... Nous devons réagir, refuser. »

L'armée et la police ne bougent pas, ou presque. La population de Bangui, étonnée, regarde, plutôt spectatrice.

Le lendemain, 19 janvier, la manifestation recommence, grossie des lycéens, qui se révèlent plus actifs et hardis. On va vers les magasins de l'empereur (le Paysan) qui vendent les uniformes (l'empereur a monté une fabrique avec le concours de capitaux extérieurs, dans laquelle il est actionnaire majoritaire et qui a le monopole de la confection des uniformes). Les vitrines volent en éclats. Les magasins sont saccagés. Les slogans deviennent plus virulents. Les jeunes sans emploi se joignent à la manifestation, et les adultes commencent à sortir de leurs positions de spectateurs. La population semble se réveiller d'une longue résignation.

L'empereur commence à prendre peur. Il revient précipitamment de Bérengo, « prend la direction des opérations », c'est-à-dire donne des ordres pour ouvrir la répression. Sa garde personnelle en est chargée. Des troupes zaïroises ne participent pas en tant que telles à l'opération, mais, semble-t-il, sont allées relever la garde à Bérengo pour protéger le « château impérial » et la Cour. Mais la garde est composée en partie de mercenaires zaïrois, ce qui explique la confusion : on entendait parler des langues du Zaïre (lingala) dans la troupe de répression. Contrairement à ce qu'on a dit, l'armée française était totalement absente. Les responsabilités françaises ne sont pas à ce niveau. Elles n'en sont pas moins lourdes.

Les groupes de manifestants se déploient à travers la « ville africaine », jusqu'au quartier du « kilomètre 5 ». La garde a l'ordre de tirer. Elle tire, ou plutôt elle mitraille, non pas au mortier, mais au fusil et au pistolet mitrailleur, toute la nuit du vendredi au samedi. Les Européens se terrent chez eux. Les balles sifflent de partout et les corps tombent : surtout des jeunes, des enfants, des lycéens, de jeunes chômeurs, des adultes aussi. Combien ? Il est difficile de faire une statistique exacte. Deux à trois cents morts au minimum, plus probablement quatre à cinq cents. Une centaine meurent à l'hôpital. Les autres, morts dans les quartiers, sont enterrés sur place. On n'a pas l'autorisation de les enterrer dans les cimetières. Il faut faire disparaître les traces le plus vite possible. La fusillade se poursuit toute la journée du samedi. Mais une mutation s'est produite : les jeunes sont appuyés par une partie de la population qui se bat avec eux. Les arcs et les flèches empoisonnées sortent. Des cadavres de soldats flotteront dans le bel Oubangui. Pour la première fois, le peuple combat le pouvoir autocratique et sanguinaire.

C'est probablement un seuil capital dans l'évolution historique de l'Empire. L'empereur fait une déclaration radiodiffusée, retorse, cherchant à se disculper : il n'était pas informé de la situation... On le tient relégué à Bérengo où il cultive ses champs et soigne ses bœufs... Le Premier ministre et les membres du gouvernement sont des incapables... Si les caisses de l'Etat sont vides, c'est parce que les commerçants libano-syriens ne paient pas leurs impôts ; mais on va les faire payer...



Et l'empereur rapporte le décret sur les uniformes. Il fait payer les bourses. Les services publics s'étaient mis en grève — y compris le secrétariat général du gouvernement, fait inouï — et ne reprennent le travail qu'au moment où l'on vient leur verser les salaires. Ils préviennent qu'ils reprendront la grève au moindre retard de paie à l'avenir. On sent naître une, des organisations et la détermination d'une résistance qui désormais s'appuiera sur la conscience populaire grandissante. Aujourd'hui, on commence à parler à Bangui, où l'ordre règne de nouveau.

Et la France ? Neutre. Elle a livré pratiquement l'essentiel des immenses fournitures du sacre. Les hommes d'affaires français voisinent avec les Israéliens et les Sud-Africains. La famille Giscard d'Estaing est fidèle aux amitiés contractées entre son plus illustre représentant et l'empereur. Le président français a sa

villa réservée par l'empereur au sortir de Bangui, sur la route de la mission de Saint-Paul-des-Rapides. Pour y aller, on passe devant la sinistre prison de Ngaragba, où l'administration pénitentiaire ne nourrit pas les prisonniers (les familles doivent s'en charger, ou alors ils risquent de mourir de faim). Le président français et sa famille viennent régulièrement voir leur impérial ami. Le président a sa fraction que lui a réservée l'empereur dans sa réserve personnelle de chasse au nord. Lorsque le président y est, chaque jour la Caravelle de l'empereur lui porte ses repas cuisinés à Bangui ou à Bérengo.

Sur quoi repose cet attachement ? Quels services la famille Giscard d'Estaing, en fonction de la compétence de ses membres, peut-elle rendre à l'empereur ? La population centrafricaine se pose ces questions. Elle sait que, sans l'appui de la France, le système Bokassa se serait effondré. Elle sait que la France soutient cet homme qui mélange constamment les finances publiques avec ses finances privées au bénéfice de ces dernières. Jusqu'à quand ?

# Iran : l'ayatollah se dévoile

LE « Comité Khomeyni » et le gouvernement de Mehdi Bazargan éprouvent des difficultés certaines à contrôler la situation en Iran. Tout d'abord au plan économique. Après plus de trois mois de grève et alors que les caisses de l'Etat sont vides, la reprise du travail se fait lentement, notamment dans le secteur pétrolier où l'influence des militants de gauche et d'extrême gauche reste importante. Dans ces conditions, les exportations ne pourront recommencer avant plusieurs semaines. D'autant plus que la politique du nouveau régime en cette matière comporte encore de sérieux flous. Même si l'on croit savoir qu'en tout état de cause le niveau des exportations n'atteindra plus l'ancienne cadence de 6 millions de barils par jour et que le gouvernement entend négocier de nouveaux contrats à un prix nettement supérieur à ceux pratiqués par l'Opep (au sein de laquelle l'Iran jouait jusqu'ici un rôle modérateur).



Par ailleurs, la situation politique paraît se caractériser par un renforcement de l'audience de l'extrême gauche (principalement des fedayine et des moudjahidine), au moment où le Premier ministre réaffirme sa volonté de ne pas coopérer avec les marxistes. Ceux-ci continuent de réclamer un approfondissement de la révolution et une refonte totale de l'armée. Ils estiment aussi que « les nominations de responsables politiques, militaires et administratifs doivent être approuvées par des conseils populaires ».

La gauche et l'extrême gauche, qui souhaitent que l'Iran devienne une République tout court (sans le qualificatif « islamique »), ne sont pas seules à prendre leurs distances avec Khomeyni. Les ayatollahs Chariat-Madari et Taleghani, dont l'audience est grande dans tout le pays, ont également émis de sérieuses réserves.

Enfin, l'islamisation de la loi — comme la multiplication des exécutions précipitées — est vivement contestée par de nombreux juristes (sans parler des réactions internationales ainsi suscitées). Quant aux Iraniennes, qui ont déjà constitué diverses organisations de femmes, elles n'entendent pas se laisser ravaler au rang subalterne qui leur paraît promis. S'appuyant sur certains acquis obtenus sous le régime précédent, comme la loi sur le divorce, elles s'opposent à ce que la répudiation et d'autres pratiques de même inspiration ne soient remises en vigueur.

Jusqu'où l'intransigeant ayatollah ira-t-il pour imposer ses conceptions ? Certains posent la question avec inquiétude depuis les confidences faites à un Américain par le colonel Nasrullah Tavakoli (chargé de la coordination des activités militaires au « Comité Khomeyni »). Contraint, depuis, à démissionner par la révélation de ses propos le 22 février dans la presse, le colonel expliquait que, passé un certain temps, il faudrait fusiller les gauchistes.

A l'évidence, ce n'est pas pour en arriver là que tant de ses compatriotes sont morts en combattant la dictature du chah.

J.-L. R.

# Tchad : Giscard entre deux feux

UN pays qui implose ; la guerre du Nord contre le Sud, celle d'opposants politiques, celle de seigneurs de la guerre. Puis, brutalement, dans la capitale, N'Djamena, une guerre civile. Pas tout à fait classique. Les troupes de Félix Malloum, le président de la République — pas toutes d'ailleurs —, contre cel-

les du Premier ministre, Hissen Habré. Durant trois jours, du 12 au 17 février la capitale du Tchad a été le théâtre d'un étrange ballet : une armée régulière parfois hésitante, utilisant l'aviation et son armement lourd contre des « guérilleros réguliers », sous les yeux de troupes françaises dont le chef, pour une fois, s'est davantage employé à calmer les esprits et à faire taire les armes qu'à « intervenir pour sauver des vies françaises ».

Aujourd'hui, la solution « fédérale » préconisée par Paris, bien qu'irréaliste, refusée par tous, semble se réaliser dans les faits. La population Sara, ethnie du Sud non musulmane, fuit N'Djamena. Les troupes du gouvernement Malloum évacuent, au Nord, les positions qu'elles tenaient encore. Tout se passe comme si les uns et les autres craignaient que le moindre incident déclenche un génocide : ici se sont les musulmans des tribus du Nord qui seront abattus ; là, les Saras du Sud. Le Tchad, dont l'administration vacille, semble devenir un champ clos où quelques armées vont s'affronter...

Il y a maintenant douze ans qu'un corps expéditionnaire français est venu au secours des successifs dirigeants de N'Djamena. Il y a maintenant douze ans que l'aide extérieure — principalement française — n'est qu'une ration de survie permettant aux gouvernements en place de ne pas faire banqueroute. Depuis plus d'un an, tout en permettant au gouvernement de Malloum de « tenir », le gouvernement français a tenté de négocier avec « tout le monde ». Le moindre chef de guerre a eu sa chance : Hissen Habré sut la saisir. Après l'accord « historique » qui le fit passer de la situation de « rebelle », lâché par une partie des siens, à celle de Premier ministre, Habré tenta d'exercer au moins une partie du pouvoir. Si les



ministères avaient été partagés, il n'en était pas de même de l'administration. Tenue par des hommes de Malloum, c'est-à-dire du Sud, cette dernière fonctionnait sans tenir compte du gouvernement. Conséquence, depuis le mois de décembre le Conseil des ministres ne se réunit plus !

Pendant ce temps, les troupes de Habré recevaient de la part des instructeurs français le même traitement que les troupes officielles : normal, puisqu'elles devaient être intégrées dans l'armée nationale. Puis, N'Djamena étant une ville à population musulmane à 80 %, l'exgeôlier de Mme Claustre sut, soit par l'intimidation soit par la séduction, retourner l'opinion publique. Dès lors, le moindre incident allait devenir prétexte.

Habré, ayant proposé une liste de « sortants » — des hommes à Malloum — et une liste de « candidats » — les siens — pour diriger l'administration, Malloum, qui ne passe pas pour un fin politique, se trouvait coincé entre l'ex-rebelle et le lieutenant-colonel Wadal Kamoughé, le commandant de la gendarmerie. Ce dernier, frustré de sa précédente victoire — c'est lui et non pas Malloum qui avait dirigé le coup d'Etat contre Tombalbaye —, homme du Sud méfiant, souhaitait visiblement en découdre. Une bagarre entre étudiants du Nord et du Sud a suffi. Au bas mot, en trois jours les combats ont fait entre 1 500 et 2 000 morts.

Si le Tchad, à cause de sa pauvreté, n'intéresse pour l'instant pas grand monde, sa position stratégique, son mélange ethnique viennent de contraindre ses voisins à tenter de colmater les brèches. Plaque tournante entre l'Afrique noire et l'Afrique musulmane, le Tchad, avec ses tribus à forte cohésion, est, pour les Etats voisins, un baril de poudre : pour l'instant, la révolte du Nord n'a pas fait tache d'huile ; mais que se passerait-il si les Saras, par exemple, prenaient les armes ? Ou si les Toubous du Niger — il y a là de l'uranium — prenaient exemple sur ceux du Tchad ?

Les bons offices des pays limitrophes, la table ronde prévue, avec ou sans l'aide de l'O.u.a., est le commencement de la sagesse. La « prudence » de l'armée française aussi. Cela vient hélas un peu tard, après que les antagonismes se sont exacerbés. Pour l'instant, Saras et Toubous vont vivre des heures dramatiques. Ce pays sans grande réalité — il est passé de l'administration militaire à l'indépendance —, déséquilibré économiquement, risque fort de connaître les affres de la guerre civile. Et la France, aujourd'hui prudente, n'y aura pas été pour rien.

GUY PERRIMOND


L'EUROPE.
SI ON LA FAISAIT ENSEMBLE ?

ECOM-ELEUTHERA

L'Union fait la force. Il y a des banalités qui doivent être répétées de temps en temps. Et mises en œuvre. 260 millions de citoyens vont donner ensemble à l'Europe une chance irremplaçable d'exister, de progresser, de devenir.

Le 10 Juin 1979, toutes les Françaises et tous les Français vont participer en même temps que les autres pays de la Communauté à l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes.

Dans cette Assemblée, 81 élus français représenteront les Français. Pour dire ce qu'ils veulent. Et ce qu'ils ne veulent pas.

1979. Pour l'Europe, c'est une grande année. L'année où elle devient majeure. Avec vous. Pour être plus efficace. Pour vous.

10 JUIN 79. CHOISISSEZ VOTRE EUROPE.
L'Europe c'est l'espoir.

Communauté Européenne.
Pour tous renseignements, écrire : B.P. 112 - 92203 Neuilly-S/Seine Cedex.

## L'éblouissant Salini

Dans sa longue carrière de journaliste à « l'Humanité », Laurent Salini aura accompli toutes les besognes. Depuis plusieurs mois, il est préposé, avec quelques autres, à trouver chaque jour une formule pour, à propos de n'importe quoi, attaquer le Parti socialiste.

Habituellement, son imagination ne l'entraîne pas au-delà du « virage à droite » ou des « convergences du P.s. avec Giscard ». Mardi dernier, pourtant, Salini s'est surpassé. Dénonçant dans son éditorial « un parti de l'étranger » — en l'occurrence le Parti populaire européen, réuni à Bruxelles et auquel participe le C.d.s. de Lecanuet, il affirmait : « La grande bourgeoisie est de nouveau lancée à l'assaut de l'indépendance et de la souveraineté françaises. » Pour ajouter aussitôt : « Et le Parti socialiste, ébloui et titubant, prend l'internationale des banquiers pour une internationale ouvrière. »

On n'avait pas fait mieux jusqu'ici. Et si le comité central offre une récompense à l'auteur du meilleur couplet antisocialiste, Salini est digne de monter au mât de cocagne. A moins qu'ébloui par tant d'honneurs, il ne titube avant de l'atteindre !

## Marchais et le nucléaire

La démocratie à la Marchais — « le Débat à 700 000 », titre cette semaine « France nouvelle » — a ses revers. Ainsi ses déclarations à l'emporte-pièce sur la nécessité d'implanter en Bretagne des centrales nucléaires ont-elles pris à contre-pied les candidats locaux aux cantonales de son propre parti qui s'étaient présentés en adversaires résolus des centrales de Plogoff et du Pellerin. Au demeurant, ainsi que l'a souligné le député socialiste Louis Le Pensec, Marchais procède là — comme sur la défense nationale et bien d'autres problèmes essentiels juste avant l'échec de l'actualisation du Programme commun — à « un virage à 180° ». On doute que son parti se réjouisse de perdre ainsi auprès de l'électorat breton l'hypothétique avantage qu'il compte tirer de la présence du viticulteur chrétien Emmanuel Maffre-Baugé sur sa liste pour les élections européennes.

La Bretagne n'est pas seule touchée par l'implantation des centrales nucléaires. Dans la région parisienne, les deux tranches de 1 300 MW prévues à Nogent-sur-Seine (cent kilomètres en amont de Paris) concernent dix millions de personnes. Mais E.d.f. ne consultera que les dix mille qui habitent sur le site même. Aussi le « Collectif Nogent » vient-il de publier son propre journal, « le Parisien irradié », clair et documenté (en vente chez « les Amis de la terre », 3, rue de la Bûcherie, 75005 Paris).

De leur côté, les conseillers socialistes de Paris ont demandé à Chirac d'inscrire la question de la centrale de Nogent à l'ordre du jour de la séance du 5 mars.

# changer la vie politique

## Spectacles socialistes

Entouré de professionnels des diverses disciplines artistiques (chant, danse, théâtre, variétés...), c'est Roger Hanin, acteur-réalisateur de cinéma, qui va présider aux destinées de la toute nouvelle Régie générale de spectacle (Reges).

Outil technique nécessaire aux collectivités (comités d'entreprise, comités des fêtes, municipalités...), elle est chargée notamment des Fêtes de la rose, ainsi que des spectacles produits par les villes dirigées par des élus socialistes, en accord avec « Communes de France ».

Son animateur, André Gouillou, après avoir été cinq ans l'assistant de Bruno Coquatrix à l'Olympia, dirigeait depuis neuf ans les relations extérieures de la Fnac, réalisant pour celle-ci de nombreux événements culturels, de promotion du livre, de la photo, du disque, du théâtre...

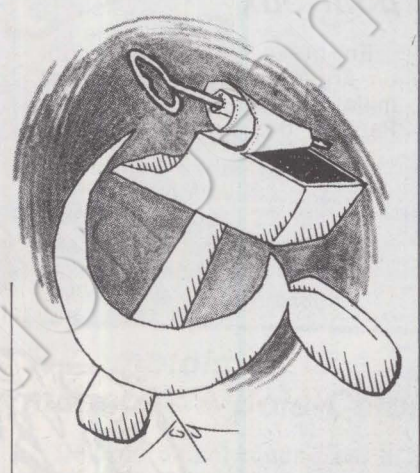
Les bureaux de la Reges sont situés au 25, rue du Louvre, Paris-3e. Tél. : 261-42-99.

## Remous autour du P.c.f.

Après celle qui s'est tenue le week-end dernier à Paris et qui a regroupé une centaine de personnes, une nouvelle réunion de contestataires communistes doit avoir lieu cette fin de semaine à Bordeaux. La multiplication de ces rencontres constitue en soi un événement. Est-ce à dire que les opposants à la direction du P.c.f. sont en train de s'organiser ? En tout cas, ils s'en défendent. L'un des participants à la réunion parisienne, Etienne Balibar, a insisté sur le fait que les efforts de ses amis « tendent au contraire à récuser l'alternative désastreuse du cloisonnement et de l'unanimisme d'un côté, de la contestation fractionnelle ou sectaire, de l'autre ».

Outre que les analyses différentes de ceux qui contestent les méthodes de la direction du Parti ne leur permettent, de toute manière, pas de s'organiser en « tendance », leur souci semble être surtout, dans l'immédiat, de préserver leur possibilité de s'exprimer dans le cadre de la préparation du XXIIIe congrès, où il est peu probable qu'un seul d'entre eux puisse réussir à se faire désigner comme délégué.

En marge de ces remous autour du P.c.f., il faut noter la démission de seize personnalités membres du comité d'honneur de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (Anacr), qui protestent par ce geste contre le refus de la



direction communiste de cette association (Pierre Villon, président, Charles Fournier-Bocquet, secrétaire général) de reconnaître qu'elle avait commis une faute à l'égard de Charles Tillon, en l'éliminant de la présidence en 1952.

Les démissionnaires, qui constatent que les dirigeants de l'association, « plutôt que d'accorder cette légitime réparation morale » au fondateur de l'Anacr, donnent « la préférence à des solidarités, certes respectables, mais extérieures à la Résistance », sont « le général Ancenot, le docteur Aron-Brunetière, Jean Auburtin, Julien Bertheau, le général Billotte, le général Paris de Bollardière, Jean Cassou, André Chamson, Maurice Druon, Pierre Emmanuel, Mme Yves Farge, Gilbert Grandval, Mme Edmond Michelet, Alexandre Parodi, Jean Pierre-Bloch et Jean Pronteau. Mme Lucie Aubrac et le professeur Marcel Prenant avaient démissionné précédemment pour les mêmes motifs.

## Vincennes se défend

Vincennes toujours sur la sellette. L'université Paris-VIII aura fait couler beaucoup d'encre, souvent calomnieuse, au cours de ces dix années.

Pour rétablr les faits, les Vincennois ont voulu s'expliquer. Ils prennent la parole dans un livre publié par les Editions Alain Moreau, « Vincennes ou le désir d'apprendre ». Leur président, Pierre Merlin, raconte dans la préface comment, sans jamais remettre en cause officiellement l'université Paris-VIII, le gouvernement a cherché et cherche encore — diminuant ses moyens, laissant se développer des campagnes de presse mensongères : le sexe, la drogue, la délinquance, tout y passe, décidant enfin son transfert à Saint-Denis — à interrompre l'œuvre entreprise depuis 1968.

Car Vincennes a-t-elle échoué dans sa mission, fixée cette année-là par Edgar Faure et le général de Gaulle ? Non. A preuve, les inscriptions qui ont quadruplé, le nombre de salariés qui ont suivi des études complètes mêlés aux autres étudiants, les expériences qui se sont multipliées et sa réputation à l'étranger. Vincennes est l'université française la plus connue par ses travaux, ses innovations pédagogiques et son prestige scientifique. Or, on réclame la fin de Vincennes.

Dans ce livre, ils sont quelque quatre-vingts à témoigner pour que vive cette université, la seule à avoir ouvert ses portes aux salariés. Alice Saunier-Seïté pourra toujours signer la mise à mort de leur université et donner l'ordre d'en raser les bâtiments, les Vincennois continueront à crier leur désir d'apprendre. Il faudra plus qu'un bulldozer pour les réduire au silence.

# changer la vie sociale

## S.n.c.f. : une grève peut en cacher une autre

Unité syndicale à la S.n.c.f. Le mercredi 7 mars, les sept syndicats de cheminots appellent à une grève de vingt-quatre heures. Peu de passages à niveau fermés en perspective pour ce jour-là.

Au point de départ, une protestation unanime contre le nouveau contrat d'entreprise « de dupes » qui va « ficeler » la S.n.c.f. sous couvert de liberté des tarifs. L'Etat va, en fait, imposer à la S.n.c.f. de résorber son déficit de 6 milliards de francs.

Du côté du gouvernement, on insiste lourdement sur une prétendue gabegie qui ferait de la S.n.c.f. un gouffre. On n'hésite pas à affirmer que, dans l'hypothèse d'un statu quo, la S.n.c.f. engloutirait cette année la moitié des 30 milliards que l'Etat va consacrer à éponger le déficit de l'ensemble des services publics.

But gouvernemental avoué : faire de la S.n.c.f. une entreprise compétitive grâce à une plus grande souplesse de gestion. Les 7,5 % d'augmentation des tarifs en vigueur dès le 1er février risquent de n'y pas suffire. Pour les voyageurs, l'année 1979 sera noire. Premier résultat : tels les produits de luxe, les wagons de première classe ne seront plus désormais accessibles qu'à un petit groupe de privilégiés.

Deuxième certitude : pour devenir « rentable », la S.n.c.f. va être obligée de fermer toute une série de petites gares et de tronçons ferroviaires jugés trop peu fréquentés. De telles mesures, outre le désagrément qu'elles entraînent pour les usagers, s'accompagnent forcément de suppressions d'emplois. Selon la C.f.d.t., trente mille postes devraient ainsi disparaître en trois ans.

Le 7 mars, les cheminots vont donc utiliser leur journée à expliquer aux voyageurs les dangers qui les menacent.

Ils vont rappeler aussi que, si la S.n.c.f. elle-même est en déficit, il n'en va pas de même pour toutes ses filiales. Une fois de plus, on retrouve le schéma classique : tous les secteurs où peuvent être réalisés des bénéfices — tel le chargement par route des wagons S.n.c.f., par exemple — ont été soustraits au service central par le biais de filiales. Ensuite, à chacun son bilan. Et, tandis que les filiales prospèrent — mais de celles-ci on ne parle jamais — la S.n.c.f., elle, dépouillée de tout ce qui aurait pu lui permettre d'équilibrer son budget, se voit confier la mission impossible de rendre service au public sans perdre un centime.

En lui demandant, dorénavant, de combler son déficit, c'est à la notion même de service public que le gouvernement s'attaque. Une menace suffisamment précise pour que 260 000 cheminots, le 7 mars prochain, tirent la sonnette d'alarme.

CHRISTINE COTTIN

## Routiers : les patrons roulent pour eux

En grève, les routiers ont un argument de poids : sept mille camions aux portes de Paris et des principales villes de province, cela suffit pour créer de gigantesques embouteillages. Lundi dernier, des milliers d'automobilistes s'en sont aperçus à leurs dépens. Ce que tous les conducteurs de voitures n'ont pas forcément réalisé, c'est qu'il s'agissait là d'une manifestation de patrons routiers, non de salariés. Le mot d'ordre de grève émanait en effet de la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.n.t.s.), organisation patronale regroupant les plus grosses entreprises de transport. Les patrons routiers ne digèrent pas les augmentations successives du gas-oil. Le prix du litre, à 1,77 F aujourd'hui, a pratiquement doublé depuis 1974, avec une hausse de 60 % depuis deux ans. Comble de fureur pour les manifestants : les automobilistes, eux, sont passés au travers de la dernière hausse de février.

On n'a pas lésiné sur les formules définitives : « Les transporteurs routiers connaissent une crise grave », ont affirmé les responsables de la F.n.t.r., qui exigent la suppression de la T.v.a. du prix de vente du litre de gas-oil.

A noter l'absence de l'Unostra, organisation qui rassemble essentiellement les P.m.e. des transports routiers.

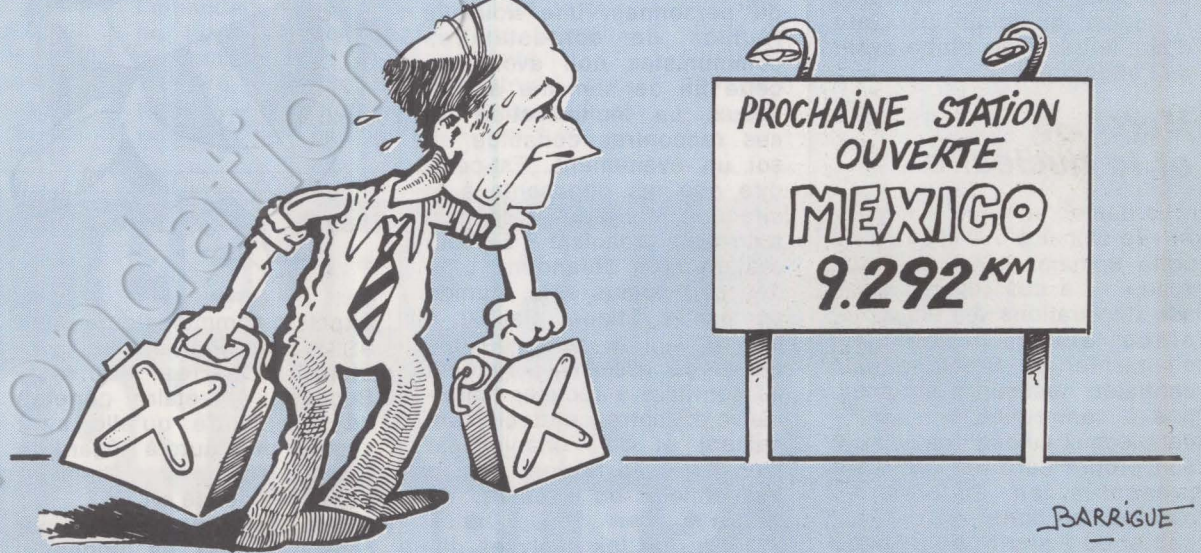
En première ligne pour les difficultés économiques, ces petites et moyennes entreprises, souvent endettées parce qu'elles ont misé sur une croissance inébranlable du transport par la route, préfèrent néanmoins « continuer à négocier avec les pouvoirs publics ».

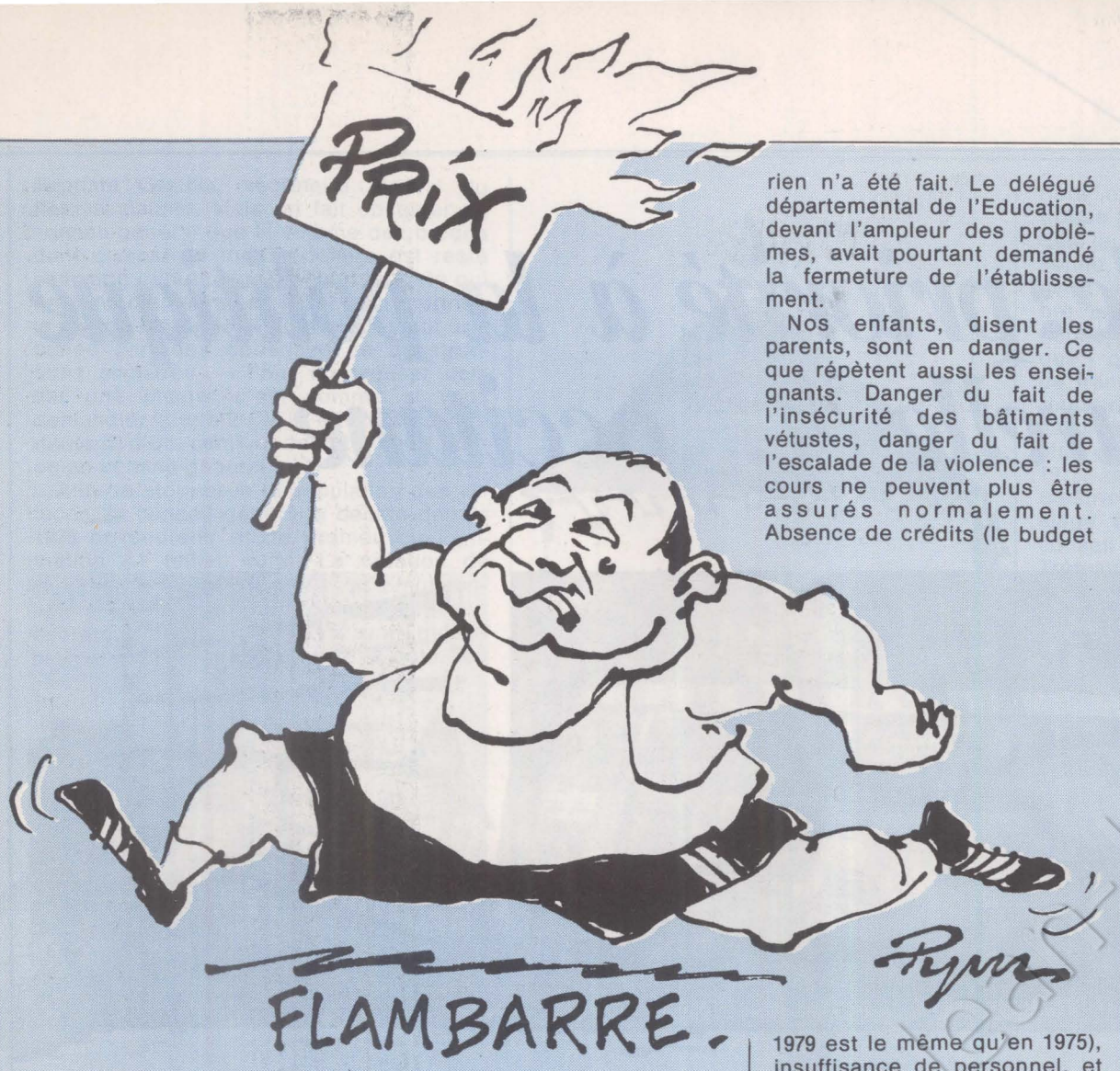
Les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. des routiers ont refusé de s'associer à la journée d'action de leur employeur. « On ne roulera pas pour vous, contre nous » : tel était le mot d'ordre des routiers C.g.t. en ce 26 février. Les deux syndicats de salariés ont mis l'accent sur les nombreuses menaces des employeurs pour obliger les chauffeurs à participer au défilé de la F.n.t.r.

Les craintes de la C.g.t. et de la C.f.d.t. : qu'au bout du compte l'augmentation du carburant serve de prétexte aux patrons pour ne pas accorder d'augmentation salariale à leurs employés. De ce côté-là, pourtant, rien de mirobolant : moins de 2 500 F pour un conducteur très qualifié s'il respecte les 173 h 1/3 de travail par mois, auxquelles vient s'ajouter une prime de rendement d'exactitude à la livraison. « Pour avoir un mois correct, il faut mettre le paquet », reconnaissent les chauffeurs. Résultat : une moyenne de durée du travail qui tourne autour de soixante heures hebdomadaires, une durée de sommeil inférieure à six heures par jour, rarement d'une seule traite, et des accidents mortels en quantité — un routier sur mille meurt chaque année, selon la C.f.d.t.

## Tir groupé contre Hersant

Robert Hersant continue de défrayer la chronique. L'homme qui est devenu, et reste, grâce à la bienveillance du Pouvoir et de certaines banques le Springer français — Hersant contrôle en effet seize quotidiens (dont « le Figaro », « France-Soir », « l'Aurore » et « Paris-Turf »), plusieurs hebdomadaires et périodiques (dont « l'Auto-Journal ») et un impressionnant réseau d'imprimeries — se heurte, depuis le 26 février, à un durcissement de l'action engagée par le Syndicat du livre C.g.t. Ce dernier refuse les 1 750 suppressions d'emplois prévues par Hersant dans le cadre de la « rationalisation » à laquelle il veut procéder pour ses quatre quotidiens parisiens. Sans reculer devant sa menace de fermer « France-Soir », toujours déficitaire, le Livre C.g.t. a décidé, lundi dernier, d'occuper l'imprimerie de La Plaine-Saint-Denis où devait s'effectuer, à partir de mai, la fabrication des titres parisiens du groupe.






Par ailleurs, Hersant — qui est attaqué en justice par les syndicats de journalistes et l'Union fédérale de consommateurs, pour avoir enfreint à de multiples reprises, et depuis des années, l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse — a fait déposer par son avocat ses conclusions entre les mains du juge d'instruction Emile Cabié ! Selon lui, ceux qui le poursuivent n'auraient pas qualité pour ce faire en l'absence de toute action du parquet à son égard. Il dénie, en outre, avoir lésé les intérêts des journalistes et des consommateurs. Les syndicats et l'U.f.c. se feront un plaisir de démontrer le contraire avant le 22 mars, date à laquelle le juge Cabié doit se prononcer sur le sort à réserver aux plaintes.

En décidant de supprimer de nombreuses éditions locales du quotidien « Nord-Matin », dont il s'est assuré le contrôle depuis quelques années, Hersant vient involontairement d'apporter de l'eau au moulin de ses adversaires. Reste qu'il bénéficie de solides appuis très haut placés, et qu'on peut émettre certains doutes sur un aboutissement satisfaisant des poursuites engagées à son encontre.

## L'Espélidou (suite)

Charles Guérin, chroniqueur judiciaire à « Nice-Matin » et auteur du livre « Morte pour une messe à l'Espélidou », inculpé ainsi que l'éditeur niçois Lefeuvre de diffamation sur plainte du professeur Savelli — ce médecin qui, pendant des années, avait couvert de son titre et de sa science les agissement du Père Fabre — va bientôt passer en jugement.

L'affaire de l'Espélidou a déjà un condamné : Bruno Eveillard, qui avait bousculé Savelli lors d'une manifestation à l'université contre ce dernier. La manifestation visait l'attitude de Savelli à l'Espélidou.

Y aura-t-il deux autres condamnés alors que le Père Fabre est toujours en liberté et qu'il a demandé la cassation de l'arrêt de la chambre d'accusation de l'Hérault qui l'envoyait devant les assises ?

## Enfants en danger

Rackets, chantages, menaces, vols... Où cela ? Dans des bâtiments sinistres et sinistrés, aux vitres brisées ou remplacées par des planches, ni une prison, ni une cour des miracles, mais le collège Romain-Rolland à Clichy-sous-Bois...

« S.o.s., enfants en danger », tel était le thème de l'assemblée générale des parents du collège le samedi 24 février. Depuis le 17 octobre dernier, date à laquelle la commission de sécurité a demandé des travaux urgents, rien n'a été fait. Le délégué départemental de l'Education, devant l'ampleur des problèmes, avait pourtant demandé la fermeture de l'établissement.

Nos enfants, disent les parents, sont en danger. Ce que répètent aussi les enseignants. Danger du fait de l'insécurité des bâtiments vétustes, danger du fait de l'escalade de la violence : les cours ne peuvent plus être assurés normalement. Absence de crédits (le budget 1979 est le même qu'en 1975), insuffisance de personnel, et un nombre d'élèves croissant (6 surveillants pour 1 250 élèves).

Mais on attend toujours, à Romain-Rolland, une réponse du ministère de l'Education.

## Les sapeurs-pompiers voient rouge

Depuis plus de vingt mois, ils se battent pour que leurs revendications soient examinées en commission nationale paritaire. Le 23 février, enfin, se réunissent les instances paritaires. Pour décider que les revendications des soldats du feu ne seront pas examinées avant... le mois de mai. Il faut, leur a-t-on expliqué, attendre les élections des représentants des maires qui doivent siéger en face des représentants des pompiers.

Cette décision a été ressentie comme une forme de provocation. Les syndicats, qui depuis longtemps dénoncent la pénurie d'effectifs — dangereuse pour le public et obligeant les pompiers à rester sur le pied de guerre un trop grand nombre d'heures —, ont lancé un avertissement aux pouvoirs publics. A bout de patience, les pompiers ont déjà montré, au cours des semaines passées, leur détermination à se faire entendre, quitte à se colleter avec les forces de l'ordre. « Ils voudraient mettre le feu aux poudres, ils ne s'y prendraient pas autrement », constate un pompier. Et de s'empresser d'ajouter : « Mais, cette fois, il ne faut pas compter sur nous pour l'éteindre. »

## 550 emplois menacés à Bois-Colombes

Déjà durement touché par la désindustrialisation, le département des Hauts-de-Seine subit une nouvelle attaque sur l'emploi.

S.k.f., usine suédoise de roulements à billes, est implantée depuis très longtemps à Bois-Colombes et emploie 550 travailleurs, en majorité des femmes, dont beaucoup ont vingt ans d'ancienneté.

Pour des raisons imprécises, cette société, dont l'activité reste importante, a pris la décision de fermer l'usine de Bois-Colombes, dont le plan de charge était pourtant satisfaisant.

Par le biais des organisations syndicales, les travailleurs se sont opposés à cette décision arbitraire. S.k.f. étant la deuxième industrie de la commune de Bois-Colombes, et sa part dans les recettes de la ville s'élevant à environ 15 %, il a été créé un comité de défense de S.k.f. parmi la population ; comité dans lequel la section socialiste de Bois-Colombes assume sa part de travail, associée aux autres forces de gauche de la ville.

La direction de S.k.f. ayant voulu déménager des machines, les travailleurs se sont opposés avec vigueur contre ce qu'ils considèrent comme une tentative de démantèlement de l'entreprise ; la direction a alors introduit une instance en référé, mais s'est vue déboutée par le tribunal. L'inspection du Travail a refusé les licenciements, estimant avec juste raison qu'il existe de larges possibilités de restructuration et de modernisation sur place.

Pour conforter leur lutte, le 10 février dernier, les travailleurs de S.k.f. et le comité de défense ont organisé une manifestation dans la ville, se terminant à la mairie de Bois-Colombes, où une délégation composée des organisations syndicales, du comité de défense et du député de la circonscription, Dominique Frélaut, a été reçue par le maire.

Cette délégation, dans laquelle figuraient des socialistes, a exprimé clairement au maire R.p.r. de la ville la nécessité pour le conseil municipal de prendre une délibération tendant à s'opposer à la fermeture et au démantèlement de l'usine S.k.f.

A QUOI SERT UN CONSEIL GENERAL?

# Aude : priorité à la politique culturelle et... occitane






*Le Bibliobus départemental de l'Aude.*

Ici, nous sommes les patrons ; avec la majorité que nous avons, les problèmes ne se posent pas comme ailleurs. Devant une unanimité pareille, le préfet ne peut pas jouer la division », dit Robert Capdeville, président du conseil général de l'Aude. En effet, depuis 1945 les Audois ont donné la majorité aux socialistes dans leur assemblée départementale. Actuellement, le conseil général compte trente socialistes, deux communistes et deux non-inscrits. Cette situation exceptionnelle a notamment permis aux élus socialistes d'avoir une politique culturelle tout aussi exceptionnelle pour un département à dominante rurale en allouant 7 % du budget du département à la culture.

« Qui ten sa lenga, ten la clau/ que di cadena la delivra » (« Celui qui possède sa langue détient la clef/ qui le délivre de sa chaîne »). Robert Capdeville aime à citer ces vers de Mistral pour présenter une réalisation du conseil général qui verra bientôt le jour : le Discobibliobus départemental occitan. Ce ne sera pas tout à fait une première, puisque depuis 1965 le conseil général finance pour la plus grande part un Bibliobus départemental (120 000 sur 180 000 francs, la différence provenant des cotisations versées par les mairies et les associations).

« Le Bibliobus est le type même du service public, dit l'un de ses promoteurs, Jean Tisseyre, conseiller général socialiste et président de la commission de l'Enseignement de l'assemblée départementale. Nous sillonnons le département et allons jusque dans les villages les plus reculés : dans certaines communes, il n'y a que quatre ou cinq lecteurs. » Deux fourgons transportent les ouvrages centralisés à Limoux. Chaque village reçoit la visite du bibliobus une fois par trimestre, une moyenne de quatre-vingts volumes y est déposée.

Quelques chiffres donnent une idée de l'importance et du succès du bibliobus : en 1965, on comptait cinquante-cinq dépôts ; en 1979, ils sont deux cent cinquante, dont la moitié ont une section spécialisée pour les écoliers. Le fonds du Bibliobus est constitué de 45 000 volumes, et les fourgons parcourent 45 000 kilomètres par an. Trois détachés de l'Education nationale et deux salariés de la Fédération nationale et deux salariés de la Fédération des œuvres laïques assurent le fonctionnement de l'entreprise. Ce sont eux qui procèdent au choix et à l'achat de près de 4 000 volumes par an.

Le critère du choix : la demande des lecteurs. Souvent influencés par les émissions littéraires de la télévision : il faut alors acquérir l'ouvrage en sept ou huit exemplaires. Les livres sur les problèmes occitans ont, bien sûr, un succès tout particulier, mais aussi André Chénier, qui passa son enfance à Carcassonne et à Limoux : « Nous répondons à l'envie d'acheter des livres. Ceux qui en achètent nous les donnent ensuite. Nous incitons les autres à chercher par eux-mêmes, et ainsi nous font-ils des demandes », dit Guy Gayda, le directeur du Bibliobus.

Depuis quelque temps l'action des animateurs du Bibliobus se concentre sur la lecture des enfants scolarisés avec la collaboration des maîtres : le classique livre de morceaux choisis est remplacé par un roman fourni par le Bibliobus et à partir duquel les instituteurs tirent des travaux pratiques qui vont de la confection de maquettes à la mise en scène de petites pièces. Le Bibliobus fournit, pour les compléter, un montage audio-visuel ou, dans la mesure du possible, un film. Cette expérience faite dans la circonscription de Limoux donne des résultats plus qu'encourageants : en 1975, deux écoles étaient concernées ; actuellement, 90 %.

Dans ces conditions, les élus augurent bien de la création du Discobibliobus occitan : « Ce service — doté d'une sonorisation et d'un équipement pour projection de diapositives —, en touchant les villages, même les plus écartés, où la langue occitane est toujours vivante, connaîtra une réussite et sera d'une grande utilité pour l'animation culturelle authentique de nos concitoyens », prévoit Robert Capdeville.

La priorité de la politique culturelle du conseil général audois, c'est de défendre d'abord ce qui existe. Dans ce département qui se dépeuple — c'est un de ceux qui forment le plus de fonctionnaires — et qui connaît une véritable hémorragie des cerveaux, l'actualité est à la défense de l'école normale d'instituteurs. Le conseil général s'est engagé à fond dans cette action. Il dénonce la dernière décision ministérielle qui prévoit que seulement quatre postes seront proposés au concours d'entrée pour 1979, alors que les instances départementales en avaient demandé quinze. Sur treize professeurs, on prévoit la mutation de dix ! Ce qui est une fermeture déguisée et qui découle directement des fermetures d'écoles rurales : 31 sont prévues cette année, 120 communes sur 439 sont déjà sans école. « Or, fait remarquer Jean Tisseyre, quand on ferme une école, il se produit un transfert de charges de l'Etat sur la commune et sur le département. En effet, les élèves déplacés fréquenteront la cantine habituellement subventionnée par la commune. Un transport d'élèves devra être créé, et il sera subventionné par le département. »

Pour maintenir l'école, foyer de culture, le conseil général utilise au maximum de ses possibilités le fonds scolaire qui est destiné principalement aux grosses réparations dans les bâtiments scolaires : « Si l'on a fait des travaux de réfection dans une école, il est plus difficile de la fermer ; les gens sont beaucoup plus mobilisés pour la défendre, remarque Jean-

Baptiste Castilla, secrétaire fédéral du Parti socialiste. Mais on fait observer au conseil général que le volume des crédits dont dispose le fonds scolaire est resté inchangé depuis plus de vingt ans. Ce qui ne gêne d'ailleurs pas l'Etat pour mettre à la charge du fonds et du département une bonne part des dépenses de constructions scolaires : « Pour concrétiser cela par une image, c'est comme si vous demandiez à une 2 CV le travail et le rendement d'un camion de 5 tonnes », dit-on au conseil général.

Afin de stopper la dépopulation des villages, le conseil général a décidé depuis 1975 de soutenir et de promouvoir l'animation en milieu rural. La création de clubs du « troisième âge » qu'il subventionne a, entre autres, connu un succès énorme. Pour que le pays rural puisse profiter de l'aménagement de la côte, les




villages de l'arrière-pays se regroupent et, avec le soutien financier du conseil général proposent du 10 juillet au 20 août des animations d'été. Les animateurs sont les membres des associations sportives, des foyers d'éducation populaire ou des commissions des fêtes des communes. En ce qui concerne ces animations, la première place est donnée à la sensibilité occitane : « Nous demandons à nos élus d'engager en priorité les chanteurs occitans », dit le conseiller général socialiste André Bauret.

Priorité encore à l'Occitanie en ce qui concerne les subventions aux troupes ambulantes comme lo Teatre de la Carriera et les Bouffons du Midi — une troupe fondée dans le cadre de la maison des jeunes et de la culture de Carcassonne. Dans la ville chef-lieu de département, à l'ombre des remparts de la célèbre cité, le conseil général a subventionné la construction d'un théâtre « antique » qui a coûté deux millions et demi de francs. Chaque été s'y déroulent des représentations du festival de la cité, assurées d'abord par les Tréteaux du Midi de Jacques Echantillon. Jusqu'en 1977, où il s'est installé à Béziers, ce théâtre à vocation régionale avait son siège à Carcassonne. Cette année, le conseil général lui a alloué 170 000 F. Les Tréteaux du Midi font également de l'animation en milieu scolaire et dans les campagnes. L'hiver, six représentations des pièces données au festival sont programmées au théâtre municipal de Carcassonne. La décision n'est pas encore prise, cette année, de savoir si pour le festival la subvention du conseil général ira aux Tréteaux du Midi ou au conseil communal de la culture, créé après les dernières élections municipales.

L'enseignement supérieur est une autre occupation des élus départementaux. Actuellement, ils font réaliser une étude pour que s'implante à Carcassonne une unité d'enseignement supérieur, qui couvrirait d'abord les besoins locaux par ses sections de droit, de commerce et d'économie, mais qui ferait également des recherches sur la vigne et l'énergie solaire. Cela permettrait aux diplômés de trouver des emplois au pays.

C'est dans cette atmosphère que, le 12 février, la presse régionale annonçait l'intention du gouvernement de célébrer officiellement le 750e anniversaire du traité de Paris qui, en 1229, sanctionnait la défaite du dernier comte occitan de Toulouse et préparait l'annexion du Languedoc à la Couronne de France. Les milieux universitaires et culturels de Toulouse et de la région ont été sollicités pour s'associer à cette célébration.

Alice Saunier-Seïté aurait l'intention de se rendre à Toulouse, et une participation de 20 000 francs aurait été demandée, notamment à l'université du Mirail, alors qu'elle manque de crédits pour la recherche. Devant ce que l'on ressent ici comme une provocation, le sang de Robert Capdeville n'a fait qu'un tour (Toulouse est distant de 90 km de Carcassonne) et avec les parlementaires de l'Aude il a adressé un télégramme de protestation au Premier ministre.

Une provocation qui ne peut que confirmer les élus socialistes audois dans leur volonté d'autonomie pour leur région et qui se résume par ce mot d'ordre : pouvoir aux élus de la région et décentralisation.

EMMANUELE PLAS

## *Languedoc- Roussillon : pour une décentralisation régionale et responsable*

***Maires et parlementaires, représentants des syndicats et des chambres consulaires, membres d'associations... Le colloque sur l'aménagement du Languedoc-Roussillon, organisé à Narbonne les 24 et 25 février derniers par le conseil régional, a tenu ses promesses : il aura bien été une tribune. S'y sont exprimées les forces vives de la région, dans l'espoir de redonner une réalité à l'idée régionale.***

***Pays aux potentialités ignorées, le Languedoc-Roussillon paye très chèrement les errements de la politique gouvernementale ; les choix imposés par le capitalisme. C'est ce qu'ont amplement démontré les travaux des commissions. Région abandonnée, déséquilibrée, la voilà aujourd'hui particulièrement inquiète, placée en première ligne en cas d'élargissement de la C.e.e. La mise en place par l'Etat d'un plan « grand Sud-Ouest » ne la rassure pas, au contraire, puisque l'efficacité des nombreux plans précédents reste à démontrer : depuis les années soixante, la situation du Languedoc-Roussillon n'a cessé de se dégrader, les déséquilibres internes — entre l'Est et l'Ouest, entre le littorral et l'arrière-pays — de s'aggraver.***

***Bilan catastrophique, donc, assombri encore par les perspectives de concurrence au cas où l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ne s'accompagnerait pas de garanties préalables. Mais les participants au colloque ont refusé la fatalité de la crise. Ils ont mis en avant chacune de leurs ressources non exploitées. Pierre Guidoni a conclu en souhaitant une « décentralisation régionale et responsable ».***

***Cette grande consultation à l'échelle d'une région a permis de « faire des propositions concrètes, reflets des revendications et des besoins exprimés par ceux qui vivent quotidiennement les problèmes », constate le député de l'Aude. Pour des raisons électorales, les élus communistes avaient préféré s'abstenir d'assister aux débats. L'ambiance n'était pas vraiment optimiste, à Narbonne. Pourtant, les participants ont insisté sur ce qui serait, d'ores et déjà, possible.***

***On le savait, le Languedoc-Roussillon refuse de mourir. Au cours du colloque, souhaitant que cette rencontre ne soit pas la dernière, il s'est montré capable de se fixer des objectifs, de « dire comment il entend vivre ». Quant à la satisfaction de ses désirs, malheureusement, elle ne dépend pas que de lui.***

# Bourg-en-Bresse: une ville moyenne exemplaire

*De notre envoyée spéciale.*

Une tranquille préfecture de province sise au pied du Jura, le long de sa petite rivière, la Rayssouze. « Bourg ne sera jamais une grande ville, sa rivière est trop petite... » Avec 45 000 habitants et ses banlieues-champignons, Bourg-en-Bresse, carrefour international vers la Suisse et l'Italie, est en train de faire mentir le dicton. Capitale de la très gastronomique Bresse, chef-lieu du très conservateur département de l'Ain, elle ne semblait pas non plus devoir devenir une municipalité gouvernée par la gauche. Et elle ne l'aurait peut-être pas été dès les élections municipales de 1977 sans le charisme de Louis Robin, cinquante-cinq ans, actuel maire socialiste de Bourg, élu avec 58% des voix. Ce militant socialiste de longue date, de la S.f.i.o. au P.s. d'Epinay en passant par la Convention des institutions républicaines, assureur de profession, n'a pas l'ambition chevillée au corps... si ce n'est celle de mettre ses idées en pratique.

En deux ans de gestion socialiste, les habitants de Bourg ont eu le temps de s'en apercevoir. « Etre élu, ce n'est rien, dit Louis Robin, diriger une mairie c'est beaucoup plus difficile ! » D'autant qu'il héritait des habitudes prises par le personnel municipal au temps du maire précédent Barberot (C.d.s.).

« Au lendemain de mon élection, raconte Louis Robin, le secrétaire général de mairie — qui était le « patron » de fait — me demande : Monsieur le Maire, à quelle heure doit-on vous apporter le courrier chez vous ? Surpris, j'ai répondu : Mais je serai là tous les matins à 8 heures ! » C'est que la mairie d'une ville comme Bourg, avec ses 600 employés municipaux, un budget de 10 milliards d'A.F., est une « grosse machine » qui met un certain temps à reconnaître le pouvoir effectif d'un nouvel élu... « J'ai gagné la partie, explique le maire, pendant l'été 1977, en passant mes vacances à temps plein à la mairie... Maintenant, on vit tous en très bonne intelligence... »

Restait le principal : parvenir à inscrire dans la réalité urbaine les projets socialistes de la nouvelle équipe municipale. Une équipe d'union de la gauche, qui, cela vaut d'être souligné, est restée soudée malgré les vicissitudes du climat politique : « A tous les niveaux, affirme Louis Robin, chacun a été conscient de ses responsabilités, et les dix communistes de l'équipe ont toujours voté toutes les délibérations du conseil municipal. » Une ambiance solidaire qui n'est pas pour rien dans l'efficacité de la nouvelle municipalité.

Bien sûr, comme partout ailleurs, les nouveaux élus ont d'abord dû gérer un budget voté par le conseil municipal précédent. Mais ils se sont battus bec et ongles pour ne pas en subir toutes les conséquences. « Notre première décision importante a été de refuser la réalisation d'un projet routier qui avait nécessité une pénétrante en plein cœur de la nouvelle Zac, dans le secteur des H.l.m. A cet endroit, des espaces verts sont en cours d'aménagement... Mais il a fallu se bagarrer à Paris avec la Direction des routes. A la place, nous avons obtenu deux bretelles d'accès à l'autoroute. »



*Louis Robin avec des candidats aux cantonales.*



*La mini-crèche de Bourg-en-Bresse.*

Un combat important quand on sait que Bourg-en-Bresse détient un (triste) record, celui des traversées de poids lourds : 2 500 camions de transport international par jour ! Quand l'autoroute sera réalisée, ce trafic pourra être complètement détourné. Un pas de géant pour la qualité de la vie à Bourg... « Reconquérir la ville », c'est aussi le but du nouveau plan de circulation, un plan anti-asphyxie », au nom de fleur : « Marguerite », est opérationnel depuis le début de septembre. « Le centre-ville était menacé d'infarctus, explique Rachel Mazuir ; alors qu'une voiture sur deux traversait le centre sans s'y arrêter, l'approche piétonnière des commerces devenait difficile et dangereuse... » Pour y remédier, un plan « vert » qui chamboule les habitudes avec ses rues piétonnières, ses sens uniques, ses nouveaux carrefours. D'où une certaine grogne, notamment parmi les commerçants qui ne savent pas encore que les rues piétonnières leur profitent plus que les embouteillages.

« La grogne, c'était prévu, dit-on à la mairie ; le fait de devoir changer de circuit, réfléchir à son itinéraire, c'est un peu dérangeant. En quelques mois, il y aura de nouvelles habitudes... »

Mais la grande affaire de la municipalité, c'est la priorité absolue au social. D'où une multiplication d'initiatives dans ce domaine : aménagement d'un terrain de jeux par quartier pour les enfants, ouverture de deux mini-crèches, dont les tarifs sont fonction du revenu familial, aide aux chômeurs, revenu minimum de 1 450 F par mois assuré aux personnes âgées. La municipalité payant la différence entre le montant effectif des retraites et ce revenu minimum. Une action d'aide sociale d'autant plus importante que le problème de l'emploi prend ici aussi des dimensions dramatiques.

Avec un certain retard sur le reste de la région Rhône-Alpes : le département de l'Ain a longtemps été l'un des moins atteints par la progression du chômage. Aujourd'hui, il compte quelque 5 000 chômeurs, dont la moitié pour la seule ville de Bourg. A la tréfilerie-câblerie, l'une des usines les plus importantes de la ville, 320 emplois ont été supprimés en deux ans, et l'on annonce 94 licenciements. Le cas de l'entreprise Reynier-Gaudet, actuellement occupée par les ouvriers, est significatif. Mal gérée, cette entreprise de tôlerie-chaudronnerie, qui employait 90 personnes, est déclarée en faillite à l'automne. Alors que les carnets de commandes sont pleins. Berliet, son principal client (70 % des commandes), propose même d'envoyer un cadre pour gérer l'affaire en attendant de trouver un acquéreur.

« Nous avons cherché des acquéreurs, affirme Louis Robin, et nous en avons trouvé deux, prêts à reprendre l'affaire. Il aurait fallu obtenir 500 000 F de subven-

tions publiques et un prêt de 300 000 F. Le préfet de l'Ain et le tribunal de commerce ont refusé, sous prétexte que les acquéreurs n'étaient « pas sérieux » ! » La municipalité proposait de racheter elle-même les murs de l'entreprise pour aider au sauvetage des emplois. Peine perdue...

Commentaire de Jean-Paul Laurent, secrétaire C.f.d.t. du comité d'entreprise : « Les indemnités de chômage économique pour 50 ouvriers, cela coûtera encore bien plus cher à la collectivité que les subventions que nous demandions pour redémarrer. » Comble de l'ironie, par lettre datée du 20 février, le préfet de l'Ain affirme aux ouvriers de l'entreprise Reynier-Gaudet qu'il a enfin « obtenu à grand-peine » le principe de la participation financière de l'Etat. Trop tard, monsieur le Préfet : les acquéreurs ont été découragés ; et, au bout de six mois, les gros clients comme Berliet se sont lassés... Il s'agit donc d'un sabotage sciemment organisé et voulu par le patronat local, via le tribunal de commerce : « Les ouvriers qui luttent, qui occupent l'usine, ce n'est pas un bon exemple, explique Christian Bourdon, militant C.g.t. et délégué du personnel ; alors, ils ont voulu donner une leçon... » Sans compter qu'une usine qui crève, cela a des avantages pour les autres entreprises : récupération du matériel « en solde », chômeurs supplémentaires et souvent prêts à accepter n'importe quel salaire pour trouver un emploi !

« Nous avons fait le maximum pour sauver cette entreprise, affirme Louis Robin. Elle était parfaitement viable : toutes ses chances ont été sabotées... »

Les limites d'une action municipale s'arrêtent (hélas) à la lisière de l'arbitraire d'un patronat plus soucieux de « se faire respecter » que de donner des emplois.

MARIE-JOSE BERNARDOT

# *Une expérience réussie de rattrapage scolaire*



*Mme Martin-Fortris et une de ses élèves.*

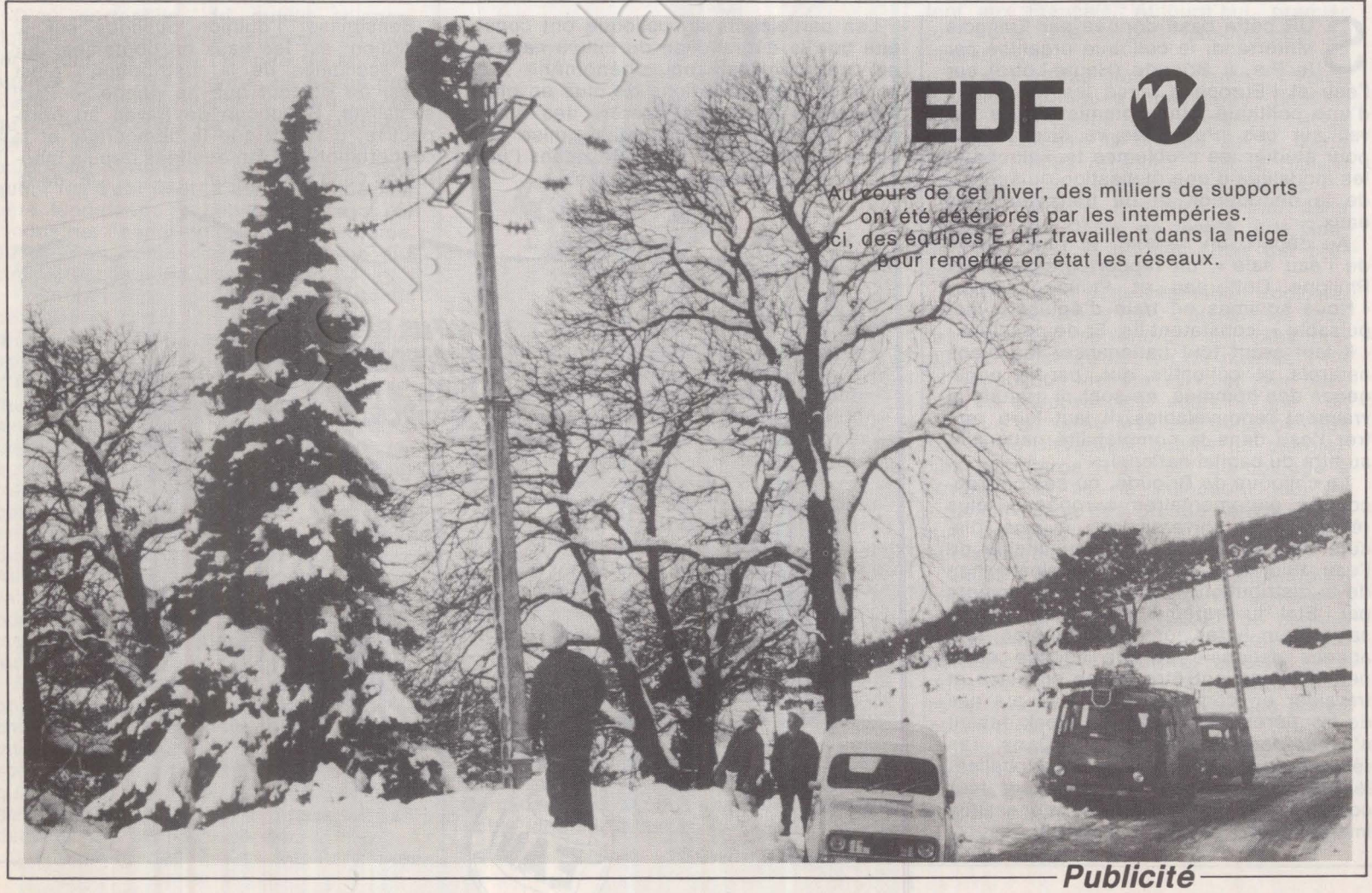
UNE vaste et vieille bâtisse sévère de meulière et de brique. « Ecole des garçons, école des filles », liton sur le fronton. Nous sommes à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), à l'école Arluison. Treize heures trente : dans la cour bordée de bâtiments, les gamins courent pour rejoindre les rangs.

A l'étage, une salle où entre le soleil. Çà et là, des cartes, des fiches, des cahiers, des crayons, un désordre tout relatif qui donne un air sympathique à la pièce. Malgré les chaises sans dossier, les tables bancales, le buffet récupéré dans on ne sait quelle cuisine, et les méchantes ampoules sans abat-jour qui pendent tristement du plafond.

« Et encore, explique Mme Martin-Fortris, directrice de l'école, c'est du luxe par rapport au début où j'organisais le rattrapage sur le palier. »

Rattrapage ou soutien ? « Du soutien, s'exclame-t-elle, les instituteurs en font depuis des années sans le savoir ! »

Souriante, énergique, des cheveux à peine zébrés de gris, elle a, quant à elle, commencé voici cinq ans, bien avant la lettre donc, à mettre en œuvre ce que la




*Publicité*

réforme Haby a appelé « pédagogie de soutien ». Un terme précis pour des actions restées très vagues puisque aucun moyen supplémentaire n'est donné aux chefs d'établissement pour les mener à bien.

« Dans le secondaire, poursuit Mme Martin-Fortris, une heure dite supplémentaire, mais en réalité incluse dans les horaires normaux, est destinée à aider les élèves. Comme si les difficultés commençaient à ce moment-là ! En fait, le retard pris lors des premières années de la scolarité va s'accroissant. Le soutien, on ne fait qu'en parler ! En réalité, on a mis la charrue devant les bœufs... ou plutôt, on n'a pas prévu les bœufs, car dans 95 % des cas les difficultés apparaissent dès le début de la vie scolaire. »

Rosa et Paul, petits élèves du C.e. 1, aussi bruns l'un que l'autre, entrent dans la salle, chacun portant précieusement crayons, règle et gomme dans un pot improvisé : une bouteille en plastique débarrassée de son goulot.

Assis à leur table, les yeux fermés, ils écoutent. Une cymbale, un triangle, des baguettes, un bâton dont le son ressemble à celui d'un xylophone. A chaque son correspond un symbole qu'ils dessinent sur leur cahier.

« Retenir une succession de sons musicaux développe la mémoire auditive, explique Mme Martin-Fortris. Et la mémoire auditive, comme la mémoire visuelle, permet à l'enfant un apprentissage facile de la lecture. Il ne s'agit pas pour moi de faire refaire à un enfant ce qui lui a été proposé en classe sans succès. S'il ne lit pas avec son maître, pourquoi lirait-il avec moi ? Il a un manque qu'il faut déceler. »

## Un travail d'équipe

Aussi, par une série d'exercices variés, certains empruntés à des méthodes classiques, d'autres qu'elle a elle-même élaborés, amène-t-elle l'enfant à surmonter ses handicaps. Exercices d'attention, de mémoire, mais aussi de latéralisation, de motricité.

Après Rosa et Paul, qui ont travaillé là près d'une heure — jamais prise sur la gymnastique ni sur les activités d'éveil —, entrent Fernando, Stéphane et Marcel, petit garçon trop rond, visiblement mal dans sa peau. « Sans doute avons-nous tendance à juger parfois sévèrement les parents, avoue Mme Martin-Fortris. Mais regardez Marcel : gêné par sa corpulence, il n'est pas maître de ses mouvements, a du mal à réagir, à s'exprimer. Je suis sûre qu'une fois résolu ce problème physique, Marcel s'épanouirait en classe. Eh bien, j'ai demandé plusieurs fois aux parents de passer me voir depuis septembre ; je les attends encore... »

Dix enfants suivent le rattrapage de la directrice. Il y en avait onze au début de l'année scolaire, mais l'un d'eux n'a eu besoin que de quelques mois pour combler son retard.

Pour organiser cela, il a fallu à Mme Martin-Fortris beaucoup d'initiative, de psychologie, de dévouement. « Mais ce n'est pas mon travail, insiste-t-elle, c'est celui d'une équipe, de tous les enseignants qui travaillent avec moi. »

Il lui a fallu, aussi, beaucoup de persévérance et d'opiniâtreté. « Heureusement, dit-elle, j'ai obtenu une décharge exceptionnelle, et je n'ai donc plus de classe, ce qui me donne du temps pour les enfants en difficulté. Mais nous manquons cruellement de moyens. Et d'éducateurs. A croire qu'au ministère de l'Education on n'est pas sensibilisé aux réalités de l'enseignement. Lorsqu'un maître a trente enfants dans sa classe, il se doit aux trente et ne peut matériellement dégager suffisamment de temps pour aider les plus faibles. Pourtant, dans toutes les écoles de France, il y a des enfants qui pourraient être sortis d'affaire. Et si les maîtres n'en sont pas tous persuadés, c'est que l'Etat lui-même ne l'est pas. Il faut être convaincu pour convaincre. »

NICOLE DU ROY
et
MARYSE WOLINSKI

# L'eau est un bien public qui ne doit pas être source de profit

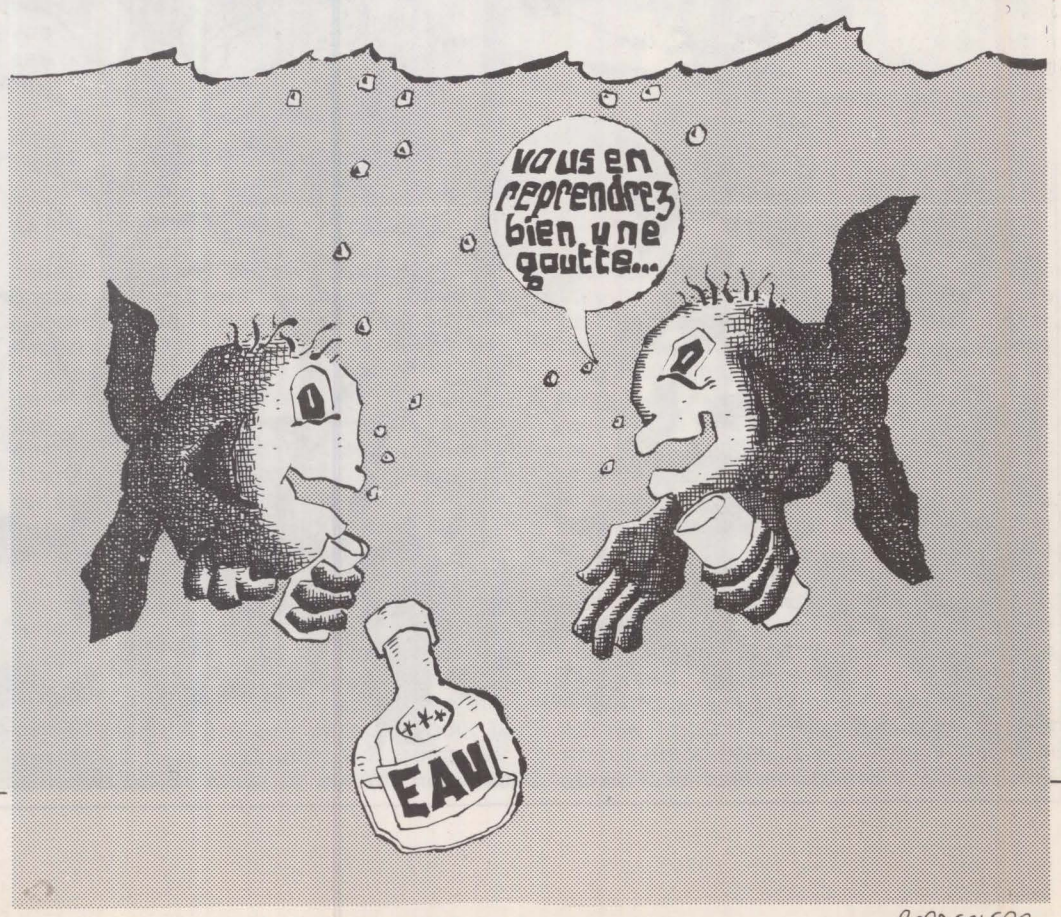
SUR cette base donnée par François Mitterrand, le colloque organisé par le P.s. à Brioude (Haute-Loire) sur l'eau et l'Europe a lancé les fondations d'une politique. Une commission de travail sur ces problèmes va être formée pour étudier les problèmes techniques et les modalités d'une étatisation du secteur de la distribution et du traitement des eaux.

Au départ, un constat, le « livre blanc de l'eau sale », un rapport présenté par Philippe Cottereau et Philippe Debar. « Nous sommes en train d'épuiser l'inépuisable », constatent-ils. Et de conclure : « Il faut avant tout nationaliser les biens naturels et collectifs qui, par la négligence des hommes, ne sont ni gratuits ni vraiment renouvelables. Il faut faire rentrer l'eau dans la comptabilité nationale, au titre du capital national. »

Le colloque de Brioude, où se sont rencontrés parlementaires européens, élus régionaux et universitaires, a ainsi discuté de cette étatisation souhaitable de l'eau. Pour revenir à une municipalisation de la distribution, une reprise en compte par l'Etat du système est en effet nécessaire. Pour lutter contre la pollution, une agence nationale et une agence européenne devraient être mises en place et travailler en commun. Car l'eau n'a pas de frontières : la gestion du stock devrait s'organiser solidairement. Dans les régions, les élus ont du mal à globaliser le problème, poussés à gérer sur leur commune en fonction des nécessités immédiates et souvent contradictoires.

Les participants au colloque ont constaté que la dégradation du milieu naturel en général est un phénomène de société : les oppositions de plus en plus fréquentes entre les intérêts des différents usagers nécessitent la mise en place d'une nouvelle « morale » dans l'utilisation des richesses naturelles.

Sensibiliser l'opinion publique sur la pollution, sur les eaux en bouteilles, sur les scandales de la distribution : c'est aussi un objectif que se donne le Parti socialiste. Beaucoup de travail en perspective, d'autant que la démocratie et la concertation ont été oubliées depuis longtemps dans ce secteur. F. de G.



# La révolte de Mme Chrysanthème

*Qui triomphera des Japonais ? Peut-être les Japonaises...*

AVOUONS-LE, ils nous flanquent la frousse. Quoi que nous inventions, ils le font mieux que nous, plus vite, moins cher, et leur succès signifie notre perte.

Leur reproche-t-on d'imiter autrui ? Ils s'inclinent, souriants : « Nous avons le génie du perfectionnement. » Les invite-t-on à rester chez eux ? Ils soupirent : « Pas de place. 13 % seulement de notre sol est habitable. » Les accuse-t-on de coloniser la planète ? Ils en conviennent, ils n'ont pas le choix. Ne possédant aucune matière première, il faut bien qu'ils aillent les chercher ailleurs. Fermez-leur la porte, ils rentreront par la fenêtre pour vous vendre un transistor, une moto, un pétrolier géant. Convenons-en, nous ne sommes pas de force, et l'envie vient d'ajouter : « Heureusement !... » Car le miracle japonais, tel qu'il parade au fil des trois émissions de Jean-Emile Jeannesson (T.f. 1 les 6, 13 et 20 mars, à 20 h 35), peut épater, scandaliser, mais pas séduire.

D'où sortent-ils, de quelle science-fiction, ses cent mille ouvriers en uniforme qui ont édifié l'empire de M. Matsushita ? Sur leur poitrine, un badge proclame : « Soyons positif ! », fière devise qu'ils enrichissent de ferveur mystique. Dès l'aube, pour se mettre en train, ils entonnent l'hymne de l'entreprise et invoquent les Sept Esprits qui ont guidé leur père fondateur : le service du pays par l'industrie, l'esprit de justice, d'harmonie, de progrès, d'humilité, d'adaptation aux circonstances et de gratitude.

Si nécessaire, ils récitent quelques pensées extraites du « Petit Livre noir », œuvre du même Matsushita, dont la philosophie s'énonce comme le mode d'emploi des fers à repasser qu'il produit : pour obtenir tel résultat, vous poussez sur tel bouton. Obéissez au règlement, et le bonheur vous sera donné par surcroît. Oui, le bonheur. L'usine vous marie, vous loge, vous emmène en vacances, vous soigne et, pour finir, vous enterre dans un mausolée qui jouxte celui du P.d.g. Que demander de plus ? Rien. Aux questions qu'on leur pose, les travailleurs d'élite répondent par des transports d'enthousiasme et par l'engagement de redoubler d'efforts pour mériter leurs privilèges.

Mais alors, pourquoi ne les interroge-t-on jamais en tête à tête ? Pourquoi le chef du personnel préside-t-il à toutes les interviews ? Y aurait-il de la contestation sous roche ? Le reportage n'en présente qu'un aspect, mais si virulent, si chargé de promesses et de menaces, qu'il démystifie le paradis japonais.

Voici que les femmes se rebellent. Hier soumises et muettes, elles s'élancent aujourd'hui sur le sentier de la guerre. Leur arme ? L'humour. Elles se vengent de leur condition en la parodiant, foulant les traditions aux pieds, tirant les samouraïs par la barbichette, sabotant l'art du bouquet ou la cérémonie du thé. En blue-jeans et tee-shirt, elles mènent la danse du scalp autour des totems et, parce qu'elles sont aussi jolies que drôles, elles font école.

Et les robots de la production, les titans de l'import-export le savent bien. Capables d'accomplir tous les exploits, de relever tous les défis, ils ignorent l'art de s'amuser. Le soir, fuyant leur foyer modèle, ils courent s'encanailler chez les geishas, qui les traitent en gros bébés vicieux. Il faut voir les géants de l'indus-

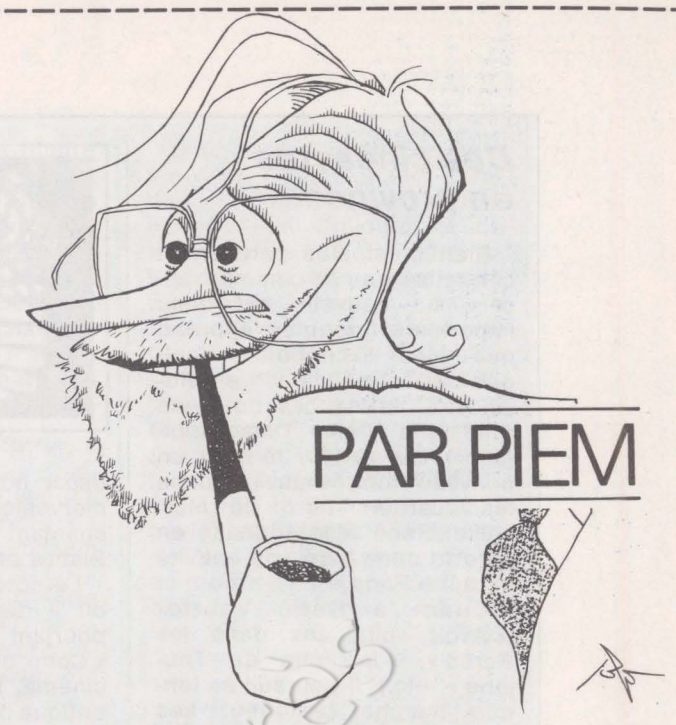


trie jouer dans leur bain, sous l'œil à peine ironique d'une professionnelle. Ou les jeunes cadres dynamiques tituber d'une maison close à l'autre, en fredonnant leur hymne au travail. Pauvres businessmen, esclaves et maîtres d'un système qui les écrase !

La dernière partie de l'émission tente de dégager le fil conducteur, l'idéologie, qui, à travers des siècles d'histoire, conduit tout un peuple par le bout du nez. Le jeu de Gô révélerait-il le secret de l'âme nippone ? Il consiste à étouffer l'adversaire en l'encerclant de pions.

Ainsi les stratèges économiques couvrent-ils la planète de petits drapeaux signalant leurs conquêtes. Ils connaissent mieux que nous nos problèmes, nos ressources, nos désirs et sont prêts à tous les sacrifices « pour mieux nous manger, mon enfant ». Comment leur résister ? Demandez aux Japonaises, elles ont leur petite idée sur la question.

GABRIELLE ROLIN




Ayant revêtu le vêtement léger de la totale inconscience, les parlementaires R.p.r., accompagnés de leurs dames, s'en furent au soleil de la Guadeloupe, tant il est vrai que les froidures de l'hiver ne sont guère propices à la réflexion.

En fait, ils avaient pris le maquis. Au cœur de l'Hexagone, à Paris, Paris occupé par les troupes giscardiennes, Jacques Chirac organise la résistance. Jacques se cache, se terre à quelques mètres du Bazar de l'Hôtel de Ville, dissimulant dans ses béquilles la poudre d'arsenic qu'il avalera au cas où, arrêté, il serait forcé de parler sous la torture.

D'un poste de radio s'élève une voix lointaine qui lui réchauffe le cœur.

« Ici Pointe-à-pitres, des Français parlent aux Français. Aujourd'hui, premier jour de la lutte du parti gaullien pour sa libération. »

La voix se fait plus insistante : « Voici, d'abord, quelques messages personnels : Yves Guéna fait trempette... Labbé Claude caresse la croupe de la Marie Galante ; nous répétons : Labbé Claude caresse la croupe de la Marie Galante. »

« Les cons ! », murmure Chirac dans Paris occupé. Mais, en réalité, à la Guadeloupe c'est le dernier effort qui précède le grand combat.

Au milieu de cette végétation tropicale, les parlementaires R.p.r., dissimulés sous les bananiers, se rendront invisibles lorsque le Concorde espion du président de la République viendra survoler leur base afin de découvrir leur secret (V.g.e., dit V.r.p., s'en va au Mexique échanger des lacets de chaussure contre du pétrole). Les guérilleros R.p.r. ont du courage à revendre et ils ne manquent pas de « punch » dans des grands verres givrés que quelques indigènes leur apportent sur la plage dorée.

Labbé a pris la tête d'un commando de planche à voile ; Guéna, le sombrero, s'exerce au lancé de peaux de banane incendiaire ; Charpy, l'Etre de la Nation, correspondant de guerre, aiguise quelques flèches du Parthe ; Peyrefitte fait le radar avec ce que vous savez, les autres pèchent par inconscience.

Le commando est prêt. Quand ils ont débarqué tout bronzés à « Roissy », la France éternelle les a pris pour des Arabes et, à grands coups de pied, les a renvoyés en Afrique du Nord... Au Club Méditerranée.

# changer la vie culturelle

## Des cinéastes en province

Rien n'est plus parisien et centralisé que le cinéma français. La nouvelle est donc importante lorsqu'on apprend que — par exception — quelque cinéaste s'installe en province. C'est le cas de René Allio (« la Vieille Dame indigne »), qui revient tourner un nouveau long métrage dans les quartiers nord de Marseille. René Allio souhaite en faire le centre de son activité et quitte Paris.

Quant à René Vautier (« Avoir vingt ans dans les Aurès », « la Folle de Toujane », etc.), il poursuit sa longue marche bretonne. Les comités d'entreprise, foyers de jeunes, ciné-clubs peuvent s'adresser pour se procurer des films à l'unité de production Cinéma Bretagne, route de Brest, 29217 Le Conquet. Tél. : 89-02-00. G. S.

## L'homme regarde l'homme

Les Quatrièmes Rencontres internationales du cinéma direct « L'homme regarde l'homme » se dérouleront cette année du 7 au 13 mars dans les quatre salles du Palais des Arts à Paris.

Ces rencontres visent à faire mondialement le point sur un cinéma (mais aussi une vidéo) souvent marginal, pour lequel civilisations et groupes sociaux ne sont pas des facteurs indifférents. Elles espèrent aussi combattre la discrimination culturelle, la xénophobie et le racisme. Thème choisi pour 1979 : cinéma et enfance. Une des salles — la plus grande — sera programmée à l'intention des enfants.

On pourra également voir par ailleurs de nombreuses rétrospectives : Paris pendant la guerre, cinéma documentaire allemand, etc. Programme non-stop chaque jour, de 14 à 24 heures, pour une carte permanente de 30 francs. Une manifestation concernant aussi bien militants, éducateurs et cinéphiles parisiens pour une confrontation nécessaire. *G. S.*

## Un but sur penalty

Le vaudevilliste Francis Veber n'est pas, hélas, Georges Conchon. C'est peut-être lui le responsable de ce peu d'épaisseur humaine et de cette roublardise qui gâchent en partie « Coup de tête », le deuxième film de Jean-Jacques Annaud après sa collaboration avec Conchon qui les avait menés en 1977 à un oscar hollywoodien pour leur merveilleux « La victoire en chantant », alias « Noirs et Blancs en couleurs ».

Le côté un peu Jean Yanne où il dérape parfois ne doit pourtant pas faire oublier que « Coup de tête » constitue, au cinéma, la première approche critique d'un petit monde assez malodorant : celui qui environne le sport amateur, ainsi nommé parce que c'est en coulisse que tout se monnaye. Qu'un marginal méprisé (Patrick Dewaere) devienne, par ses talents footballistiques, indispensable à la collectivité, et le voilà roi et dieu pour toute une semaine. Juste le temps d'une vengeance tranquille et réjouissante sur tous ceux qui l'avaient utilisé comme bouc émissaire, puis rejeté : toute la petite bourgeoisie locale et M. le P-d.g. qui est aussi le président du club sportif.

N'exagérons rien : ce n'est toujours ni Scola, ni Risi, ni Capra. Mais, dans les meilleurs moments, on songe à la virulence anarchiste de « la Fiancée du pirate ». Français, encore un effort...

S. R.

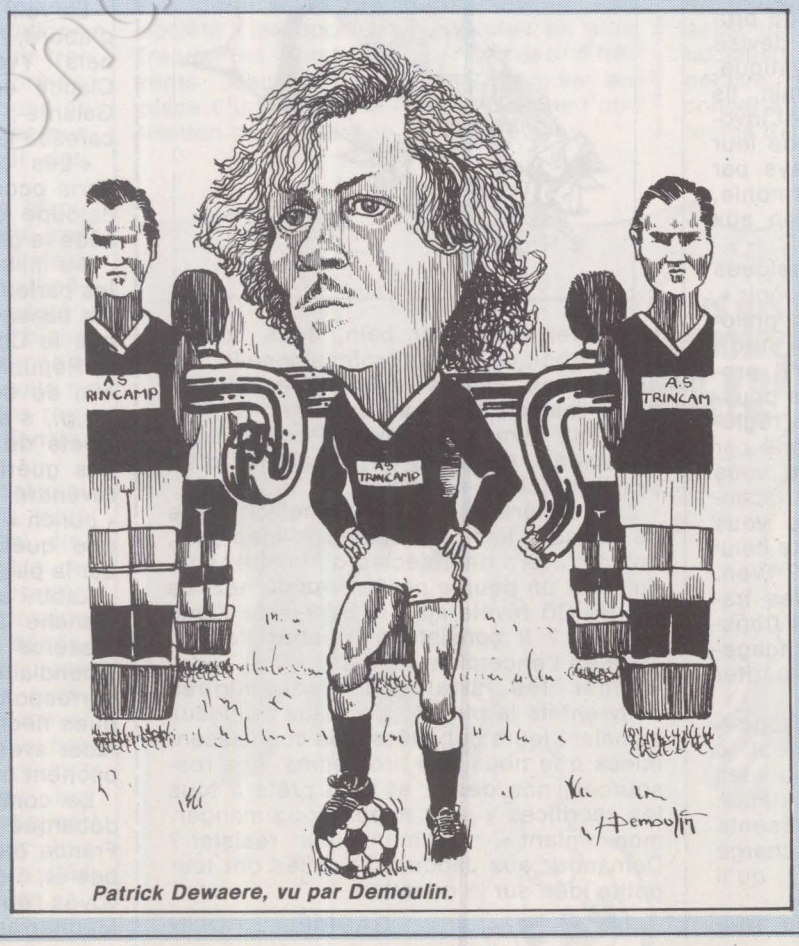
## La télé joue son avenir

Que vaut la télé du voisin ? Et la nôtre, comparée à celle d'autrui ? Chaque année, le Festival de Monte-Carlo permet de faire le point, de s'autocritiquer et de formuler de pieuses résolutions.

Pour les dramatiques et les téléfilms, la France n'est pas mal lotie. Des productions comme « Ciné-Roman », de Serge Moati, et « Thomas Guérin retraité », de Louise Vincent, lui ont valu deux prix. Pour les reportages et les magazines d'actualité, elle souffre d'un certain manque de punch et d'une tendance au bavardage. Quatre minutes suffisent aux Anglais pour dénoncer les horreurs de la guerre, saisies sur le vif dans « Attaque aérienne en Erythrée ». En quelques images, les Suisses et les Hollandais révèlent la folie sanglante d'un Somoza qui plonge le Nicaragua dans la terreur.

Une autre terreur nous attend en « Terre promise », aux frontières d'Israël, où les cinéastes américains ont capté le dialogue de sourds qu'échangent Juifs et Arabes. Et que dire du cauchemar cambodgien tel que les Yougoslaves nous le présentent ? Sur le petit écran, les holocaustes se suivent et s'additionnent pour nous écraser d'angoisses.

En marge de ce très sombre festival, des réalisateurs C.f.d.t. de la S.f.p. ont exposé aux journalistes le dossier d'une « faillite-alibi » qui menace la création culturelle. Tant que l'Etat prélèvera 17 % de T.v.a. sur sa télévision, taxe à laquelle il faut ajouter les 5 % accordés au ministère des Finances pour la perception de la redevance, tant que les chaînes projetteront 560 films par an, en majorité étrangers, tant qu'aucun quota n'assurera la protection de la production nationale, rien n'enrayera le naufrage. Est-il temps encore, avant l'avènement des satellites porteurs de « pub », de sauver ce moyen d'expression, le souffle même d'un pays ? Il coûte trop cher, nous affirmet-on. La faute à qui ? Le remède de cheval préconisé par M. de Clermont-Tonnerre tient en une phrase : « Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage. » G.R.




*Patrick Dewaere, vu par Demoulin.*

## Le mystère Webern

Il était fatal qu'autant de siècles de musique produisent un Anton von Webern ! Etait-ce à ce point fatal, sans doute dans la mesure où Webern n'a de sens que par rapport à toute la musique qui le précède et dans la mesure également où il semble signifier un art-limite au-delà duquel il paraissait bien difficile d'aller. D'où vient Webern on le voit, mais vers quelles sphères va-t-il ? Telles sont, parmi d'autres, quelques remarques que l'on se fait dès lors que l'on a attentivement écouté l'intégrale de Webern... contenue en quatre disques seulement et éditée sous la direction de Pierre Boulez *. Au fil des œuvres on notera l'esthétique froide, par exemple des 5 Lieder op. 3 ; la tension et le raffinement ; le silence qui a tant d'importance chez Webern et qui fait qu'on peut parler à son sujet de musique rare. Art de l'épuration dans les 6 Pièces op. 6. Processus de désincarnation dans le Concerto pour 9 Instruments op. 24, désincarnation d'ordre sensuel dans les Variations op. 27 pour piano (singulièrement dans la version Pollini, un disque Deutsche Grammophon 2530-803). Tout cela conduit au sacré, comme par exemple dans la Cantate op. 31. Déclare-t-on alors que Webern est celui qui a poussé le plus loin la révolution sérielle, pourtant inventée par Schœnberg ? En tout cas il a



*Tania Maria.*

suivi cette voie le plus loin, découvrant au maximum ce qui devait influencer tant de musiciens après 1945 mais ce qui ne pouvait être limité. Anton von Webern est unique. Suivons-le opus après opus (chacun est en général très court). Ne dissimulons pas son abstraction et son aridité, mais sachons retrouver son chant, profond, comme chez tous les grands. C.G.

** Anton von Webern : les 31 opus - un coffret de quatre disques CBS 79402.*

## Magritte et Kandinsky

René Magritte et Wassily Kandinsky. Le plus grand peintre surréaliste belge et le fondateur de l'art abstrait. Beaubourg les fête en même temps : la « Rétrospective Magritte » durera jusqu'au 9 avril ; les « Trente Toiles de Kandinsky » sont accrochées jusqu'au 26 mars. On n'avait jamais vu autant de toiles de Magritte rassemblées en France. On n'avait jamais vu dans l'Hexagone vingt et une des trente toiles actuellement montrées à Paris : elles n'étaient jamais sorties d'Union soviétique.

Dans le même temps, l'édition consacre ces deux « perturbateurs ». Les « Ecrits complets » de Magritte viennent de paraître chez Flammarion, dans la collection Textes, dirigée par Bernard Noël. Le même éditeur nous a récemment livré un livre de témoignage de Nina Kandinsky : « Kandinsky et moi ». Enfin, Denoël-Gonthier, dans sa collection Médiations, a réédité les notes de Kandinsky : « Cours du Bauhaus ; introduction à l'art moderne ».

## Mars en chantant

Paris, mars 1979. C'est le temps du retour. Pas seulement celui de **Julos Beaucarne**, à la Gaîté-Montparnasse jusqu'au 1er avril (voir notre dernier numéro). Celui d'**Alan Stivell** aussi : le barde de la nouvelle musique bretonne est au Théâtre de la Ville jusqu'au 3 mars et nous donne son troisième disque de scène, « International Tour » (CBS 83505). Celui de **Pierre Perret :** il n'était pas monté sur une scène depuis quatre ans ; il est à l'affiche de Bobino pour de longues semaines. Celui de **David Mc Neil :** il chante au Théâtre de Dix-Heures jusqu'au 27 mars. Celui de **Claude Nougaro :** son nouveau tour de chant de l'Olympia, jusqu'au 11 mars, comprend treize chansons inédites.

Le retour de **Roger Siffer,** à Campagne-Première du 5 au 15 mars, se fera quelques semaines après la sortie de son dernier album, « Langsam Dummle » (SFPP OM 67 004). Celui de **Renaud,** au Théâtre de la Ville du 13 au 17 mars, juste au moment où son nouveau 33 tours nous arrive tout frais, « C'est mon dernier bal » (Polydor 2473 095).

Mars sera aussi le mois de la découverte. Car seuls quelques privilégiés avaient jusqu'à maintenant pu voir et écouter, à Juan-les-Pins ou lors du Festival de Newport au Palais de Chaillot, il y a quatre ans, la chanteuse-pianiste de jazz **Tania Maria.** Le Théâtre de la Ville l'accueille du 6 au 10 mars. Elle est brésilienne, elle improvise comme vous et moi respirons. Quelle flamme !

Enfin, nos confrères « la Vie » et « Témoignage chrétien » organisent, avec le concours d'Eve Griliquez et de son émission « Libre-Parcours-Variétés », un festival de la chanson, à « la Tanière » (45 bis, rue de la Glacière, Paris 13e), jusqu'au 18 mars. A l'affiche : **Annkrist,** jusqu'au 6 mars ; **Chantal Grimm**, du 5 au 10 ; **Christian Dente** le 9 ; **Jacques Barthes** le 10 ; **Francesca Solleville,** du 12 au 17 ; **Jo Schmelzer,** du 15 au 17 ; et **Philippe Garnier** les 4, 11 et 18. En somme, Paris au mois de mars, ce n'est pas si mal...

J.-P. L.

## Le livre se penche sur la musique

En matière de musicologie, l'édition française était bien pauvre. C'est à peine si on peut relever les noms de Seuil ou de Buchet-Chastel, véritables — quoique limités — pionniers en ce domaine. A côté, le livre musical anglo-saxon ou allemand paraît d'une richesse incroyable.

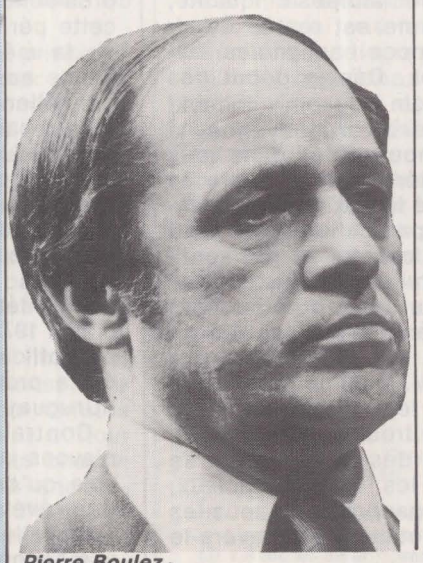
Cette situation de pénurie va-t-elle se transformer en une abondance de publications ? On serait tenté de le croire, à considérer les intentions de nombreux éditeurs, Jean-Claude Lattès, Robert Laffont, Flammarion, Stock ; sans oublier Fayard, déjà en avance avec ses excellentes biographies signées Brigitte et Jean Massin. Chez Sotck, c'est notre collaborateur Claude Glayman qui dirigera la collection « Stock-Musique » : au programme, d'abord et avant tout des ouvrages bon marché, puisés dans les écrits célèbres sur la musique. Viennent de sortir ceux de Jean-Jacques Rousseau, qui étaient introuvables (25 F) ; en mai, un autre introuvable sera mis sur le marché au même prix, il s'agit du « Coq et l'Arlequin », de Jean Cocteau, augmenté d'une préface originale de Georges Auric, et qui fut le manifeste du groupe des Six. Toujours en formule économique, une vie de Pablo Casals, en avril ; tandis qu'en juin Stock publiera un livre de Maurice Fleuret, critique notamment au « Nouvel Observateur », consacré essentiellement au phénomène de la musique contemporaine, réalisé à partir d'entretiens avec Claude Glayman.

A noter que le 7 mars, à Montmorency, se tiendra une journée de débats et de concerts consacrée à « Rousseau musicologue ». En attendant le programme de l'automne et — pourquoi pas ? — d'autres initiatives.

## « Lulu » : pureté d'une déchéance

« Lulu » à l'Opéra de Paris : une réussite professionnelle qui nous aura laissés sur notre faim émotionnelle. Pourtant, quelle rigueur et quelle ampleur dans la direction de Pierre Boulez et que d'éloges à adresser aux chanteurs, parmi lesquels Teresa Stratas, Yvonne Minton, Hanna Schwarz, Toni Blankenheim, Robert Tear, Franz Mazura, Kenneth Riegel, etc.

Faut-il attribuer notre insatisfaction à la mise en scène de Patrice Chéreau et aux décors de Richard Peduzzi ? La machine fonctionne, et rien à voir avec les approximations d'amateurs qui nous sont si souvent présentées. Mais cette lascivité quotidienne, cette œuvre douloureuse et tragique, cette grande rengaine folle et cauchemardesque fait toujours appel au deuxième degré où se pressent, pêle-mêle, les mythes expressionnistes de « l'Ange bleu » ou des films de Max Ophüls, ou bien, plus près de nous, les connotations de l'exposition Paris-Berlin... Jamais d'incarnation directe, toujours un système codé de réminiscences. Peut-être dernière hypothèse, cette œuvre sonnait-elle le glas de l'opéra de par sa forme la plus impossiblement moderne, où retentissent d'ailleurs de grands échos wagnériens.



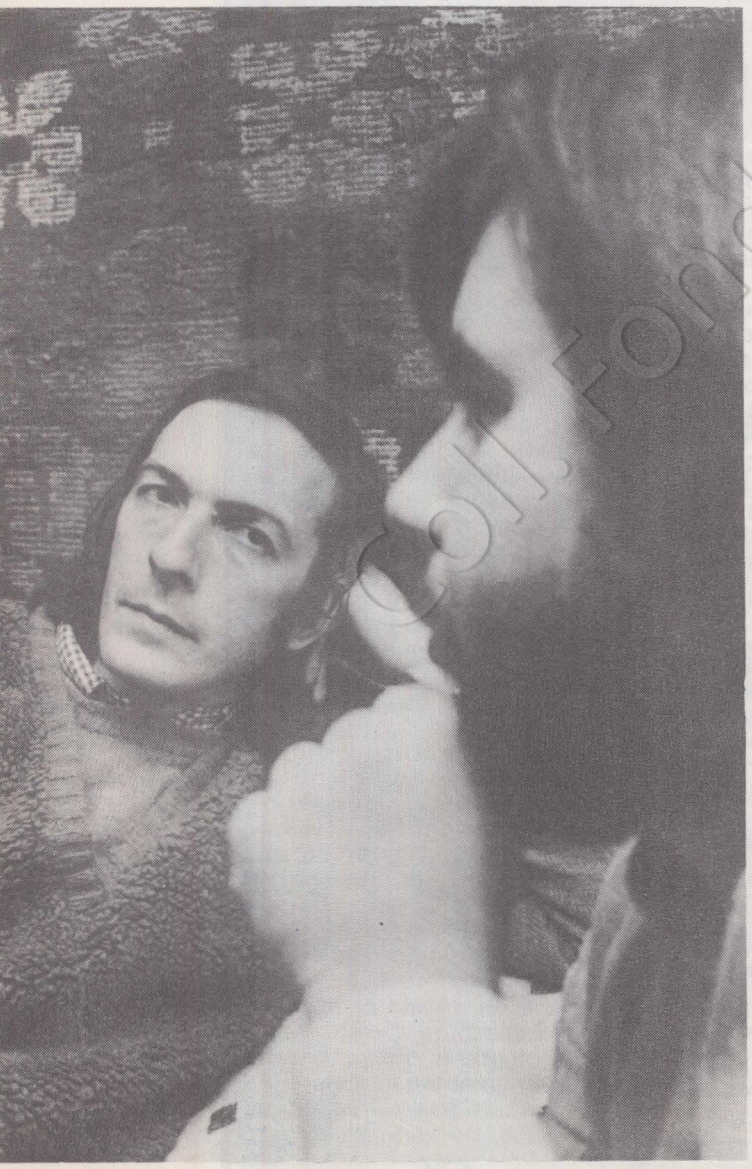
*Pierre Boulez.*

Réserves qui se situent sur un plan très élevé et très exigeant et qui ne doivent pas faire oublier la puissance et la grandeur de cette soirée Berg, que les Français pourront découvrir à la télévision, le 1er avril à 20 h 30 sur Antenne 2.

CLAUDE GLAYMAN

*Autres représentations à l'Opéra les 7, 10, 13; 16, 21, 24 mars. Decca vient de sortir en un coffret de trois disques « Lulu », direction C. von Dohnanyi, version qui s'ajoute à l'ancienne de K. Böhm (coffret trois disques DGG), en attendant — chez ce dernier éditeur — la version de l'Opéra de Paris, direction P. Boulez.*

# Daniel Viglietti : une voix pour crier l'horreur de l'Uruguay



*Il y a toujours deux jeunes Français, Charles Serralta-Delpech et Frank Conchon-Oswald, au camp de concentration de Libertad. Il y a toujours des dizaines de milliers d'Uruguayens emprisonnés et torturés dans leur pays, des centaines de milliers d'autres en exil (voir notre numéro 325). Il y a toujours neuf otages politiques en cage dans les casernes de l'Uruguay, Raul Sendic en tête : ils seront exécutés si un seul Uruguayen ose manifester son opposition aux fantoches militaires !*

*Il y a pour quelques jours, jusqu'au 10 mars, un chanteur uruguayen à Paris, au Petit Forum des Halles : Daniel Viglietti. Depuis plus de cinq années, il va à travers le monde : en Espagne, en Italie, en Hollande, en Allemagne de l'Ouest, en Suède, en Afrique, aux Etats-Unis, au Mexique, au Venezuela, à Cuba. Depuis le coup d'Etat de 1973, exilé, il témoigne contre l'horreur qui règne à Montevideo. Il l'a déjà fait quelquefois en France : au Théâtre d'Orsay, au Festival de Cazals, au Festival de Bourges, au Festival de Nancy, dans les provinces (Toulouse, Nantes, Strasbourg, Lille, Saint-Nazaire, Rodez, etc.), dans les M.j.c. des banlieues (Palaiseau, Saint-Maur, Courbevoie, Fontenay-sous-Bois, Bures-sur-Yvette, etc.), dans les fêtes politiques. Mais c'est la première fois qu'il va donner de la voix aussi longtemps à Paris.*

*Trois disques au Chant du monde (1) et un livre (2) ont fait connaître Viglietti au public français. mais cela ne rend guère la mesure de son importance à travers toute l'Amérique latine. Là-bas, Victor Jara, Isabel et Angel Parra, les Quilapayun et les Inti-Illimani, Soledad Bravo et Mercedes Sosa ont interprété ou interprètent encore ses chansons. Là-bas, il a créé et animé des émissions de radio, écrit des musiques de films et des musiques de théâtre. Là-bas, il est considéré comme un des plus grands créateurs du mouvement de la nouvelle chanson latino-américaine. Ce n'est pas un hasard si en Uruguay toute son œuvre est interdite.*

*Daniel Viglietti ne cherche pas à être exemplaire. Il ne joue pas aux prophètes. Il se place simplement en chroniqueur : il met son aventure personnelle dans les pas de l'aventure du peuple uruguayen. Pour l'instant, il témoigne sans ambiguïté : « Ecoute : si je viens chanter/ c'est pour ceux qui sont tombés. » Demain ne peut pas être pis.*

***— Existe-t-il une culture proprement uruguayenne ?***

— Jusqu'à la fin des années cinquante, la culture uruguayenne est restée étouffée sous des influences espagnoles, italiennes et françaises. Dès le début des années soixante, un besoin collectif d'identité proprement uruguayenne a débouché sur des nouveautés dans tous les domaines : la littérature, le théâtre, le cinéma aussi (malgré les exigences financières qui lui sont particulières) se sont mis à exprimer les espoirs et les sentiments du peuple uruguayen. Et, contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là, la création de cette période n'a pas été de la pure propagande. Il y a certes eu des « œuvres d'urgence ». Mais on peut lire et relire, par exemple, les écrits d'un Mario Benedetti (3), on n'y trouvera pas un seul slogan ; on y suivra des histoires qui se passent dans tous les milieux sociaux, qui tracent un vaste panorama de tous les aspects de la vie quotidienne à travers le pays.

Il est évident que, depuis 1973, cette nouvelle génération de créateurs est exilée ou bâillonnée.

***— La chanson uruguayenne a-t-elle évolué de la même façon que les autres secteurs artistiques ?***

— Tout à fait. Ma génération n'a pas inventé la chanson uruguayenne. Elle existait avant moi, avant les années soixante : elle reproduisait alors les recettes banales et commerciales des produits occidentaux, mélangeant sans vergogne les sources européennes et les procédés d'Amérique du Nord. Mais, très vite, cette chanson-là a trouvé sur son chemin un autre genre, plus enraciné, moins artificiel : le folklore tel qu'a commencé à la transmettre ou à le revivifier un Atahualpa Yupanqui. Au milieu des années soixante, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire : ces chants, ressuscités par Atahualpa Yupanqui, par Violetta Parra ou par nos folkloristes uruguayens, se sont retrouvés en concurrence avec les refrains commerciaux dans les hit-parades !

Car nous avons eu, nous aussi, en Uruguay, nos folkloristes qui ont recueilli auprès de vieux chanteurs ou de vieux guitaristes les chants ancestraux des paysans uruguayens. Laura Ayentaran et mon père, pour ne citer qu'eux, ont joué ce rôle, ont récupéré ces richesses. C'est à partir de cette mémoire paysanne que ma génération a commencé à travailler. La « nouvelle chanson uruguayenne » (je peux bien l'appeler ainsi, puisqu'on a parlé de « nouvelle chanson chilienne ») a donc sa caractéristique propre : elle est faite par des enfants des villes à partir d'un héritage paysan.

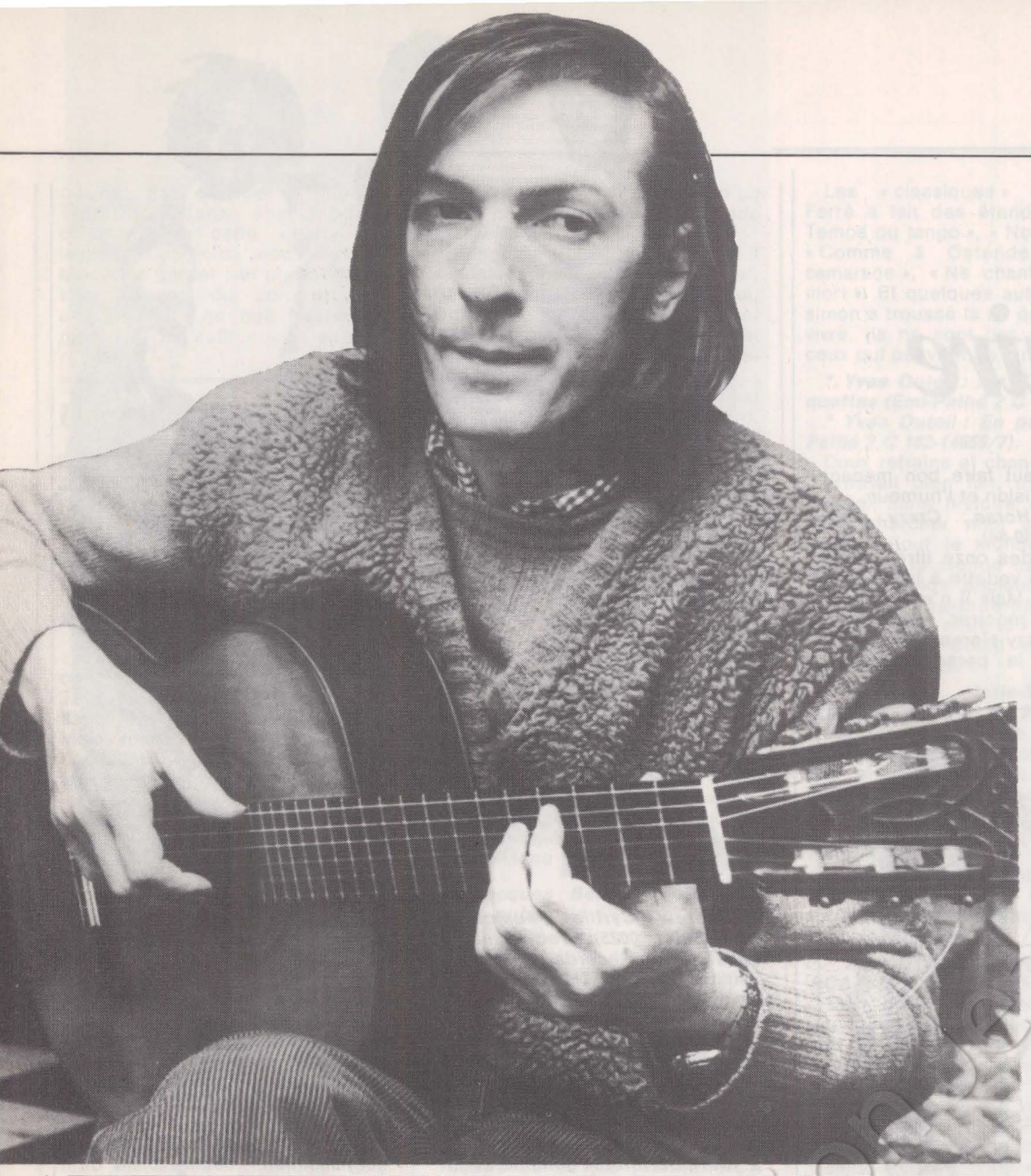
***— Mais pourquoi cette « nouvelle chanson uruguayenne » a-t-elle moins fait parler d'elle que la « nouvelle chanson chilienne » ?***

— Il ne s'agit pas d'opposer deux peuples frères. Il s'agit seulement de constater les grimaces de l'Histoire. La chanson a joué en Uruguay un rôle aussi important qu'au Chili, mais elle est toujours restée dans l'opposition ! Voilà la différence.

Dès 1968, dès la montée de la protestation étudiante et pendant les immenses manifestations qui ont suivi, la chanson est descendue dans la rue ; elle est alors devenue l'un des principaux moyens d'expression de la vie politique et de la liberté. Le grand moment de la chanson uruguayenne se situe tout au long de l'année 1971 et pendant les premiers mois de 1972 ; c'est-à-dire avant, pendant et immédiatement après les élections à la présidence de la République. Au cours de cette période, la chanson uruguayenne a eu la même place que la chanson chilienne au moment de l'élection de Salvador Allende. Mais là s'arrête la similitude : car le candidat de la gauche n'a pas été élu en Uruguay !

La « nouvelle chanson chilienne » a connu une formidable période d'expansion pendant toute la période où l'Unité populaire a été au pouvoir. La « nouvelle chanson uruguayenne » s'est trouvée confrontée à la répression dès le mois d'avril 1972, quand a eu lieu le coup d'Etat non officiel, quand le président de droite élu a proclamé l'état d'urgence. Depuis, l'Uruguay est devenu le pays du silence.

Contrairement aux Chiliens, nous n'avons jamais été vainqueurs. C'est pour cela qu'on nous connaît moins. Et c'est très révélateur. La méconnaissance de la « nouvelle chanson uruguayenne » révèle la méconnaissance d'un pays : l'Uruguay. La cause chilienne est connue et plaidée



# *"Si je chante c'est pour ceux qui sont tombés"*

dans le monde entier. La cause uruguayenne est loin d'être aussi clairement entendue. Il est des silences qui assassinent... Encore que, nous autres, Uruguayens, ne soyons pas les plus mal lotis : le Paraguay vit depuis plus de vingt ans sous la botte d'un Pinochet local ; qui en parle ?

***— Quel but vous donnez-vous dans une telle situation ? Briser ce mur du silence ?***

— Un chanteur a un grand privilège, même en exil : il peut s'exprimer devant beaucoup de gens ; il peut donc provoquer des rencontres, sensibiliser, être sensibilisé lui-même, bref incarner la vie et le refus du silence. Le chanteur lui-même n'est, pas plus qu'un autre, exilé ; il est comme n'importe quel citoyen uruguayen en exil : l'ambassadeur d'une autre façon de vivre dans son pays, dont il peut témoigner ou qu'il peut faire imaginer à chacun.

Ce n'est pas le chanteur qui importe. C'est la chanson. Car une chanson ne vaut pas seulement pour les trois minutes où un public l'écoute ; elle vaut surtout pour les traces qu'elle laisse en chacun et qui y resteront pendant des années. Une chanson, c'est ce moment d'émotion où se lient le passé et le présent, c'est un lieu possible de la prise de conscience d'un individu. Et c'est ce rôle joué par la chanson qui donne une certaine gravité à la fonction de chanteur.

Cette responsabilité-là, je dois l'assumer. La meilleure façon de le faire me semble d'être authentique et exigeant sur la qualité de ce que je chante. Etre médiocre, sous prétexte de bons sentiments, revient finalement à être réactionnaire.

Dans la situation où se trouve mon pays, je n'ai pas le droit d'en tenir une chronique médiocre. Je n'ai pas le droit d'oublier que dans les taules de la dictature il y a aussi des chanteurs. Je n'ai pas le droit d'oublier que les militaires tentent actuellement de former une jeunesse sans mémoire ni connaissance historique. Je n'ai pas le droit de faire croire que l'exil peut devenir un pays : nous sommes des enfants de la terre d'Uruguay, pas des produits de l'exil. J'ai obligation de dire que nous sommes nés malgré Auschwitz et que nous vivrons malgré Libertad.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

*(1) « Canciones para mi America » (le Chant du monde LDX 74362). « Canciones chuecas » (le Chant du monde LDX 74584). « Tropicos » (le Chant du monde LDX 74560).*

*(2) « Daniel Viglietti : chansons pour notre Amérique », par Mario Benedetti (Editions du Cerf).*

*(3) « Avec et sans nostalgie », de Mario Benedetti, est récemment paru chez Maspero. « L'Unité » en a rendu compte dans son numéro 327.*

Pierre Papon

**Le pouvoir et la science en France**

Comment les pouvoirs publics prennent-ils en compte la recherche scientifique ?
Une lecture politique de l'histoire de la science en France.
Une évaluation des enjeux. Un plaidoyer pour une prospective et une planification à long terme du développement scientifique et technique.

collection "Faire notre histoire"
320 pages,
schémas et tableaux - 65 F.

•

André Giordan

**Une pédagogie pour les sciences expérimentales**

Le décalage est immense entre la science qui se fait, la science qui s'enseigne, et la science qui est assimilée par les élèves.
A l'école on continue à imposer la foi en la parole enseignée. Alors qu'il s'agit d'éveiller l'attitude expérimentale. L'auteur propose un modèle pédagogique où le test de la réalité, l'expérimentation, la pratique constituent la base même de la formation scientifique.

"Un livre dont il serait dommage que les professeurs de sciences soient les seuls à tirer profit."

**Actuels Livres.**

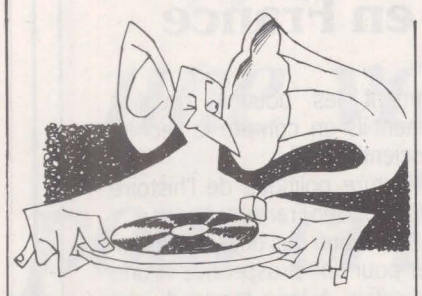
"Gageons que ce livre va s'inscrire dans le grand débat pédagogique actuel."

**L'éducation.**

collection "Paidoguides"
288 pages - 53 F.

le Centurion

# Au risque de vous plaire



## disques

*Une sélection de Serge Richard*

### Rock-jazz

**** Ragtime (R.c.a. PM 42.402).***

Seraient-ce les plus anciens disques orchestraux du monde ? Ces enregistrements de 1900, 1902, 1905, etc., montrent en tout cas de quel terreau musical le jazz, partiellement, est ici en train de naître, à travers les syncopes exacerbées des orchestres de l'Est américain.

**** Jim Morrison : An American prayer (Elektra 52.111).***

Vrai poète, avant sa mort, il y a sept ans, Morrison avait laissé quelques textes récités par lui sur bande magnétique. La réussite exceptionnelle de ce disque tient à l'amour et au talent avec lesquels ses anciens compagnons, les Doors, ont « habillé » musicalement sa voix sur ces poèmes posthumes.

**** Arcane V (Musica Records ARC 001).***

Autour du contrebassiste-compositeur Michel Saulnier — par ailleurs compagnon de musique de la chanteuse Claire —, un groupe qui prouve que le free jazz français a laissé des traces. Et que cela peut faire bon ménage avec la précision et l'humour.

**** Crazy Horse : Crazy moon (R.c.a. PL 130-54).***

Sur cinq des onze titres de ce recueil, une vedette à la guitare : Neil Young. Mais il n'est là qu'en ami, pour montrer qu'avec ou sans lui Crazy Horse, son ancien groupe, a la personnalité des vrais talents.



*Alice Cooper, vu par Solo.*

**** Alice Cooper : From the inside (Warner Bros 3263).***

Un personnage plus délirant que jamais, mais le tape-à-l'œil de naguère laisse la place à un rock plus insidieux et plus réellement inquiétant — si c'est bien le but que recherche cet éternel plaisantin, allez savoir...

**** Shirley Bassey : Yesterdays (United Artists 847).***

Sur quelques ballades classiques, une chaude voix noire, juste un peu précieuse... Qui peut résister ?



*Tradition.*

**** Andrew Cyrille (Musica - Black Saint 0025); Ted Daniel : Tapestry (Sun Records 112).***

Quatre ans plus tôt, le volubile trompette Ted Daniel avait enregistré un intéressant album de ses compositions. En septembre dernier, il a rejoint en studio Cyrille, le batteur révélé par le Cecil Taylor Unit. Le résultat est d'une invention et d'une luminosité éblouissantes.

**** Gary Burton : A genuine Tong funeral (R.c.a. PL 42.766).***

La guitare de Larry Coryell, les saxos de Barbieri et Steve Lacy, le piano de Carla Bley en vedette dans cette quasi-symphonie de jazz. C'est un peu Ellington, un peu Kurt Weil, mais — Dieu merci ! — c'est aussi autre chose de tout à fait original.

**** Tradition (R.c.a. PL 25.156 et 169, RC 250); Reggae party (PL 25.162).***

On pouvait tout craindre d'une « normalisation » commerciale de la musique populaire des Jamaï-

## à ne pas manquer

### Qui a peur de Lavilliers ?

***En s'installant pour cinq soirs sous un chapiteau de six mille places à l'Hippodrome de Paris, du 6 au 10 mars, Bernard Lavilliers réalise son plus vieux rêve d'enfant : se produire un jour sous la toile d'un cirque. Et, ce faisant, il va s'offrir le luxe de faire d'aussi grosses « salles » que Bob Dylan, les plus grosses « salles » de l'histoire de la chanson française. Pour la gloire ? Pour se faire plaisir ? Surtout pour démontrer qu'il est possible de faire écouter à six mille personnes des textes déjà difficiles à défendre devant six cents fervents.***

***Le morceau de bravoure, le défi, c'est le texte d'entrée : trente minutes d'un chant ininterrompu appelé « Pouvoirs » — il porte le même titre que le nouveau disque qui sort ces jours (Barclay 96 013). Impossible d'échapper à cette apostrophe rimbaldienne. Elle nomme sans ambages ce qui nous menace : un fascisme mou, propre, sans boucherie, revu et corrigé à la mode du libéralisme avancé ou social-démocratisé, selon les circonstances. La soumission sera désormais insidieuse et fatale : on s'y habituera sans s'en rendre compte. On ne sera plus que des loques numérotées et aseptisées entre les mains des vrais détenteurs du pouvoir : les « banquiers des multinationales / dont on ignore les initiales ». Pour Lavilliers, ces vautours sont déjà en action ; ils se servent de la crise pour entretenir une peur utile à leur sujet : « la peur, c'est... le chantage du pouvoir. » Et tous ceux qui se préoccuperont encore de bonheur seront envoyés en asile psychiatrique. « C'est 1933. En place pour le show », s'écrie Lavilliers. Qui donc disait que le jour n'était pas loin où il ne se préoccuperait plus que de décibels ?***

***Aucune solution de rechange à cette angoisse chantée ? La réponse de Lavilliers est sans bavures : « Je place mon seul espoir en celles qui, jusqu'à présent, n'ont jamais eu la parole : Les femmes. » Pour elles, il a écrit « Sœurs de la zone », qui est un bras d'honneur à tous les « Pouvoirs ».***

### Dépouillez-vous, Armande

***La chanson devra désormais compter avec le théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Après***

les ēditions ouvrières




Collection "Comprendre pour agir„

Face aux fausses solutions et aux impasses, l'auteur aide à y voir clair.

quains. Par chance le groupe Tradition, dans ses albums comme dans cette « party » à laquelle il participe avec d'autres, a su s'en garder ; et une certaine sophistication du son et des arrangements ne nuit heureusement pas à l'authenticité de son reggae.

## *Une sélection de Jean-Paul Liégeois*

## *Chansons d'en France*

**** Jean-Paul Farré : Trois Pianos et un cactus (R.c.a. PL 37.236).***

Il est fou, il est dingue. En scène il virevolte, il rebondit de la cour au jardin. Il a l'œil effaré. Tout ça, ça passe difficilement dans les sillons d'un disque. Mais, même sans le côté visuel, l'ambiance est à la clownerie et au délire. Avec, en fond, un cœur « gros comme ça »...

**** Jean-Louis Gaillat : Court-Circuit (Harmonia Mundi HM 1501).***

Il chante des choses tout à fait banales, des choses qui vont sans dire : l'amour, les enfants, l'horreur de la guerre, la société bancale et à revoir. Il démontre que ce qui va sans dire... va parfois mieux en le chantant. Avec des petits riens il fait de petits refrains. Sa sincérité accroche. Sa discrétion retient. Si, en plus, il séduit, nul doute que les arrangements y sont pour quelque chose : ils sont signés par François Rauber, par celui-là même qui « arrangea » Jacques Brel pendant de longues années.

**** Max Rongier : Liberté d'un autre monde (le Chant du monde LDX 74691).***

Rongier a trouvé une recette : il « musique » sur des poètes. Hier, Prévert et Topor. Aujourd'hui, Guillevic et quelques autres. C'est un truc qui servait à Ferrat quand il était à court d'inspiration : il plongeait dans Aragon... Seulement, voilà, Rongier n'est pas Ferrat : il musique lourd, pompier, rive-gauchard, vieillot quoi. Et on « s'emmielle » en 33 tours !

**** Alain Souchon : Toto trente ans, rien que du malheur... (RCA PL 37 233).***

Le « phénomène » du moment. Qui fait se pâmer tout le monde, de Guy Lux à « Libération ». Souchon est sensible, tout le monde est touché. Souchon est louangé, tout le monde est langé ! Car chacun semble oublier dans l'affaire que les chansons de Souchon sont de plus en plus réduites à une expression bêtifiante, au pipicaca de la communication. En période de crise, l'irresponsabilité se vend bien, merci. Souchon vaut sûrement mieux que ces enfantillages pour juke-boxes.

**** Jacques Bertin : Enregistrement public (le Chant du monde LDX 74 696).***

Tous les tons sous la braise des mots : l'ironie, le lyrisme, l'humour, le cri (celui de la joie et celui de l'indignation), la rogne et la grogne, la révolte, la fougue, la douceur. Et, pour attiser le tout, la musique de deux pyromanes : Levallet à la contrebasse, Kessler au piano et à la flûte. Au feu !

**** Jean-Roger Caussimon : Au Théâtre de la Ville (Saravah-RCA RSL 1074).***

Les « classiques » dont Léo Ferré a fait des étendards : « le Temps du tango », « Nous deux », « Comme à Ostende », « Mon camarade », « Ne chantez pas la mort ». Et quelques autres. Caussimon a troussé là de quoi se survivre. Ils ne sont pas nombreux, ceux qui peuvent en dire autant.

**** Yves Duteil : les P'tites Casquettes (Emi-Pathé 2 C 068-14498).***

**** Yves Duteil : En public (Emi-Pathé 2 C 162-14656/7).***

Doux refrains et chansonnettes. Du travail bien fait, impeccable, propre. Sans histoire ni chiqué. Sans chercher midi à quatorze heures. Tout le monde est rassuré, tout le monde est content, tout le monde applaudit : pépémémé, papa-maman et les enfants. Ça « marche » sur toute la famille, et Duteil vend beaucoup de disques !

**** Françoise Marie-Vigne : le Fond de l'air (RCA PL 37213).***

Par son côté acidulé, elle égratigne un peu. Par son côté rêveur, elle attendrit souvent. On sent qu'il lui manque un rien de punch pour devenir mieux que narquoise : vraie. On attend cette étincelle. Tout en sachant, comme elle le chante, qu'elle aura toujours « l'air d'un Pierrot/Même dans les fourrures de Garbo ».

**** Aram : Nonchalant (Saravah-RCA RSL 1073).***

Du climat, de l'atmosphère : une banlieue, le regard d'une star, le destin d'un émigré, les néons d'une ville, les femmes d'une fabrique, un bal, une danse, un bistrot, un voyage, des trottoirs. C'est assez insaisissable, plutôt flou, gentiment fou. Quelque chose comme une ballade en « chanté enchaîné ».

**** Philippe Chatel : Sentiments (RCA PL 37 238).***

Après le succès de « J't'aime bien Lili », c'est le tabac de « Mister Hyde ». Chatel a donc une chanson qui marche sur chaque 30 cm. C'est la seule qui vaille l'audition, en vérité. Pour lui, c'est bien. Pour celui qui écoute, c'est frustrant. A la longue, ça devient navrant. Pourquoi Chatel ne se contente-t-il pas d'enregistrer un 45 tours sur une seule face ?

***Renaud : C'est mon dernier bal (Polydor 2473 095).***

Loubard et roublard. Jeux de mots faciles, javas désuètes, ton du faux dur, panoplie du parfait paumé : Renaud se cache volontiers derrière cette misère tous azimuts. Son style, c'est la frime. Son argot, c'est son spleen. La rue, c'est sa recette, c'est le lit de son succès. Il ferait des « tubes » en macadam si ça pouvait le rassurer définitivement. Mais, juste derrière l'écran des rengaines pour banlieues bétonnées, il y a le vrai Renaud, avec ses deux béquilles : l'amour et la détresse. Ouvrez l'oreille !

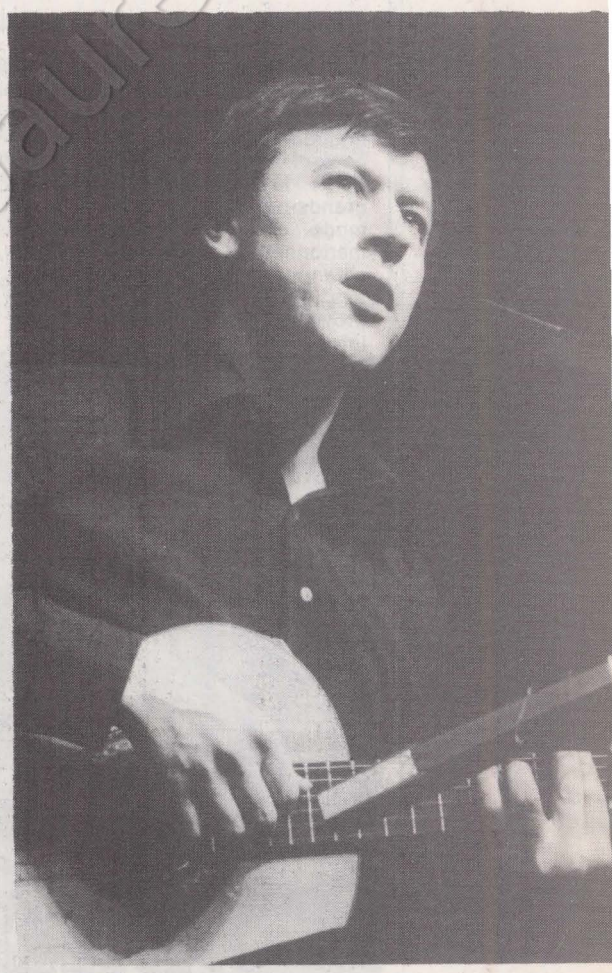
## *Chansons du monde entier*

**** Julos Beaucarne : Mon terroir, c'est les galaxies (RCA PL 40124).***

Dans le labyrinthe céleste de Julos, on trouve quelques réalités d'ici-bas : une multinationale spécialisée dans la fabrication de faux cils, la « bière catholique » des moines trappistes d'Ecaussines, un verre d'eau glacée, les bruits de l'automne, une lumière dans la nuit d'un village, un entrepreneur de pompes funèbres, une petite rue à Tourinnes-la-Grosse, etc. Ce Belge est un poète universel. Il a d'ailleurs réuni autour de lui des musiciens venus de tous les horizons : Bruno de La Salle, Jack Treese et Una Ramos.

**** Canto Nuevo au Chili (le Chant du monde LDX 74 681).***

Le coup d'Etat de 1973 ayant vidé le pays de l'essentiel de ses chanteurs (les Quilapayun, les Inti-Illimani, Isabel et Angel Parra, Patricio Manns en exil, Victor Jara tué), il y eut un silence de deux ans. Puis, en 1976, une nouvelle génération se leva ; un nouveau chant (canto nuevo) se fit entendre. On vit alors s'ouvrir de nouveaux cabarets, naître une marque de disques et un festival. En



*Jacques Bertin.*

mai 1977, à Santiago, ce festival a réuni 8 000 personnes au théâtre Caupolican. Ce disque en est la seule trace qui nous soit parvenue.

**** Edmundo Rivero : Lunfa y reo (Atmosfera AT 26 001, distribution Musidisc Europe).***

Une nouvelle maison de disques qui commence par un coup d'éclat : elle nous fait enfin connaître un des grands du tango. Car Edmundo Rivero défend, joue et chante ces airs populaires depuis plus de quarante ans. Pour le lunfa et le reo, c'est-à-dire pour l'habitant de Buenos Aires qui parle argot et pour celui qui fréquente les bistrots des faubourgs de la capitale argentine. Comme le Cuarteto Cedron, Rivero nous démontre que la pire des dictatures militaires ne réussira jamais à assassiner complètement l'âme d'un peuple. Edmundo Rivero ou l'indocilité dressée contre la mort.

→

***nous avoir donné la mesure française de Pauline Julien en 1976, après nous avoir fait découvrir Anna Prucnal en 1978, voici qu'il nous révèle Armande Altaï (jusqu'au 17 mars).***

***Une belle barbare que cette chanteuse-là ! Elle interprète avec la même facilité Wagner et Gounod, des chants anonymes turcs, « le Songe d'Athalie », d'un certain Jean Racine, et des rocks qu'elle a écrits elle-même et que Joël Dugrenot lui a mis en musique. Un instrument vocal comme on en entend rarement, soutenu par des musiciens exceptionnels : le bassiste sus-nommé, Joël Dugrenot, ci-devant accompagnateur de Chuck Berry et créateur du groupe Zao ; le percussionniste Serge Haouzi, compagnon du Berbère Djamel Allam ; et le pianiste Jay Gottlieb, qui fut l'élève d'Olivier Messiaen, le soliste du Boston Symphony Orchestra et celui de l'Orchestre turinois de la R.a.i.***

***Un tel cocktail nous vaut un « concert-salade » à faire rêver Jean Wiener...***

***Un événement donc. Mais un événement amoindri par le fait d'un metteur en scène et d'une costumière : plutôt que de laisser Armande Altaï exprimer physiquement l'émotion et la force de ses chants, ils l'ont guindée et emprisonnée dans des parures de pacotille. Tantôt anachronique « précieuse ridicule », tantôt superficielle Barbarella interplanétaire, elle perd toute présence charnelle.***

***Elle pourrait être diabolique, ils en ont fait un angelot en barboteuse et un « travelo » de l'espace... Quelle erreur ! Quel gâchis ! Qu'elle mette un jean et un pull, ce qu'elle veut, mais qu'elle chante sans oripeaux. Oui chantez, simplement, et dépouillez-vous, Armande.***

***JEAN-PAUL LIEGEOIS***

*Armande Altaï.*



**** Hommage à Woody Guthrie (le Chant du monde LDX 74 684/85).***

Un double album qui réunit Graeme Allwright, Roger Masson, Steve Waring, Sammy Walker, Deroll Adams, Youra Marcus, Martine Habib, Marc Robine et Bouzouki. Ils chantent les ballades de ce grand troubadour américain qui avait écrit sur sa guitare : « Cette machine tue les fascistes ». Il est bon de pincer les cordes Guthries aussi souvent que possible : « la bête immonde » n'a pas encore été achevée.

# télévision

## *Une sélection de Mauricette Duchemin*

***Vendredi 2 mars :*** des magazines plein d'intérêt.

A 22 h 35 sur T.f. 1, Maurice Bruzek dans « Expressions » consacre son magazine aux nouveaux engouements du public. Parmi ceux-ci, cinq ont retenu son attention : le « japonisme » de nos grands-pères qui revient à la mode avec les estampes, les marionnettes tchèques et autrichiennes, l'Opéra et les heureuses initiatives des théâtres de province, les musées-greniers (ne jetez rien, on ne sait jamais) et les philosophes qui brûlent les planches de plusieurs théâtres parisiens après avoir « crevé » notre petit écran.

Quant à Bernard Pivot, il se pose toujours la question à 21 h 35 : « Qui a tué ? » L'émission est celle, déjà prévue, du 9 février

Rappelons que la littérature policière sera représentée par Boileau et Narcejac, A.D.G. (alias Alain Fournier), Jean-Patrick Manchette, Léo Malet, Serge Montigny et Catherine Harley.

Suit au Ciné-Club, à 23 h, « Vincent mit l'âne dans un pré », un film de Pierre Zucca, dont le monde glisse perpétuellement entre les apparences, le rêve et la réalité.

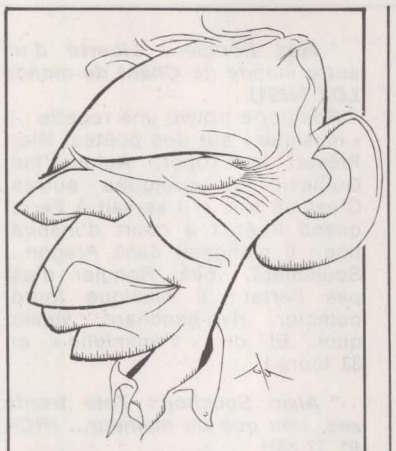
Un autre magazine, sur F.r. 3 à 20 h 30, celui de Jean-Marie Cavada, qui fait le point sur la contraception. Cette émission a le mérite d'être diffusée à une heure d'écoute importante. A ne pas manquer.

« Histoire de Cendrillon » à 21 h 30. Un opéra pour enfants, réalisé par les membres de l'Opéra de Lyon. Pourquoi ne pas le programmer un mardi ? A rediffuser.

***Dimanche 4 mars :*** des précurseurs sur F.r. 3.

Après le succès remporté à Paris par Sophie Desmarets dans la pièce de Barillet et Grédy « Fleur de cactus », l'Amérique s'en empare à son tour. Américanisée par Gene Saks, « Fleur de cactus » fut un gros succès grâce à Ingrid Bergman. Sur T.f. 1 à 20 h 30.

Sur F.r. 3 tout commence à 17 h 35 : Nicole Courcel lit Louise Labé. A 18 h 30, l'invité est Jules Verne ; puis Jean-Christophe Averty nous entraîne dans sa grande parade du jazz à 20 h, vers l'« Aventure de l'art moderne » de 20 h 30 (aujourd'hui le surréalisme). Après l'« Encyclopédie du cinéma de 21 h 40 et les « Cinéregards » de 22 h 10, le Cinéma de minuit à 22 h 40 : « le Chevalier de Maupin », film d'aventures libertines de Mauro Bolognini. Avec plein de tact dans des situations



***Jean-Louis Trintignant, vu par Solo.***

amoureuses ambiguës, Catherine Spaak et Robert Hossein y excellent.

***Lundi 5 mars :*** olé !

Un portrait à 22 h 10 sur T.f. 1 : celui d'un grand comédien Vittorio Gassman. « Le théâtre remplace le sport ; jouer au théâtre, c'est la seule façon que je connaisse de pouvoir faire l'amour à mille personnes en même temps... », déclare-t-il à Evelyne Pagès. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Un film de Robert Bresson : « Lancelot du lac », à 15 h sur Antenne 2. A suivre avant d'aller au cinéma voir « Perceval le Gallois », d'Eric Rohmer.

A 20 h 30, Michel Fugain et sa « bande » à l'Olympia. Martine Lefèvre et Marianne Gosset font « Bande à part » à 22 h 40. Elles descendent dans l'arène avec Patrick Varin, Lyonnais et torero. Des matadors français, ça existe !

Sur F.r. 3 à 20 h 30 : « Fanny » de Marc Allégret, Marcel Pagnol et Vincent Scotto. Espérons qu'à force de le programmer nous le verrons.

***Mardi 6 mars :*** scandale à la « une ».

A 20 h 30 sur T.f. 1 : « Lettres d'un bout du monde ». Gabrielle Rolin n'a pas résisté devant ce courrier venant du Japon ; elle vous en parle page 23.

Un très beau film de Volker Schlœndorff et de Margarethe von Trotta sur Antenne 2 à 20 h 30 : « l'Honneur perdu de Katharina Blum ». Tiré d'un récit de Heinrich Böll, ce film traite d'un phénomène très contemporain : la déshumanisation. Excellent support pour le débat qui suivra sur la presse et la vie privée.

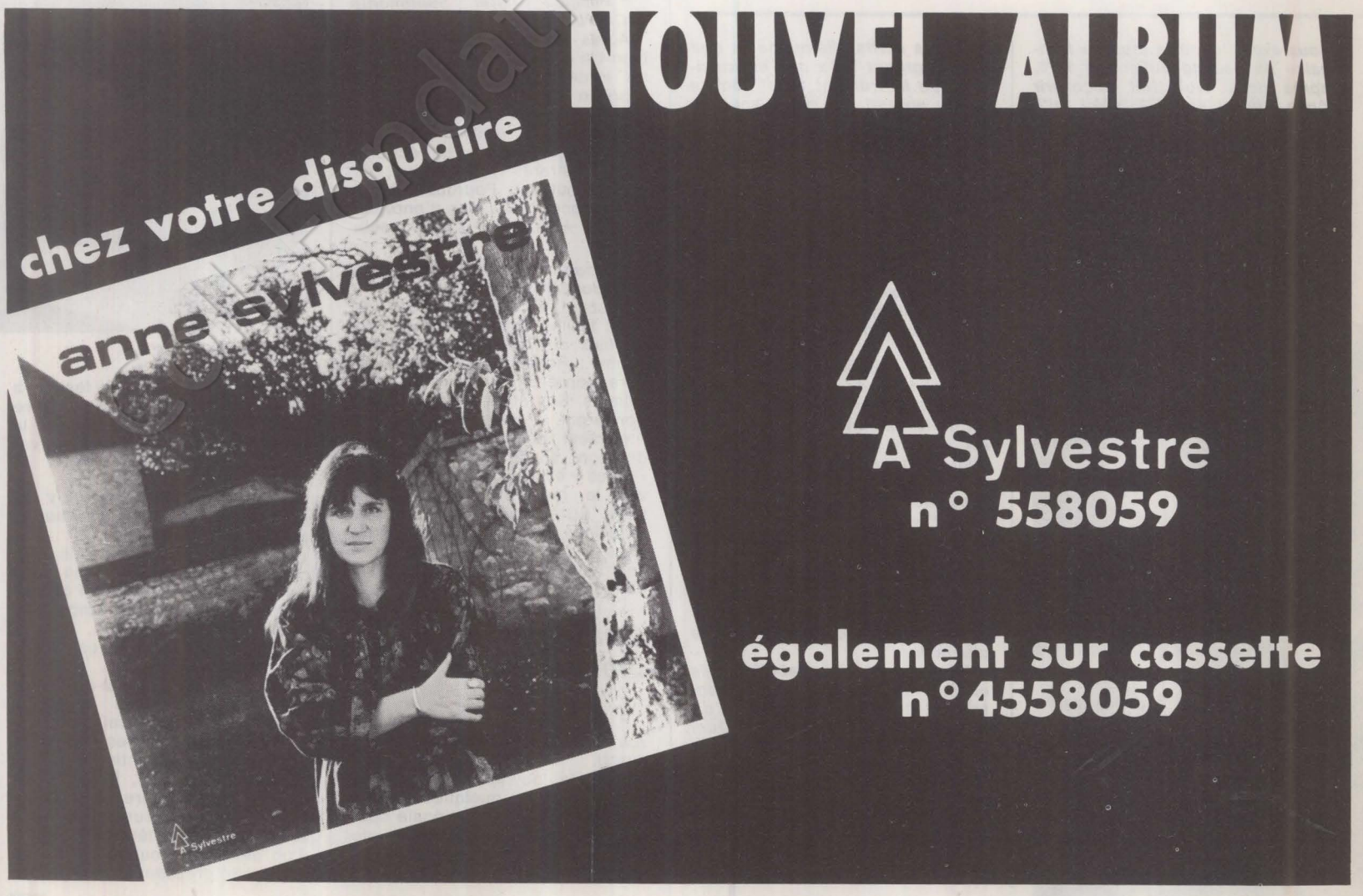
***Mercredi 7 mars :*** l'apogée.

Du grand cinéma à 20 h 30 sur F.r. 3 : « le Conformiste » de Bernardo Bertolucci, d'après un roman d'Alberto Moravia. Avec un Jean-Louis Trintignant éblouissant dans un conformisme à faire grincer bien des dents.

***Jeudi 8 mars :*** un galop dans l'histoire.

« Labourage et pâturage », l'Edit de Nantes et autres titres de gloire qui valurent la renommée du bon roi Henri. « Construire la France » n'est pas chose aisée à 20 h 30 sur T.f. 1. « Le roi qui vient du Sud » ne le contredira pas.

Un autre film de John Sturges sur F.r. 3 à 20 h 30 : « Un silencieux au bout du canon ». Un western de la drogue avec des chevaux-vapeur et John Wayne. Celui-ci est plus à l'aise sur une selle. Pour les inconditionnels du « géant » de l'Ouest.



# Le calendrier de l'Unité

## Vendredi 2 mars

* Générale de « l'Homme de cuir », par le Théâtre Rouge, à Paris, au Lucernaire-Forum.
* « Le Philanthrope », avec Laurent Terzieff, au théâtre de Boulogne-Billancourt (jusqu'au 5 avril).
* « Les Lions de sable », un spectacle pour enfants au Théâtre des Jeunes années, au Théâtre du Huitième de Lyon (jusqu'au 21 mars).
* Début de « Journées musicales 1979 » à la maison de la culture d'Amiens (jusqu'au 1er avril).
* Vernissage de l'exposition du peintre Alain Leterrier au Centre d'action culturelle de Chelles.
* « Grugru », d'Henri Gruvman, spectacle de théâtre et de cinéma à Paris, au cinéma Action-République (jusqu'au 6 mars).
* Gilles Servat à Octeville. André Simon à Choisy-le-Roy. Malicorne à Vitry-le-François. Urban Sax à Grenoble. René Werneer à Plougastel.
* Verdi : « la Traviata ». Direction musicale Paul Ethuin. Théâtre des Arts de Rouen.

## Samedi 3

* Dernier jour de Guy Bedos à Marseille, au théâtre Toursky.
* Concert d'Emmanuel Krivine et Christian Ivaldi à Grenoble.
* Festival cinématographique « Des jeunes et du rock » au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers (jusqu'au 20 mars).
* Michèle Bernard à Quimper. Djamel Allam à Saint-Etienne. Imago à Orsay-Les-Ulys. Mama Béa Tékielski à Chilly-Mazarin. Pauline Julien à Chelles.
* « Le Roi Lear », de Shakespeare, par le Théâtre populaire romand, à Paris, au Théâtre de la Cité internationale (jusqu'au 7 avril).
* « Le Noble Jeu de l'Oye », spectacle pour enfants, au Café d'Edgar, à Paris (jusqu'au 28 avril).



*Guy Bedos.*

* Création du dernier spectacle du Théâtre populaire de Lorraine, « Intimité », à Thionville (jusqu'au 17 mars).

## Dimanche 4

* « Carmen », de Bizet, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et le chœur de l'Opéra du Rhin sous la direction d'Alain Lombard, dans une mise en scène de Jorge Lavelli, à Strasbourg, à l'Opéra du Rhin (jusqu'au 8 mars).
* François Béranger à Colombes.
* « Bogre de Carnaval » par Lo Teatre de la Carriera, à Berre.
* Ensemble intercontemporain. Direction Michaël Gielen-P.H. Xuereb (alto), D. Dorow (soprano). Au Théâtre de la Ville, à Paris. Œuvres de Gielen, Dartignolles, Schönberg.

## Lundi 5

* Chantal Grimm et le groupe Sybil à Paris, à la Tanière, 45, rue de la Glacière (jusqu'au 10 mars).
* « La Résistible Ascension d'Arturo Ui », de Brecht, par les Tréteaux du Midi, à Montpellier (jusqu'au 24 mars).

## Mardi 6

* Première à Strasbourg, à l'Hôtel Moderne (4, rue Brûlée), du nouveau spectacle du T.n.s. : « Kafka-Théâtre complet » (jusqu'au 6 avril).
* Le groupe andin Karumanta à Paris, au Petit Forum (jusqu'au 10 mars).
* « La Table », de et par Michèle Foucher, à Caen (jusqu'au 10 mars).
* Gilles Servat à Orléans. Michel Buhler à Firminy. Font et Val à Blagneux. Malicorne à Saint-Ouen. Pauline Julien à Saint-Lô.
* Œuvres de Cesti et Purcell : Judith Nelson (soprano), René Jacobs (haute-contre), William Christie (clavecin), Konrad Junghänel (théorbe), Jaap Ter Linden (viole). Eglise Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux à Paris.
* Henri Honegger (violoncelle), Jean-Sébastien Bach. Eglise Saint-Séverin à Paris.

## Mercredi 7

* Vernissage de l'exposition des sculptures de Féraud au Centre culturel de la Villedieu, à la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.
* Anne Sylvestre à Caen, Michel Buhler à Dijon. Font et Val à Saint-Marcellin. Pauline Julien à Quimper.

## Jeudi 8

* Spectacle Stravinski par le Ballet-Théâtre français à Nancy (jusqu'au 11 mars).
* Vernissage de l'exposition « 20 ans d'éditions » à la Galerie des peintres graveurs, à Paris, 158 bis, boulevard du Montparnasse (jusqu'au 28 avril).
* Première à Caen de « l'Imbécile », d'Edward Bond (jusqu'au 16 mars)
* Yves Duteil à Grenoble. Nicolas Peyrac et Béatrice Arnac à Paris, au T.e.p. Anne Sylvestre à Rouen. Michel Buhler à Besançon. Ricet Barrier à Annonay. Font et Val à Belley. Pauline Julien à Saint-Nazaire.

## Vendredi 9

* Début du sixième Festival des arts traditionnels, à la maison de la culture de Rennes (jusqu'au 17 mars).
* O Souwa Daiko (ensemble de tambours du Japon) à Saint-Etienne.
* L'ensemble instrumental de Grenoble joue Skalkottas, Théodorakis, Christou et Xénakis à Grenoble.
* Yvan Dautin à Chelles. Michel Buhler à Vesoul. Font et Val à Saint-Fons. Malicorne à Campagnole.
* Academy Saint-Martin-in-the-Fields. Direction Iona Brown. Haendel, Bach, Grieg, Vivaldi, Mozart. Au théâtre des Champs-Elysées, à Paris.

## Samedi 10

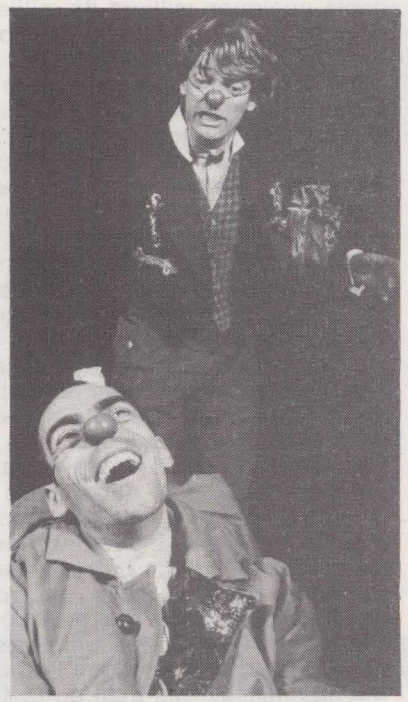
* « La Chanson du gas qu'a mal tourné » de Gaston Couté, par Gérard Pierron, à Villepreux.
* Le luthiste Munir Bashir à la maison de la culture de Nanterre.
* Vernissage à Paris, au musée du Louvre, de l'exposition « l'Enlèvement des Sabines », de Poussin (jusqu'au 21 mai).
* Michèle Bernard à Lillebonne. Michel Buhler à Mulhouse. François Béranger à Saint-Quentin. Djamel Allam à Clermont-Ferrand. Yvan Dautin à Saint-Cyr-l'Ecole. Hubert-Félix Thiéfaine à Bondy. Pauline Julien à Bordeaux.

## Dimanche 11

* L'Art Ensemble de Chicago à Paris, au Théâtre de l'Est parisien.
* Kenneth Gilbert (clavecin), Alain Marion (piano) : Bach. A Paris, au Théâtre d'Orsay, 11 h.

## Lundi 12

* Première de « l'Etang des sans-culottes », dernière création de la Compagnie Jean-Marc Bonillo, au cirque municipal d'Amiens (jusqu'au 23 mars).
* Anne Sylvestre, Gilles Méchin, Joëlle Léandre et l'Anachronic Jazz Band à Paris, au Forum des Halles, pour l'enregistrement de l'émission « Libre-Parcours ».
* Première à Paris, au Théâtre Essaïon-Valverde (6, rue Pierre-au-Lard), de la pièce d'Hélène Parmelin « Le Contre-pitre ».



*« Le Contre-pitre », d'Hélène Parmelin.*

## Mardi 13

* Première à Paris, au Théâtre Présent, du « Spectacle Labiche » mis en scène par Pierre Peyrou.
* « La Table », de et par Michèle Foucher, à Vaulx-en-Velin (jusqu'au 17 mars).
* Guy Bedos à Fougères. Imago à Orléans. Djamel Allam à Pau. Hubert-Félix Thiéfaine à Epinal.
* Rossini : « Mathilde de Sabran ». Nouvel Orchestre philharmonique. Direction M. Arena. Grand auditorium de Radio-France, à Paris.

## Mercredi 14

* Récital du pianiste Josep Colomb au profit d'Amnesty International à Paris, au Théâtre des Champs-Elysées.
* Première de l'American Baroque Ensemble à Paris, au Café d'Edgar (jusqu'au 20 mars).
* Vernissage à Paris, à Beaubourg, de la rétrospective consacrée au photographe Albert Renger-Patzsch (jusqu'au 30 avril).
* Guy Bedos à Quimper. Gilles Servat à Orvault. Pauline Julien à Roubaix.
* Ensemble intercontemporain. Théâtre musical : « Huit Chants pour un roi fou », (Peter Maxwell Davies). « Aventures et nouvelles aventures » (Gyorgy Ligeti). « Je vous dis que je suis mort » (Georges Aperghis). A Paris, à l'Opéra-Comique.

## Jeudi 15

* Première de « Pépé », le nouveau spectacle du Théâtre de l'Aquarium, à la Cartoucherie de Vincennes.
* Guy Bedos à Saint-Malo. Michel Buhler à Orléans.
* Strauss, Wagner, Brahms, Pierre Laurent Aimard (piano). Salle Gaveau, à Paris.

# Histoire d'un crime

*Le dernier ouvrage de Julian Gorkin, vieux militant révolutionnaire espagnol, nous restitue d'abord une part de nous-mêmes, tant il est vrai que toutes les gauches occidentales ont encore « mal à l'Espagne »*

Nous sommes en 1936, en Espagne. Deux années plus tôt, la commune ouvrière des Asturies était noyée dans le sang par un tout jeune général nommé Franco. Deux ans pendant lesquels quelques milliers de militants n'ont le choix qu'entre l'exil et la prison. Gorkin et Durruti « conversent » dans leur cellule ; Largo Caballero en profite pour lire Marx, Boukharine, Trotski, Lénine, et il déclare en sortant de prison : « Je me réserve le droit de faire la révolution en Espagne. » Deux ans durant lesquels le prolétariat bouillonne, les militaires complotent, les curés bénissent. Le coup d'Etat ne viendra qu'en 1936, en réponse à la victoire électorale du Frente popular. La guerre d'Espagne est déclarée. Mais quelle guerre d'Espagne ?

Voici ce que nous confiait Julian Gorkin lors d'un entretien à bâtons rompus : « Je me rappelle avoir passé la nuit du 18 juillet à visiter les forces de la C.n.t. (syndicat anarchiste) et du Parti socialiste. J'ai rencontré Durruti et nous avons organisé la contre-offensive avec les armes cachés d'octobre 1934. A Barcelone, les barricales s'édifient. La C.n.t. prend d'assaut les casernes. Des comités se constituent alors partout, dans les transports, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les villages. Nous fondons le Comité central des milices, qui était en réalité le vrai gouvernement, et le Conseil économique, qui a sanctionné toutes les occupations et confiscations d'entreprises. Rien ne s'est arrêté en Catalogne ni à Madrid. Tout a continué de fonctionner : jamais une ampoule électrique ne s'est éteinte, jamais un train n'est arrivé en retard... Ce fut un prodige de spontanéité et de création des masses. Ce qui se passe en Espagne — disait Andrés Nin — est mille fois supérieur à la Révolution d'octobre 1917. C'était vrai. Ce qui s'était passé à Petrograd avait lieu ici dans tout le pays. Voilà la réalité, tout le reste n'est que blagues ! »

1936, en Espagne, il s'agissait donc d'une révolution. En quarante-huit heures, les collectivités ouvrières instauraient l'autogestion avec l'accord de l'ensemble du bloc ouvrier, P.s.o.e., C.n.t., U.g.t. et Poum. L'histoire de la guerre d'Espagne n'est trop souvent qu'une peudo-histoire, une histoire travestie, masquée, enfouie, gommant les contradictions internes — et violentes — dans les deux camps opposés.

Dans son dernier ouvrage : « les Communistes contre la Révolution espagnole » (Belfond), Julian Gorkin fait — légitimement — revivre la puissante radicalisation des travailleurs des villes et des campagnes contre une misère écrasante, contre l'oligarchie toute-puissante des seigneurs modernes, contre l'obscurantisme clérical. Un témoin « privilégié », Gorkin : ancien « révolutionnaire professionnel » du Komintern, fondateur du Parti communiste d'Espagne, secrétaire du Poum (Parti ouvrier d'unification marxiste), membre du comité central des milices antifascistes de Catalogne, nul n'était mieux placé que lui pour retracer tragiquement le processus progressif de liquidation du mouvement révolutionnaire (socialistes, anarchistes, poumistes) par les staliniens et les agents de la Guépéou dans le camp républicain. Cet homme sait de quoi il parle : emprisonné trois fois, il devait par la suite échapper à cinq attentats !



Ce livre participe d'une réécriture indispensable de la guerre et de la révolution démocratique espagnole de 1936. Assez de mythes et de symboles ! Le mouvement ouvrier doit revendiquer en permanence toute la vérité sur sa propre histoire.

« Pour tout le monde, écrit Gorkin, la contre-révolution était représentée par les nazis-fascistes en Espagne et en Europe. Peu se rendaient compte que la contre-révolution était aussi à l'intérieur de la révolution. Son but était de s'emparer de tous les ressorts du pouvoir : ce fut le parti des deux mille conseillers étrangers ! La non-intervention nous a lié les mains à nous, pas à Hitler ni à Staline. Petit à petit, le P.c.e. est devenu un Etat dans l'Etat, une armée dans l'armée, une justice dans la justice. Ils ont liquidé Largo Caballero (secrétaire général du P.s.o.e. et de l'U.g.t.) — le « Lénine espagnol » —, qui ne se soumettait pas aux diktats de Togliatti et de Rosenberg, l'ambassadeur soviétique. »

Si la guerre d'Espagne est l'une des pages les plus glorieuses, certes, de l'histoire ouvrière, elle en est aussi l'une des plus dramatiques. Le mouvement socialiste international ne sort pas exempt de contradictions — voire de remords — de la tourmente : si les responsables et militants pivertistes de la fédération socialiste de la Seine jouent pleinement leur rôle, la solidarité — pourtant indispensable — ne sera pas toujours égale. Léon Blum, la mort dans l'âme, devra souscrire à la politique britannique de non-intervention, véritable coup de poignard dans le dos de la classe ouvrière espagnole. A Barcelone, Valence, Madrid, fleurissent alors les Tchékas communistes. Les révolutionnaires sont traqués ; le leader du Poum, Andrés Nin, est assassiné.

Gorkin, aujourd'hui membre du P.s.o.e., n'est pas seulement un militant émérite, il est aussi un écrivain-militant : deux romans, quatre pièces de théâtre, quatre anthologies littéraires, onze ouvrages d'histoire et de témoignages, dont le fameux « Assassinat de Trotski ». Pour autant, une critique « littéraire » lui semblerait ici presque saugrenue. Son dernier ouvrage nous restitue d'abord une part de nous-mêmes, tant il est vrai que toutes les gauches occidentales ont encore « mal à l'Espagne ».

Dans un monde secoué par la crise du camp communiste, ce livre d'histoire éclaire singulièrement le présent.

GILBERT SANS